

En Jeu

HISTOIRE ET MÉMOIRES VIVANTES

**FIN DES CAMPS
LIBÉRATIONS DES DÉPORTÉS**

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION

Marie José CHOMBART DE LAUWE

RÉDACTEURS EN CHEF

Yves LESCURE, Frédéric ROUSSEAU

RÉDACTEURS EN CHEF ADJOINTS

Jacques ARON, Charles HEIMBERG, Yannis THANASSEKOS

SECRÉTAIRE DE RÉDACTION

Caroline LANGLOIS

COMITÉ DE RÉDACTION

**Jean-Michel ANDRÉ - Corinne BENESTROFF - Arnaud BOULLIGNY - Roger BORDAGE
Vanina BRIÈRE - Laurence DE COCK - Latefa FAÏZ - Thomas FONTAINE - Benjamin GILLES
Bertrand HAMELIN - Valérie IGOUNET - Peter KUON - Charlotte LACOSTE - Sébastien LEDOUX
Carole LEMÉE - Cyrille LE QUELLEC - Julien MARY - Jacques MOALIC - Albert MINGELGRÜN
Christophe PÉCOUT - Michel PIERRE - François RASTIER - Serge RAYMOND - Tristan STORME
Geneviève VAN CAUWENBERGE - Bruno VÉDRINES**

CONSEIL SCIENTIFIQUE DE LA FONDATION POUR LA MÉMOIRE DE LA DÉPORTATION

PRÉSIDENT

Serge WOLIKOW

MEMBRES DU CONSEIL SCIENTIFIQUE

**Jean Michel ANDRÉ - Jacques ARON - Arnaud BOULLIGNY - Aleth BRIAT
Claudine CARDON-HAMET - Marie José CHOMBART de LAUWE - Joëlle DUSSEAU
Gaël EISMANN - Michel FABRÉGUET - Thomas FONTAINE - Bernard GARNIER - Jean GAVARD
Patricia GILLET - Charles HEIMBERG - Peter KUON - Carole LEMÉE - Cyrille LE QUELLEC
Bruno LEROUX - Yves LESCURE - Agnès MAGNIEN - François MARCOT - Michel PIERRE
Jean QUELLIEN - Serge RAYMOND - François ROUQUET Frédéric ROUSSEAU
Robert STEEGMANN - Yannis THANASSEKOS - Laurent VEYSSIÈRE - Barbara VORMEIER
Jean VIGREUX**

Un grand merci à Sina Niedermeyer pour sa participation.

©Fondation pour la mémoire de la déportation (FMD)

30, bd des Invalides - 75007 Paris

email : revue.en.jeu@gmail.com - tél. : 01 47 05 81 50. Diffusion : PUS.

ISSN : 2269-2347

ISBN : 978-2-9509877-3-0

En Jeu

HISTOIRE ET MÉMOIRES VIVANTES

FIN DES CAMPS LIBÉRATIONS DES DÉPORTÉS



FONDATION POUR
LA MÉMOIRE
DE LA DÉPORTATION

Décembre 2014 - N° 4

SOMMAIRE

FIN DES CAMPS

LIBÉRATIONS DES DÉPORTÉS PAGE 7

*Dossier coordonné par Michel Fabréguet, Peter Kuon
et Yves Lescure*

Regards croisés sur la fin des camps nationaux-socialistes 9
Michel FABRÉGUET

Les marches de la mort et la phase finale du génocide nazi 15
Daniel BLATMAN

L'évacuation du camp de Neuengamme et de ses *Kommandos*
au printemps 1945 47
Detlef GARBE

Héros ou victimes ? La représentation de la libération du camp
de Mauthausen dans les témoignages écrits de survivants français 61
Peter KUON

Entre angoisse et espoir. Expériences de survivants de l'évacuation
du camp annexe de Melk 77
Alexander PRENNINGER

La Suisse et les déportées, 1945-1947 : accueil, témoignage,
prise de conscience 91
Éric MONNIER, Brigitte EXCHAQUET-MONNIER

VARIA

Signes avant-coureurs de la terreur nazie, une affaire Dreyfus à l'allemande 107
Jacques ARON

CHRONIQUE DES ENJEUX D'HISTOIRE SCOLAIRE

La Journée de la mémoire et ses pratiques scolaires. Une évocation critique 119
Laurence DE COCK et Charles HEIMBERG

COMPTE RENDU

La lutte des classes ? Un essai sur les intellectuels combattants
et le peuple pendant la Première Guerre mondiale 129
Bertrand HAMELIN

VIE ASSOCIATIVE

Nouvelles du monde associatif de la déportation 135
Rubrique coordonnée par Yves LESCURE

Comment se procurer la revue 148

Contribuer à la revue 149

FIN DES CAMPS
LIBÉRATIONS DES DÉPORTÉS

*Dossier coordonné par Michel Fabréguet, Peter Kuon
et Yves Lescure*

Regards croisés sur la fin des camps nationaux-socialistes

Michel FABRÉGUET - Institut d'études politiques de Strasbourg

La « libération » des camps de concentration et des centres de mise à mort nazis constitua le dernier chapitre multiforme de cette histoire, d'autant plus difficile à définir qu'il engloba, au cours de la dernière année de la guerre, les « évacuations » des camps par les autorités nazies, qui dégénérèrent en « marches de la mort » durant les quatre derniers mois du conflit mondial. Ces événements, qui tendirent progressivement à abolir les frontières entre le processus génocidaire proprement dit et le phénomène concentrationnaire, restèrent d'autant plus difficiles à appréhender qu'ils ne suscitèrent pas, initialement, un intérêt particulier chez les premiers historiens de la Solution finale et du système concentrationnaire, comme Reitlinger, Hilberg ou Friedländer. Faute d'une véritable prise en considération de la spécificité de ces événements, ces auteurs eurent en effet tendance à se contenter de les insérer dans l'histoire globale de l'écroulement du III^e Reich, dans l'histoire de

la société de l'effondrement, et cautionnèrent ainsi, un peu trop rapidement, les analyses fournies pendant la guerre par les services secrets alliés. Celles-ci s'apparentaient déjà à une approche que l'on pourrait qualifier par anticipation de structuraliste : l'envol de la mortalité, qui devait entraîner la disparition d'au moins un tiers des quelque 700 000 détenus recensés dans les KZ¹ au début du mois de janvier 1945, et les actes meurtriers, qui se multiplièrent au cours des derniers mois à l'intérieur des camps comme dans les convois d'évacuation, devaient être rapportés au chaos général dans lequel sombra le III^e Reich : la paralysie progressive de l'appareil policier de répression, la rupture des chaînes de commandement, en attendant la fuite ou la disparition des plus hauts responsables, les difficultés croissantes du ravitaillement sur fond de paralysie des transports, ou encore l'entassement des détenus dans des camps surpeuplés, favorable au développement des épidémies au sein

1. KZ : *Konzentrationslager* (camp de concentration).

d'une population concentrationnaire affaiblie par des privations de toutes sortes. Mais il apparaît aujourd'hui que, même si ces facteurs constituèrent effectivement le décor du drame final, ils n'en demeurent pas moins un peu trop insuffisants et sommaires pour appréhender de manière plus approfondie la connaissance de ces événements, qui eurent leur propre cohérence, non réductible au simple effet de l'effondrement du régime nazi. Ce dernier chapitre s'inscrit à part entière tant dans l'histoire du génocide des juifs que dans celle du système concentrationnaire, il permet de dévoiler aussi l'état de la société allemande au terme de douze années de dictature et de propagande nazies, et il présente, par conséquent, des implications quant à la compréhension de l'histoire du nazisme et de la mémoire des camps. Les cinq articles réunis dans ce dossier témoignent ainsi de ce renouvellement historiographique, dans trois directions distinctes et complémentaires : l'approfondissement de la connaissance des marches de la mort, la mise en évidence des processus fort complexes de la « libération » des KZ de l'*Altreich* et de l'Autriche au printemps 1945 à travers une comparaison des destinées dissemblables des réseaux concentrationnaires de Neuengamme et de Mauthausen, et la sortie de l'univers concentrationnaire caractérisée, entre autres, par les tensions contradictoires entre les nécessités de l'oubli et du témoignage.

L'important article de Daniel Blatman, spécialement traduit en langue française pour ce dossier, apporte un

éclairage très neuf sur les évacuations et les marches de la mort, longtemps documentées exclusivement par les seuls tribunaux mais par trop négligées par l'historiographie. Au niveau du processus décisionnaire, c'est l'ordre d'Himmler du 17 juin 1944 qui attribua aux chefs supérieurs de la police et de la SS (*HSSPF*) les pleins pouvoirs sur les KZ en cas d'approche des armées alliées. Les premières évacuations se déroulèrent donc, à l'est comme à l'ouest de la zone de domination allemande en Europe, à l'été et à l'automne 1944, y compris à Auschwitz déjà partiellement évacué au début du mois de janvier 1945. Au printemps 1945, l'ordre d'Himmler du 17 juin 1944 restait encore valable lorsque les Alliés atteignirent le cœur de l'*Altreich*, mais les chaînes de commandement semblèrent alors se brouiller : d'une part les commandants des différents camps étaient assez peu désireux de prendre des initiatives, et d'autre part les détenus représentaient désormais un atout entre les mains du RFSS Himmler dans ses vaines tentatives de négociations avec les Occidentaux, par l'intermédiaire du chef de la Croix-Rouge suédoise, le comte Folke Bernadotte. Le sort des concentrationnaires devint alors tributaire des méandres sinueux et tortueux de la politique personnelle d'Himmler. Mais la conclusion de Daniel Blatman reste à ce propos tout à fait explicite : aucun ordre visant à l'exécution des détenus dans les KZ, dans l'éventualité où ceux-ci ne pourraient être évacués, ne fut donné. En fait, comme

d'autres études l'ont montré², les chaînes de commandement au sein de l'appareil répressif policier au cours des derniers mois de la guerre se caractérisèrent par un double processus de décentralisation et de délégation des pouvoirs, ce que les évacuations et les marches de la mort vinrent parfaitement illustrer. Tout au bout du processus de délégation de l'autorité, le sort des concentrationnaires dans les marches de la mort en vint à dépendre des simples gardiens, parmi lesquels de nombreux civils trop âgés pour être mobilisés sous les drapeaux qui, dans le chaos des évacuations, se retrouvèrent aussi abandonnés à leur sort que les détenus dont ils avaient la charge. Mais les actes criminels qui se multiplièrent alors ne furent pas la seule conséquence de la panique générale et de la volonté des gardiens de se débarrasser de prisonniers devenus encombrants à l'approche des armées alliées : ils traduisirent aussi un véritable consensus idéologique au sein d'une population civile façonnée par la propagande d'un régime qui lui avait appris à voir dans ces prisonniers, qui n'étaient plus considérés comme des êtres humains, un groupe de meurtriers particulièrement menaçants, violents et dangereux. Le fanatisme idéologique des gardiens rejoignait ainsi le calcul plus opportuniste consistant à ne pas tomber vivant entre les mains de l'ennemi. Les convois d'évacuation et les marches de la mort témoignèrent

ainsi du débordement de la violence au sein de la société allemande dans la dernière période de la guerre, au terme de douze années de dictature : les meurtriers en uniforme étaient rejoints par des meurtriers en civil, les uns et les autres n'avaient plus de mal à s'entendre, alors que la particularité ethnique ou raciale de leurs victimes tendait à s'estomper à leurs yeux, même si les juifs restaient plus particulièrement exposés.

Detlef Garbe analyse pour sa part l'évacuation du réseau concentrationnaire de Neuengamme, qui dura six semaines de la fin du mois de mars au début du mois de mai 1945. On comprend bien à le lire quelle fut la complexité multiforme de cette opération : l'évacuation progressive des camps annexes du réseau au fur et à mesure de la progression des Anglo-Saxons entre le Rhin et l'Elbe, le regroupement de ces détenus évacués dans le camp central puis dans des camps de rassemblement, qui étaient en fait de véritables mouroirs à l'image de Bergen-Belsen, le regroupement à Neuengamme puis la libération anticipée des détenus scandinaves en provenance de tout le système concentrationnaire, à la suite des tractations entre Himmler et le comte Bernadotte, l'exécution par les SS de détenus politiques que les autorités nazies n'entendaient pas laisser survivre à leur propre disparition et, pour finir, l'évacuation du camp central de Neuengamme, le seul camp central

2. Voir Elisabeth Thälhofer, *Entgrenzung der Gewalt. Gestapo-Lager in der Endphase des Dritten Reiches*, Paderborn, Munich, Vienne, Zurich, Ferdinand Schöningh, 2010.

de l'*Altreich* qui fut entièrement évacué avant l'arrivée des Alliés³. Ses occupants furent ensuite transférés dans le port de Lübeck, puis embarqués sur des navires à bord desquels la plupart devaient périr au terme de cette pitoyable odyssée, à la suite du bombardement du « Cap Arcona » et du « Thielbek » par la Royal Air Force le 3 mai 1945. L'exemple de Neuengamme, qui n'est d'ailleurs nullement unique en son genre, prouve combien la frontière entre la vie et la mort, l'extermination et la libération fut mince au sein de la société concentrationnaire dans les dernières semaines de la guerre, au moment où les libérations anticipées de détenus coexistaient avec les massacres d'autres internés. À Hambourg, sous l'influence d'Albert Speer et des responsables de l'industrie, le *HSSPF* Nordsee et le *Gauleiter* Kaufmann décidèrent de remettre la ville aux Anglais sans combattre. Les patrons de l'industrie étaient désormais avant tout désireux de se débarrasser des détenus, dont ils avaient jusqu'alors exploité la force de travail : leur responsabilité dans la tragédie finale du « Cap Arcona » et du « Thielbek » reste donc entière.

À la différence du réseau concentrationnaire de Neuengamme, celui de Mauthausen ne fut qu'en partie évacué, dans le cas des camps annexes de l'agglomération viennoise et du Bas-Danube. Les camps du Haut-Danube,

principalement le triangle Mauthausen-Gusen-Ebensee, restèrent occupés jusqu'à l'arrivée des détachements de la 3^e armée américaine les 5 et 6 mai 1945. On peut donc parler à ce propos d'une véritable libération de la population concentrationnaire, nullement exempte au demeurant, comme dans les autres KZ, d'un envol de la mortalité et d'une multiplication des assassinats de détenus, à l'intérieur du camp central comme dans les convois d'évacuation des détenus des camps annexes du Bas-Danube. Peter Kuon, romaniste à l'université de Salzbourg et spécialiste reconnu de l'étude des témoignages sur la déportation politique⁴, s'est intéressé pour sa part à la représentation de la libération du camp central de Mauthausen dans les écrits des survivants français. Par suite des libérations anticipées de détenus français et occidentaux par la Croix-Rouge dans les derniers jours du mois d'avril 1945, ne restaient plus alors au camp central que des survivants malades ou trop faibles pour jouer un rôle actif à la libération : les Français libérés n'avaient donc pas une histoire très glorieuse à raconter. Mais dans le corpus des vingt-six témoignages écrits qu'il a pu analyser, Peter Kuon a constaté que l'épisode de la libération du camp est évoqué aussi bien par les témoins directs de l'événement que par des détenus qui avaient été évacués à la fin du

mois d'avril 1945. Or, ces derniers, en particulier l'écrivain communiste Pierre Daix dans *La Dernière Forteresse* (1950), et l'historien Michel de Boüard dans un article pionnier sur Mauthausen de 1954, ont contribué à la construction d'un récit mythique, dont la pierre angulaire est constituée par la relation d'une véritable bataille entre l'appareil militaire international des détenus du camp, sous l'autorité du comité international, et les SS qui auraient tenté de revenir en force dans le camp central dans la nuit du 5 au 6 mai 1945. Le récit romancé de Pierre Daix porte en particulier les stigmates de la Guerre froide en mettant unilatéralement en valeur l'action du comité international, dominé par les communistes, et en critiquant injustement les Américains, rendus seuls responsables de la pagaille et de la catastrophe humanitaire. En fait, comme le montre Peter Kuon, c'est le souci de faire sens qui a conduit Pierre Daix et Michel de Boüard à produire un récit mythique à prétention collective, alors que dire l'impuissance du « je », qui fut la réalité que connurent la plupart des rescapés du collectif français au moment de la libération du camp, reste une entreprise beaucoup plus délicate. Si les détenus des camps du Haut-Danube firent donc l'expérience d'une véritable libération, qui ne signifia d'ailleurs pourtant pas pour eux le retour immédiat de la liberté et la fin de la catastrophe humanitaire, les détenus du camp annexe de Melk connurent au

contraire les affres de l'évacuation, en cinq convois qui partirent du 11 au 15 avril 1945 à destination du camp central de Mauthausen et du camp annexe d'Ebensee. Alexander Prenninger est revenu sur les événements traumatisants qui marquèrent la mémoire des rescapés. Il y eut au départ des rumeurs d'assassinats par gaz des détenus, dans les galeries souterraines du projet Quarz. Puis l'espoir de la survie revint. Il apparaît en définitive que le choix des moyens de transport fut déterminant : les convois en train ou en péniche, pour remonter le cours du fleuve jusqu'au Haut-Danube, ont en effet laissé des souvenirs beaucoup moins forts que les marches forcées, associées à l'expérience des tentatives de fuite, des exécutions sommaires, de la faim, de la soif et du froid. L'arrivée à Ebensee fut à la source de nouvelles désillusions. Pour beaucoup d'anciens de Melk, qui avaient déjà derrière eux une longue expérience concentrationnaire, ce nouveau lieu leur apparaissait pire que tous les précédents. Des actes de cannibalisme y furent attestés. L'envol de la mortalité, à partir du mois d'avril 1945, transforma Ebensee en un véritable mouroir, dans lequel l'arrivée des Américains, le 6 mai, ne devait pas mettre immédiatement un terme à la catastrophe humanitaire.

Mais la libération de camps signifia aussi le retour des rescapés à une existence « normale ». À la suite de la publication de leur ouvrage⁵, Éric Monnier et Brigitte Exchaquet-Monnier

3. Cette évacuation, avant l'arrivée des forces britanniques, permit aux SS de faire disparaître une grande partie des traces de leurs crimes à l'intérieur du camp central. Elle n'est donc pas restée sans conséquences sur le manque de visibilité ultérieure de Neuengamme dans la mémoire concentrationnaire.

4. Peter Kuon, *L'Écriture des revenants. Lecture de témoignages de la déportation politique*, Paris, Kimé, 2013.

5. Éric Monnier, Brigitte Exchaquet-Monnier, *Retour à la vie : l'accueil en Suisse romande d'anciennes déportées françaises de la Résistance, 1945-1947*, Neuchâtel, Alphil, 2013.

se sont intéressés au sort d'un groupe de rescapées françaises, qui, à l'initiative de l'ADIR⁶, furent accueillies en Suisse dans les années 1945-1947 pour des séjours de convalescence. Notons au passage que cette situation présente un caractère assez exceptionnel car nombre de rescapés ne bénéficièrent pas de tels soins à leur retour des camps. La hiérarchie qui structurait le groupe des Françaises était alors tributaire de l'hégémonie des déportées résistantes : les résistantes étaient alors assimilées à des héroïnes, à un moindre degré que les hommes cependant. Lorsque la censure fut définitivement levée en Suisse, à la mi-juin 1945, la presse, ou plus exactement des femmes journalistes s'intéressèrent aux anciennes détenues françaises présentes sur leur territoire. Celles-ci se retrouvaient alors tiraillées entre les exigences contradictoires de l'oubli et du témoignage. Il existait dans

le public un véritable besoin de savoir, doublé d'une volonté de lutter contre l'oubli, qui risquait de nourrir le ventre encore fécond... Nombre des rescapées françaises choisirent cependant de garder le silence, souvent par modestie, en considération du caractère à leurs yeux subalterne des tâches accomplies au service de l'armée des ombres. Certaines sortirent de leur silence dans les années 1980, face à la menace négationniste.

Nous espérons qu'au terme de la lecture de ce dossier le lecteur averti prendra bien conscience de la complexité du processus douloureux de la « libération » des camps de concentration et de centres de mise à mort nazis. De multiples champs disciplinaires apportent en permanence des éclairages renouvelés, qui permettent d'approfondir la connaissance de ce domaine de recherches toujours fécond en ce 70^e anniversaire.

EJ Les marches de la mort et la phase finale du génocide nazi¹

Daniel BLATMAN - Université hébraïque de Jérusalem.

Résumé : Peu étudiées dans leur spécificité historique, les marches de la mort ne peuvent être assimilées au génocide des juifs. Dans les derniers mois d'existence du système nazi, les détenus des camps formèrent une population très hétérogène et complexe qui fusionna, et au sein de laquelle les juifs ne représentaient plus qu'un groupe important. La désorganisation administrative et l'incohérence des instructions données par Himmler conférèrent un rôle-clé aux autorités locales dans les préparatifs et le déroulement de l'évacuation des camps. Les escortes constituées d'éléments disparates, pas forcément SS, mais travaillés douze ans durant par la propagande, considéraient les détenus comme une entité collective menaçante et déshumanisée. Les meurtriers décidaient seuls du moment de passer à l'acte, selon un calcul combinant l'utilité, l'efficacité et les opportunités. Jamais au cours du génocide planifié et bureaucratique un tel pouvoir ne fut placé entre les mains d'autant d'individus.

Mots-clés : désorganisation, détenus, évacuations, génocide, libération, mouirois, Reich.

Les recherches sur l'origine et le développement du génocide nazi rencontrent quelques difficultés, dès lors qu'il s'agit d'analyser et d'expliquer sa phase finale. L'explosion de violence et de haine lors de la dernière période de la guerre pendant laquelle des centaines de milliers de prisonniers de camps de concentration, de prisonniers de guerre et de travailleurs forcés furent évacués des milliers de camps de concentration ou d'autres lieux d'incarcération ou de travail forcé au cours de la retraite d'un Reich vacillant laisse de nombreuses questions en suspens et ne laisse pas d'étonner. En janvier 1945, selon les archives nazies, quelque 714 000 prisonniers croussaient encore dans les camps de concentration. On peut affirmer, sans trop se tromper, que le nombre exact était infiniment plus élevé, puisque même les administrateurs et le personnel de cet *univers concentrationnaire*, comme l'appelle

6. ADIR : Association nationale des anciennes déportées et internées de la Résistance.

1. La version originale de cet article, « The Death Marches and the Final Phase of Nazi Genocide », a été publiée dans l'ouvrage suivant : Jane Caplan, Nikolaus Wachsmann (éds), *Concentration Camps in Nazi Germany: The New Histories*, Londres, Routledge, 2009. Traduit de l'anglais par Damien Lescure.

David Rousset, étaient incapables d'estimer son ampleur avec précision². Le chiffre cité plus haut néglige également le nombre, inconnu, de prisonniers, de personnes incarcérées, de travailleurs forcés qui se trouvaient ailleurs au sein du système de répression nazi, ainsi que nombre d'ouvriers dans les entreprises privées, de prisonniers de guerre et autres prisonniers de camps de concentration ne figurant pas au répertoire des camps connus. Les habitants de cet univers particulier étaient disséminés dans des centaines de camps, de différentes tailles, qui s'étendaient, au sein de l'empire nazi en déroute, depuis le Rhin à l'ouest jusqu'aux rivages de la Vistule à l'est et depuis les rivages de la mer Baltique au nord jusqu'au Danube dans le sud. Les résidents de cet univers formaient un microcosme particulier au sein des victimes de la terreur nazie. Ils incluaient des individus européens de toutes nationalités dont certains s'étaient retrouvés piégés dans des pays qui n'étaient pas tombés sous le contrôle des nazis ou d'autres qui avaient combattu l'Allemagne. Chacun de ces prisonniers avait terminé dans un camp après avoir été persécuté pour différentes raisons : raciales, politiques ou religieuses. Quelque quatre mois plus tard, lorsque le tumulte de la guerre cessa en Europe et que le III^e Reich

disparut de la scène historique, au moins 250 000 d'entre eux étaient décedés. Beaucoup d'autres périrent très peu de temps après la libération en raison de leur condition physique dramatique. La dernière phase de la guerre fut extrêmement meurtrière, même en la comparant au génocide nazi dans son ensemble.

À partir de la mi-1944 et plus spécialement à partir de 1945, les organes gouvernementaux et administratifs des zones occupées en Pologne furent sévèrement perturbés. Le même phénomène se produisit au sein de l'*Altreich* dans les derniers stades de cette période. L'avance rapide de l'armée soviétique et la retraite précipitée de la Wehrmacht provoquèrent des vagues gigantesques d'exils et le départ de millions de civils fuyant à la fois la terreur de l'occupation soviétique et les soldats de l'armée Rouge. À bord de centaines de milliers de véhicules et de charrettes, voire à pied, ils parcoururent des centaines de kilomètres vers l'ouest de peur d'être rattrapés par la main vengeresse du soldat soviétique. Accompagnant cet exode massif et ajoutant à sa panique, de nombreux témoignages font mention de viols sur des milliers d'Allemandes, des femmes et des jeunes filles, ainsi que de meurtres, d'expropriations et de pillages commis par les soldats de l'armée Rouge³. Dès

le début de 1945, des rapports des services secrets américains et britanniques décrivent la fuite panique de dizaines de milliers de civils allemands tentant de sauver leur vie et traînant derrière eux les maigres affaires qu'ils avaient pu récupérer⁴. Des sources allemandes rendent compte également du désordre gigantesque qui régnait en Haute-Silésie lors de la retraite de l'armée allemande au cours des mois de janvier et février 1945. Ils font état de l'écroulement complet de l'administration et du meurtre de prisonniers dont la présence a créé des encombrements sur les routes. Quant aux moyens de transport, ils étaient pris d'assaut par les civils, les militaires, les forces de police, ainsi que par les cols blancs du coin qui tentaient de sauver leur vie.⁵

La coïncidence entre les dernières évacuations des camps de concentration de grande importance en Pologne (Auschwitz, Groß-Rosen et Stutthof) et l'évacuation à grande échelle de civils et de troupes qui stationnaient à cet endroit – les deux événements intervenant à quelques semaines d'intervalle l'un de l'autre – influence de façon évidente l'explication traditionnelle des meurtres de prisonniers de camps de concentration, telle qu'elle était proposée dans les premiers mois de l'après-

guerre. Rudolf Höß, commandant du camp d'Auschwitz entre 1940 et 1943, puis chef du bureau D-1 à l'Inspection des camps de concentration (*Inspektion der Konzentrationslager-IKL*), rapporte dans ses mémoires que le destin tragique des prisonniers au moment de l'évacuation des camps est dû à une préparation négligée et fautive de la part de ceux qui avaient la charge de la mettre en place, à savoir, les commandants des camps situés à l'est. Rudolf Höß explique que le commandant du camp d'Auschwitz, Richard Baer, ne se préoccupa en aucun cas de préparer les infrastructures nécessaires à l'évacuation du camp, alors même qu'il avait tout le temps nécessaire pour le faire. Baer laissa la responsabilité de l'évacuation aux officiers subalternes dont la seule préoccupation était de déguerpir le plus vite possible avant l'arrivée des troupes soviétiques. Le jour de l'évacuation, ils se trouvèrent dans la nécessité d'évacuer des centaines de milliers de prisonniers dans les conditions dantesques d'un système en déroute auquel s'ajoutait une retraite panique, ce qui conduisit à la mort et à l'assassinat d'un grand nombre de prisonniers qui ne purent supporter les conditions dans lesquelles ils étaient évacués⁶. Les

2. David Rousset, *L'Univers concentrationnaire*, Paris, Pavois, 1946.

3. Les atrocités et les viols furent montés en épingle par la presse et la propagande allemande, particulièrement par Joseph Goebbels, et contribuèrent largement à cet exode massif historique. Voir Norman M. Naimark, *The Russians in Germany. A History of the Soviet Zone of Occupation, 1945-1949*, Cambridge et Londres, Belknap, Harvard University Press, 1995, pp. 72-78 ; Catherine Merridale, *Ivan's War. Life and Death in the Red Army, 1939-1945*, New York, Metropolitan Books, 2006, pp. 307-311.

4. « Evacuation, Refugees and Displaced Persons in Germany », 10 février 1945, Supreme Headquarters Allied Expeditions Force, RG-338, *National Archives and Records Administration* (NARA), box 187, file 383.6, pp. 1-2 ; *German Intel. N° 117*, 26 janvier 1945, The National Archives (TNA), FO 371/46764.

5. Le docteur Haffner au ministre de la Justice du Reich à Berlin le 1^{er} février 1945 (Der Generalstaatsanwalt Kattowitz), *Archwium Panstwowe Muzeum Auschwitz-Birkenau* (APMAB), D-RF-3/RSHA/160, pp. 45-46.

6. Rudolph Höß, *Death Dealer. The Memoirs of the SS Kommandant at Auschwitz* (Steven Paskuly, éd.), Buffalo NY, Prometheus Books, 1992, p. 234.

responsables des services secrets américains apportèrent des explications sensiblement identiques après la guerre. Le taux de mortalité très élevé des prisonniers pendant les évacuations, relevaient-ils, était le résultat d'une préparation bâclée, de restrictions sévères en transport et en nourriture, de conditions hivernales très dures et d'une logistique défectueuse⁷. Néanmoins, ces raisons structurelles et circonstancielles tombent à l'eau dès lors qu'il s'agit d'expliquer l'horrible tragédie des évacuations des camps.

Au moment où la guerre entrait dans ses derniers mois, le génocide nazi était un fait publiquement reconnu. Sa phase finale – qui débute à l'été ou l'automne 1944 pour se terminer au moment de la reddition de l'Allemagne en mai 1945 – ne trouve en revanche pratiquement aucun écho dans la presse du monde libre et n'attire que peu l'attention de la presse hébraïque en Palestine. La presse britannique et américaine parle très peu des camps de concentration, encore moins de l'évacuation et du meurtre de prisonniers dans les derniers mois de la guerre. Si les médias font mention de l'évacuation de prisonniers retenus par les Allemands dans des camps à l'est, c'est presque à chaque fois dans le contexte de prisonniers de guerre alliés dont le destin suscitait infiniment plus d'intérêt que celui des

détenus de camps de concentration⁸. C'est seulement en avril 1945 que des articles racontant ce qui s'était passé dans les camps de concentration avant la libération commencèrent à se répandre dans la presse, plus spécialement après que les forces armées américaines furent parvenues dans ces camps pour y découvrir les atrocités qui y avaient été commises avant leur évacuation. La découverte de monceaux de corps criblés de balles, incinérés ou tordus dans tous les sens, à laquelle s'ajoutait celle de squelettes ambulants qui avaient échappé à la mort, fit l'effet d'une bombe dans la presse américaine et donc auprès du public⁹. Néanmoins, cette information n'entraîna pas de recherches plus approfondies sur les marches de la mort. En fait, ce terme ne fut même jamais employé dans les journaux. Les atrocités que l'on venait de découvrir, dont certaines provenaient de témoignages de prisonniers récemment libérés, contribuèrent davantage à fixer une certaine image du nazisme dans l'imaginaire occidental qu'à expliquer de façon objective le génocide nazi durant les derniers mois de la guerre.

Aux procès de Nuremberg, les références aux derniers mois de la guerre et aux évacuations des camps ne permirent pas de prendre la pleine mesure des marches de la mort ni de la nature des meurtres qui les accompagnaient.

Bien évidemment, les procès ne se focalisaient pas exclusivement sur la Solution finale nazie du problème juif ni sur l'unicité et les spécificités du génocide nazi. Les discussions de ce genre, dans le cadre des références au problème principal qui était débattu à Nuremberg – la perpétration de crimes contre l'humanité – n'avaient généralement lieu que lorsque les accusés étaient interrogés sur les postes qu'ils occupaient, leur position vis-à-vis de la politique raciale de l'Allemagne nazie ou leur rôle pendant les exterminations¹⁰.

Le problème des évacuations des camps de concentration fut soulevé lors du procès de Ernst Kaltenbrunner, le successeur de Heydrich à la tête de l'Office central de la sécurité du Reich (*Reichssicherheitshauptamt-RSHA*). Toutefois le débat judiciaire qui s'ensuivit se concentra sur des points d'administration et de commandement. La Cour tenta de déterminer quels étaient les officiers qui avaient pris les décisions, ceux qui les avaient appliquées lors de l'évacuation du camp et ceux qui étaient à l'origine de plans d'une cruauté sans pareille consistant à vouloir assassiner les prisonniers de plusieurs camps de concentration à l'aide d'explosifs, de poisons ou d'attaques aériennes avant l'arrivée des armées de libération. Même pendant l'année 1946, lorsque les forces d'occupation alliées conduisirent toute une série de procès contre des criminels de guerre qui avaient servi dans les différents camps de concentration, les marches

de la mort furent rarement traitées comme une spécificité au sein du génocide nazi. Et lorsque l'on évoquait les évacuations, l'accent était mis sur les poursuites légales permettant de déterminer quels étaient les responsables d'une situation aussi chaotique qui avait conduit à la mort des centaines de milliers de prisonniers. Bien évidemment, les accusés en faisaient retomber la responsabilité sur l'échelon supérieur, quand et surtout s'il y avait parmi eux un commandant de camp de concentration.

On peut sérieusement douter de la capacité du système judiciaire d'après-guerre à traiter les marches de la mort selon un angle autre que celui de la recherche des responsabilités dans l'élaboration des ordres d'évacuation et de la préparation des prisonniers pour cette même évacuation. Il ne faut cependant pas surestimer l'importance de ce débat, ni les documents qu'il a mis au jour si l'on souhaite comprendre le système et son fonctionnement dans les derniers mois de la guerre. Il laisse notamment en suspens la question des prisonniers au moment de l'évacuation du camp. Les réponses à de nombreuses interrogations doivent être cherchées ailleurs : pourquoi les convois se sont-ils transformés en marches de la mort sans fin ? Qui étaient les meurtriers et quels étaient leurs motifs ? Qui étaient les victimes ? Comment la population civile (polonaise, allemande, autrichienne) a-t-elle réagi à l'égard de ces

7. Office of Strategic Services (OSS) Report, 4 août 1945, NARA, RG-153, box 245, folder 5, p. 23.

8. Yehuda Bauer, « The Death-Marches, January-May 1945 », in Michael R. Marrus (éd.), *The Nazi Holocaust*, Vol. 9 [The End of the Holocaust], Westport, Meckler, 1989, pp. 503-504.

9. Laurel Leff, *Buried by the Times. The Holocaust and the American's Most Important Newspaper*, New York, Cambridge University Press, 2005, pp. 294-307.

10. Michael R. Marrus, *The Nuremberg War Crimes Trial 1945-46. A Documentary History*, Boston et New York, Bedford Books, 1997, pp. 206-207.

centaines de milliers de prisonniers évacués ?

Dans les procès ou les enquêtes suivantes, conduits en RFA ou en Autriche, le phénomène des meurtres commis pendant les évacuations et les marches de la mort fut à nouveau mis en discussion. Au cours des quarante dernières années du XX^e siècle, le système judiciaire produisit des centaines de dossiers d'enquêtes concernant ces meurtres ou les mauvais traitements infligés aux prisonniers à l'occasion des marches de la mort. Des témoignages furent recueillis, des témoins furent interrogés et des rapports d'enquêtes sur les charniers découverts le long des routes d'évacuation furent examinés avec la plus grande attention. La masse de documents ainsi obtenue nous permet de retracer avec précision le déroulement de meurtres bien précis de prisonniers ou, dans plusieurs cas, de massacres qui se produisirent pendant les marches de la mort. Cette documentation est d'une importance extrême lorsqu'il s'agit de traquer et d'arrêter un meurtrier anonyme qui escortait un groupe de prisonniers le long des routes d'évacuation. Elle ne nous permet cependant à l'évidence, de répondre qu'à un nombre limité de questions.

On reste perplexe devant la proportion infime des recherches sur les marches de la mort dans l'historiographie nazie en regard de l'abondance des témoignages des

survivantes et des autres sources d'archives à la disposition des chercheurs. Raul Hilberg ne consacre que quelques pages aux évacuations, se concentrant surtout sur celle d'Auschwitz qui débuta à l'automne 1944 pour se terminer en janvier 1945, au moment où les Allemands quittèrent le camp et où les prisonniers furent disséminés dans différents camps en Allemagne. Le sous-chapitre qui traite de cette question et qui s'intitule « *Liquidation of the Killing Centers and the End of the Destruction Process* » [Liquidation des centres d'extermination et fin du processus de destruction]¹¹ est un très bon exemple de l'approche, qui a prévalu pendant des années, concernant la nature des meurtres qui furent commis dans les derniers mois de la guerre. Lorsque les grands centres d'extermination de l'est furent évacués puis détruits, l'appareil meurtrier qui caractérisa la Solution finale fut supprimé, et ce génocide d'un type particulier prit fin. C'est pourquoi la criminalité en question ne peut être associée à celle qui a caractérisé le génocide nazi dans sa période extrême. Leni Yahil a longuement écrit sur les marches de la mort, soulignant que l'augmentation considérable du nombre de détenus dans les camps dans la dernière année de la guerre, répondait au besoin en main-d'œuvre de l'économie de guerre et que cette formidable concentration de population était considérée, jusqu'au dernier homme

et jusqu'à la dernière femme, comme ennemie du Reich. Elle résume son propos sur les marches de la mort en attribuant ce phénomène de folie meurtrière comme le dernier sursaut d'un régime aux abois, réglant ses comptes avec ses victimes pour se venger d'une défaite devenue inévitable¹². Saul Friedländer, dans son livre sur les années d'extermination, ne consacre que quelques pages à ces derniers mois meurtriers, insistant sur le chaos qui régnait et attribuant la responsabilité des évacuations meurtrières au fait que personne n'en était vraiment en charge¹³. Gerald Reitlinger, dans son livre fondateur sur la destruction de la communauté juive européenne, partage également cette conclusion¹⁴.

Il est peut-être possible d'avancer une explication qui permettrait de comprendre pourquoi cet épisode des marches de la mort a été simplement englobé dans l'historique général de l'écroulement du III^e Reich. Comme il a été dit plus haut, les rapports des services secrets alliés ont décrit, dès le début de 1945 et dans les mois qui suivirent, l'état de chaos général de cette période. De nombreuses monographies sur l'histoire du génocide nazi

en rendent compte et le citent comme la raison la plus probable pour expliquer les derniers mois de la guerre. Les installations destinées au processus d'extermination avaient été démantelées, la bureaucratie meurtrière tombait en lambeaux et la plupart des fonctionnaires de la police de sécurité, du SD¹⁵, et des camps d'extermination – ceux dont c'était la fonction première – n'étaient plus en fonction au cours des mois que dura cette folie meurtrière désorganisée. Pendant des années, les marches de la mort restèrent les manifestations caractéristiques de la période crépusculaire d'un III^e Reich en marche vers sa disparition certaine, dans un climat de violence, de feu et de sang.

Il y eut, bien sûr, d'autres tentatives d'explication du phénomène. Les chercheurs israéliens, principalement dans les décennies 70 et 80, tentèrent de relier cette période meurtrière aux étapes de la Solution finale antérieures à 1944¹⁶. Le fait que l'épisode des marches de la mort succédât de près à la dernière grande opération meurtrière (qui visa principalement la population juive hongroise) et que les Juifs fussent en nombre parmi les prisonniers durant ces évacuations, a pu conduire à conclure de manière

11. Raul Hilberg, *The Destruction of the European Jews*, Vol. III, New Haven et Londres, Yale University Press, 2003, p. 1 045 et ss.

12. Leni Yahil, *The Holocaust. The Fate of European Jewry*, New York et Oxford, Oxford University Press, p. 541.

13. Saul Friedländer, *Nazi Germany and the Jews 1939–1945. The Years of Extermination*, New York, Harper Collins Publishers, 2007, pp. 648–652.

14. Gerald Reitlinger, *The Final Solution. The Attempt to Exterminate the Jews of Europe 1933–1945*, New York, The Beechurst Press, 1953, pp. 459, 461.

15. SD : *Sicherheitsdienst* (service de renseignement de la SS). NdT.

16. Voir, par exemple, Livia Rotkirchen, « The "Final Solution" in its Last Stages », *Yad Vashem Studies* 8 (1970), pp. 7–29 ; Shmuel Krakowski, « The Death Marches in the Period of the Evacuation of the Camps », in *The Nazi Holocaust, op. cit.*, pp. 476–490.

simpliste que les marches de la mort représentaient le dernier stade de la Solution finale. Pourtant, au cours de ces mois, les prisonniers des camps formaient une population très hétérogène et complexe qui fusionna dans les dernières années de la guerre, sous l'effet de contraintes et de circonstances exceptionnelles. Dans cet ensemble, les Juifs ne représentaient qu'un groupe, encore qu'important. Plusieurs critères en vigueur dans les années de la Solution finale n'eurent plus cours à cette période, durant laquelle l'extermination emprunta une voie différente. C'est pourquoi il nous faut recourir à d'autres outils méthodologiques.

Au cours de la deuxième moitié du XX^e siècle, l'historiographie procéda à trois tentatives remarquées pour traiter du phénomène des évacuations et marches de la mort d'un point de vue exhaustif. Près d'un an après la fin de la guerre, l'Agence centrale de recherches de l'administration des Nations unies (UNRRA) publia une importante documentation divisée en trois sections comprenant des récits, des croquis d'itinéraires empruntés et une estimation du nombre de personnes tuées au cours de plus d'une centaine d'évacuations. Les informations contenues dans ces comptes rendus sont évidemment incomplètes et les données ne sont pas toujours exactes, mais le fait même qu'une grande organisation internationale les ait recueillies suffit à démontrer

que les atrocités commises lors des évacuations n'ont été ni cachées ni oubliées. Au milieu des années 1960, deux chercheurs ont utilisé ces données en Tchécoslovaquie comme base de travail pour écrire un livre, le premier du genre et pratiquement le seul pendant des années, sur les marches de la mort¹⁷. Cependant, leur travail s'est limité à des résumés statistiques et à des descriptions de routes utilisées pour les évacuations. Il n'explore ni l'interface entre les marches de la mort et la politique nazie de génocide ni la question de la place de ces évacuations dans l'histoire des camps de concentration nazis. La seconde étude, publiée par le chercheur polonais Zygmunt Zonik au milieu des années 1980, concerne les évacuations des camps. Zonik, lui-même ancien prisonnier d'un camp de concentration, a suivi les méandres de la controverse concernant la question de l'évacuation des camps en Allemagne et en Pologne. Il nous livre un résumé complet du processus décisionnaire dans l'ensemble des camps à la veille des évacuations et décrit les itinéraires suivis par les convois de prisonniers évacués de l'ouest et de l'est¹⁸. Néanmoins, son ouvrage peine à nous éclairer sur les meurtriers, les victimes, ainsi que sur le climat social et politique qui régnait, alors que ces prisonniers étaient massacrés dans les derniers soubresauts de la guerre.

C'est Daniel Jonah Goldhagen, au milieu des années 1990, qui, le premier, étudia les marches de la mort

dans le contexte de la politique de génocide nazie. Son livre, à la fois évocateur et controversé, qui consacre deux chapitres aux marches de la mort, traite cet épisode comme un outil parmi d'autres de l'attirail meurtrier dont se servaient les Nazis pour la mise en œuvre de leur politique de Solution finale¹⁹. Goldhagen affirme que les marches de la mort ont été une arme conventionnelle d'extermination nazie contre les Juifs qui fut utilisée lors de trois périodes distinctes et ce dès le début de l'occupation de la Pologne.

La première période comprend les années 1939-1941, au moment où les populations furent déplacées et déportées dans le cadre des plans de repoplement conçus par Himmler et divers fonctionnaires SS. Au cours de l'un des épisodes les plus meurtriers qui se déroula durant ce type de marche, des centaines de Juifs périrent en décembre 1939 lors de leur déportation de Chelm et Hrubieszów, vers les régions est de la Pologne, sous contrôle soviétique. Toutefois, ce cas horrible met en évidence la différence qui existe entre les meurtres de Juifs à l'occasion des déportations du début de la guerre et les marches de la mort de la fin de la guerre. Le 1^{er} décembre 1939, près de 2 000 hommes juifs reçurent l'ordre de se rendre sur la place principale de Chelm d'où, dans l'après-midi, un groupe de SS commença à les faire progresser en direction de la frontière

soviétique. Les femmes des déportés ayant souhaité les accompagner furent repoussées par les Allemands. La marche de la mort dura toute la journée et toute une partie de la nuit pour finalement amener les marcheurs à Hrubieszów avant le lever du soleil. Si l'on s'en tient aux témoignages des survivants, entre 300 et 800 Juifs furent exécutés en cours de marche. Le 2 décembre, 2 000 Juifs de Hrubieszów rassemblés sur ordre des Allemands furent intégrés au groupe de Chelm. La marche de la mort continua ainsi pendant encore environ deux jours et, le 4 décembre, on obligea les survivants à traverser la rivière Bug tandis que les soldats soviétiques leur tiraient dessus depuis l'autre rive afin de les tenir à distance des territoires sous contrôle soviétique. Les Juifs qui étaient parvenus à traverser furent rassemblés par les troupes russes qui les renvoyèrent de force vers les zones sous contrôle allemand²⁰.

La marche de la mort des Juifs de Chelm et de Hrubieszów se déroula dans la période où la frontière entre les zones d'occupation allemande et soviétique était encore bien délimitée. En aucun cas il n'est possible de la relier aux assassinats de Juifs des années suivantes. Les fonctionnaires allemands de la région craignaient qu'une importante population juive installée dans les localités autour de Lublin, près de la frontière germano-soviétique, ne constitue une

17. Irena Malá, Ludmila Kubátová, *Pochody Smrti*, Prague, Nakladatelství politické literatury, 1965.

18. Zygmunt Zonik, *Anus Belli. Evakuacja i wyzwolenie hitlerowskich obozów koncentracyjnych*, Varsovie, Państwowe Wydawnictwo Naukowe, 1988.

19. Daniel J. Goldhagen, *Hitler's Willing Executioners, Ordinary Germans and the Holocaust*, New York, Knopf, 1996, ch. 13-14.

20. Ariel Hurvitz, « The Death March of the Jews of Chelm and Hrubieszów toward the River Bug in December 1939 », *Yalqut moreshet 68* (October 1999) (en hébreu), pp. 52-68.

menace en raison de ses sympathies pour l'armée Rouge, comme cela s'était manifesté fréquemment au moment où des soldats soviétiques entraient dans des localités de l'est de la Pologne. Le fait que seuls les hommes aient été déportés, les femmes étant renvoyées, accrédite la thèse selon laquelle il ne s'agissait pas d'un plan d'élimination mais de la mise en œuvre, meurtrière, d'une décision prise pour des raisons politiques et sécuritaires. Et puisque la population en question était juive, rien ne faisait obstacle à la décision d'assassiner les retardataires ou les présumés fugitifs. Bien évidemment, dans les premières années de l'occupation en Pologne, des dizaines de milliers de Juifs furent déportés dans le gouvernement général, à partir des zones occidentales annexées par le Reich et de dizaines de villes ou localités d'autres régions de Pologne. Les déportations, organisées d'une manière brutale et impitoyable, s'accompagnaient le plus souvent d'expropriations et de mauvais traitements. Il s'agissait bien de meurtres et non d'assassinats prémédités. Toute étude qui considérerait cette période comme un épisode préliminaire à la politique officielle d'extermination – une sorte de prologue, une action spontanée et irréfléchie exécutée par un groupe d'Allemands spécifique stationné dans un pays lointain et obsédé par l'extermination des Juifs –, s'écarterait de la réalité.

La tentative de Goldhagen de définir des périodes précises couvre les années

1941-1944 pendant lesquelles l'extermination des Juifs atteignit son paroxysme. Néanmoins, il ne donne aucun exemple ni aucune preuve de ces cas pendant les années où les Juifs furent assassinés par ce qu'il nomme l'« institution » des marches de la mort. Au contraire, cette époque est marquée par le meurtre de non-Juifs à la faveur de marches de plusieurs centaines de kilomètres pendant lesquelles les retardataires et ceux qui ne pouvaient plus endurer les difficiles conditions de la marche étaient abattus, et en particulier les centaines de milliers de prisonniers soviétiques tombés aux mains des Allemands en 1941 et au début de 1942²¹. Les Juifs n'étaient que rarement concernés par les marches de la mort lors des années où la Solution finale était en pleine action. En revanche, ils étaient assassinés près de leur domicile ou étaient déplacés en train, à partir des gares de leurs localités ou depuis les ghettos dans lesquels ils avaient été parqués, directement vers les sites d'exécution qui avaient été construits dans ce but.

La troisième période pendant laquelle cette méthode d'extermination fut utilisée coïncide avec les derniers mois de la guerre, au moment où le III^e Reich est sur le déclin. À partir de ce moment, les anciennes techniques d'extermination ne pouvaient plus être pratiquées. Puisque les exigences de la guerre avaient conduit à l'évacuation des camps de concentration et

d'extermination, les meurtres pendant les évacuations devenaient la seule technique possible. Les Allemands n'avaient plus, depuis longtemps, la possibilité de programmer ces meurtres. C'était désormais l'avancée des forces alliées victorieuses qui dictait ces massacres en série et non plus le commandement allemand. On peut découper cette période en trois sous-périodes : la première débute à l'été 1944, au moment de l'évacuation et de la retraite de l'est de la Pologne et des pays baltes ; la deuxième à partir de janvier 1945, avec l'évacuation des grands camps en Pologne, et la troisième au début de mars 1945, lorsque débutèrent les évacuations sur le sol allemand, jusqu'à la reddition finale. Les chercheurs qui ont travaillé sur les camps de concentration sont d'accord avec ce découpage en phases de la période qui concerne les évacuations²².

Clairement, ce ne sont pas les sous-chapitres décrivant les marches de la mort qui furent le plus sujets à controverse lors des polémiques qui entourèrent la parution du livre de Goldhagen. Le débat proposé par Goldhagen sur plusieurs marches de la mort, en particulier celle des prisonnières juives du camp de Helmbrechts, met l'accent sur la folie meurtrière et sinistre de ceux qui escortaient le convoi juif²³. Il résume ses conclusions sur la période

des marches de la mort de la façon suivante :

« Les gardes allemands [...], ces Allemands ordinaires, savaient parfaitement qu'ils continuaient le travail qui avait été entrepris et qui avait, pour une large part, été accompli à travers la politique des camps et autres lieux de mort : l'extermination du peuple juif. »²⁴

Goldhagen s'abstient cependant de mentionner, et encore moins de s'y confronter, une conclusion infiniment plus complexe qui a été rendue par une Cour allemande au sujet des motifs des meurtriers et de la nature du carnage qui frappa les évacuées de Helmbrechts :

« Le but de cette évacuation était inconnu des prisonnières, ainsi que des gardes. En revanche, l'accusé en avait connaissance. Ce dernier voyait dans les prisonnières non seulement des ennemis de l'État, des saboteurs, des destructeurs du peuple [allemand], des parasites et des criminels, mais les considérait également comme des créatures à peine humaines. Apparemment, il ne faisait pas de distinction entre elles, que ce fût des Juives ou des non-Juives, des Polonaises, des Tchèques, des Russes, des Hongroises, des Françaises, des Hollandaises ou d'autres nationalités. »²⁵

21. Karel C. Berkhoff « The "Russian" Prisoners of War in Nazi-Ruled Ukraine as Victims of Genocidal Massacre », *Holocaust and Genocide Studies* 15:1 (2001), pp. 1-32.

22. Karin Orth, *Das System der nationalsozialistischen Konzentrationslager, Eine politische Organisationsgeschichte*, Hambourg, Hamburger Edition, 1999, p. 270 et ss.

23. Daniel J. Goldhagen, *Hitler's Willing Executioners*, op. cit., p. 335 et ss.

24. *Ibid.*, p. 371.

25. Le ministère public auprès de la cour de justice du Land, le cas de Alois Dörr, *Zentrale Stelle der Landesjustizverwaltungen (ZStL)*, 410 AR 1750/61, the court's ruling, p. 42.

L'arrêt rendu par la Cour allemande à propos des marches de la mort souligne la principale faiblesse des conclusions du livre de Goldhagen : le fait que les dernières victimes du génocide nazi n'étaient pas forcément identifiées par leurs meurtriers comme des Juifs. En outre, Goldhagen ne souligne pas ce fait en ce qui concerne un des cas les plus sinistres de meurtre parmi des prisonniers de camp, l'incident survenu à Gardelegen, où la plupart du millier de prisonniers assassinés dans une grange à blé en dehors de la ville, n'était pas juif²⁶. Cette distinction prend en défaut les hypothèses de base du travail de Goldhagen, à savoir la volonté permanente de l'Allemagne antisémite d'éliminer les Juifs. Goldhagen considère la marche de la mort comme une technique d'extermination parmi d'autres et non comme la marque distinctive d'une période marquée par son unicité dans l'histoire du génocide nazi. Ce sont pourtant là les principales caractéristiques qui permettent de différencier les meurtres des marches de la mort et ceux qui les ont précédés.

Les marches de la mort ne sont pas seulement le chapitre ultime de l'histoire du génocide nazi : elles sont également le dernier chapitre de

l'histoire des camps de concentration nazis. Et, de même que l'on ne peut pas les expliquer comme une simple conséquence du système idéologique qui a conduit à la Solution finale, on ne peut pas non plus les considérer comme un à-côté au sein de l'historiographie des camps de concentration. Bien que les victimes des évacuations et des marches de la mort soient des prisonniers de camps de concentration, ces actions se déroulèrent en dehors du traditionnel système de terreur dans lequel les prisonniers avaient vécu et péri. Ce qui arriva aux prisonniers des marches d'évacuation, comment ils s'adaptèrent à leur nouvelle situation et comment ils luttèrent pour leur survie, tout cela mérite d'être réécrit différemment en prenant en compte leurs témoignages en tant que détenus en camps de concentration.

La recherche sur les camps de concentration nazis a fait d'énormes progrès depuis le milieu des années 1990. Les monographies complètes des années antérieures, la plupart écrites par d'anciens prisonniers des camps et qui proposent une analyse historique à laquelle s'ajoute le récit personnel²⁷, furent supplantées par

les études d'une nouvelle génération de chercheurs, principalement allemands. Il est aujourd'hui possible de consulter un grand nombre d'études complètes qui se fondent sur un grand nombre d'archives issues de plusieurs sources²⁸. Même cette historiographie n'accorde que peu d'attention aux marches de la mort. Puisqu'elle est, par nature, fonctionnaliste, elle s'attarde surtout sur les aspects structurels, politiques et juridiques et, plus longuement, sur les problèmes économiques liés aux camps de concentration. Comme toute étude sur la bureaucratie, elle accorde une importance majeure au processus de prise de décision lors des évacuations et tente de comprendre les causes de ce chaos global survenu dans les derniers mois de la guerre²⁹.

Ces études importantes permettent de passer sous silence ce dernier chapitre, celui des évacuations et des marches de la mort, au profit d'autres horreurs dont furent victimes les habitants de ces lieux particuliers tout au long de leur existence. La majeure partie de ces études traitent les évacuations et les marches de la mort

comme un épilogue à l'histoire des camps et absolument pas comme un élément essentiel de cette histoire – ce qui, en soit, est justifié si l'on considère le problème d'un point de vue chronologique. Il est vrai qu'un groupe de chercheurs qui travaille sur les camps s'est également attaché à cet ultime chapitre et a fourni des études spécifiques sur les évacuations et la libération d'Auschwitz, de Ravensbrück et de Mittelbau-Dora³⁰. Au cours des dix dernières années, de nombreux livres et séminaires qui ont essayé de réexaminer en totalité le problème des camps de concentration et leur fonction au sein du régime nazi ont également consacré leur dernier chapitre aux évacuations. On peut affirmer que ces nouvelles études sont une avancée méthodologique pour l'historiographie : considérer les marches de la mort et les évacuations comme appartenant à l'histoire générale des camps de concentration. Néanmoins, cette distinction trace une frontière entre l'étape finale et ce qui s'est produit dans le camp au cours des années précédentes. La plupart

26. Ainsi que Dieter Pohl le note dans sa critique des thèses de Goldhagen, Dieter Pohl, « Die Holocaust-Forschung und Goldhagens Thesen », *Vierteljahreshefte für Zeitgeschichte* 1 (1997), p. 35.

27. Voir, à ce sujet, Eugon Kogon, *The Theory and Practice of Hell. The German Concentration Camps and the System behind Them*, New York, Berkley Books, 1998 ; Benedikt Kautsky, *Teufel und Verdammte. Erfahrungen und Erkenntnisse aus sieben Jahren in deutschen Konzentrationslagern*, Zürich, Büchergilde Gutenberg, 1946 ; Erwin Gostner, *1000 Tage im KZ, ein Erlebnisbericht aus den Konzentrationslagern Dachau Mauthausen, Gusen*, Mannheim, W. Burger, 1946 ; David Rousset, *L'Univers concentrationnaire*, op. cit. ; Hans Maršálek, *The History of Mauthausen Concentration Camp. Documentation*, Linz, Gutenberg-Werbering, 1995 ; Israel Gutman, *Anashim va-efer, Sefer Auschwitz-Birkenau*, Merchavia, Sifriyat Poalim, 1957 (hébreu).

28. Sur les causes qui contribuèrent au développement des recherches sur les camps, voir Ulrich Herbert, Karin Orth, Christoph Dieckmann (éds), « Die nationalsozialistischen Konzentrationslager. Geschichte, Erinnerung, Forschung », in *Die nationalsozialistischen Konzentrationslager. Entwicklung und Struktur*, vol. I, Göttingen, Wallstein Verlag, 1998, pp. 17-24.

29. Voir Daniel Blatman, « The Death Marches, January-May 1945 : Who Was Responsible for What ? », *Yad Vashem Studies* 28 (2000), pp. 155-201.

30. Andrzej Strzelecki, *Endphase des KL Auschwitz. Evakuierung, Liquidierung und Befreiung des Lagers*, Oswiecim, Staatliches Museum in Oswiecim-Brzezinka, 1995 ; Joachim Neander, *Das Konzentrationslager « Mittelbau » in der Endphase der NS-Diktatur*, Dissertation zur Erlangung des akademischen Grades eines Dr phil, Université de Brême, 1996 ; Simone Erpel, *Zwischen Vernichtung und Befreiung. Das Frauen-Konzentrationslager Ravensbrück in der letzten Kriegsphase*, Berlin, Metropol, 2005.

de ces études font leur deuil des convois d'évacuation dès lors qu'ils ont franchi la porte du camp, clos et abandonné. De façon générale, ces études « accompagnent » les prisonniers jusqu'au camp d'où ils sont évacués ou bien jusqu'au moment où ils sont libérés par les Alliés.

Tandis que la population impliquée dans les marches de la mort demeure celle des camps de concentration, prisonniers et gardes inclus, le lieu où se déroulent les scènes de violence et de meurtres change, tout comme la nature et les objectifs de la terreur employée. Ainsi, les marches de la mort devraient être étudiées non pas comme un simple épisode de l'histoire des camps de concentration ou comme le dernier chapitre de la Solution finale du problème juif mais aussi et surtout comme la dernière période dans l'existence du génocide nazi, intrinsèquement mêlée à l'histoire des camps de concentration. Dans cette optique, il nous faut examiner le système de prise de décisions relatif aux meurtres, les motifs des exécuteurs et l'identité collective des victimes.

LES DÉCISIONNAIRES

Les premiers travaux sur les camps de concentration, qui datent du milieu des années 1960, consacrèrent une discussion remarquable à la question de la responsabilité de Himmler et de

ses subordonnés quant à la préparation de l'évacuation des camps et aux meurtres qui les accompagnèrent. Pour Martin Broszat, l'ordre de Himmler de ne laisser aucun prisonnier vivant entre les mains de l'ennemi à l'arrivée des forces alliées fut la cause principale d'une évacuation qui se fit dans la panique et la violence et qui scella le destin de centaines de milliers de prisonniers³¹. Cet ordre célèbre de Himmler fut donné le 17 juin 1944, depuis le bureau de Richard Glück, inspecteur général des camps de concentration au *WVHA (SS-Wirtschafts und Verwaltungshauptamt* : office central pour l'économie et l'administration de la SS). D'après cet ordre, en fonction de l'urgence du moment, le *HSSPF (Höherer SS- und Polizeiführer* : le haut responsable de la SS et chef des forces de police) recevait les pleins pouvoirs pour s'assurer du devenir du camp selon qu'il le jugeait bon. Il devenait *de facto* le fonctionnaire responsable de la zone de sécurité militaire³².

L'ordre fut donné au moment du gigantesque débarquement des forces alliées en France et de l'offensive de l'été de l'armée Rouge en direction des pays baltes et de la Pologne. Ces événements incitèrent Himmler à agir rapidement, d'où l'ordre d'évacuation de plusieurs camps dans les régions de Kovno et de Riga. En outre, les préparations pour l'évacuation de l'immense camp de Maidanek, près

de Lublin, avaient commencé dès mars 1944³³. Après que Himmler eut décidé quels seraient les fonctionnaires chargés de l'évacuation, l'ordre fut appliqué selon un plan établi et organisé par des fonctionnaires de terrain : le *HSSPF*, le *Gauleiter* et ses subordonnés et le commandement du camp. Par conséquent, les forces locales exercèrent un rôle clé dans le déroulement de l'évacuation et les préparatifs nécessaires pour le (ou les camps) dont ils avaient la charge³⁴.

Oswald Pohl, dont les fonctions de chef du *WVHA* incluaient les camps, assura lors de son procès que les ordres donnés au début de l'été 1944, concernant l'évacuation des camps et le transfert des pouvoirs exécutifs au *HSSPF* local, le furent pour des raisons opérationnelles et ne signifiaient en aucun cas un changement d'attitude vis-à-vis des prisonniers. Tel qu'il décrit le contexte, il paraissait difficile de maintenir des liaisons régulières avec les camps reculés de l'est et de maintenir un réseau logistique important pour les centaines de camps et leurs annexes, le tout depuis les

bureaux de l'IKL³⁵ à Oranienburg, étant donnée la situation sur le front et la perturbation des lignes de communication et d'approvisionnement³⁶. Au cours de l'été et de l'automne 1944, l'évacuation des prisonniers depuis les camps de l'Est vers les camps de concentration et les centres industriels allemands s'accéléra, sans que l'organisation n'en subisse de conséquences. Le transfert des prisonniers d'Auschwitz vers des camps en Allemagne fut un exemple frappant de ce processus d'évacuation. À la mi-juillet 1944, les trois camps principaux d'Auschwitz comprenaient 92 208 prisonniers. Le 17 janvier 1945, lorsque l'évacuation commença, il ne restait plus que 67 000 prisonniers³⁷. Des évacuations similaires de prisonniers depuis des camps reculés menaçant de tomber aux mains de l'ennemi se déroulèrent à l'été et au début de l'automne 1944 à Maidanek, dans les camps de travail des pays baltes et au camp de Natzweiler-Struthof en Alsace³⁸. Bien que ces évacuations, effectuées dans des conditions difficiles, fussent accompagnées de mauvais

31. Martin Broszat, « Nationalsozialistische Konzentrationslager 1933-1945 », in Hans Buchheim, Martin Broszat, Hans-Adolf Jacobsen, Helmut Krausnick, *Anatomie des SS-Staates*, vol. II, Olten et Freiburg, Walter Verlag, 1965, p. 159.

32. « Sicherung der Konzentrationslager », *International Military Tribunal (IMT)*, PS-3683.

33. Józef Marszałek, *Majdanek. Obóz koncentracyjny w Lublinie*, Varsovie, Wydawnictwo Interpress, 1981, p. 177 ; Zygmunt Zonik, *Anus Belli...*, op. cit., p. 55 ; Karin Orth, *Das System...*, op. cit., p. 271.

34. Zygmunt Zonik, *Anus Belli...*, op. cit., pp. 45-47.

35. Inspection des camps de concentration. NdT.

36. Interrogatoire de Oswald Pohl, le cas WVHA, *Yad Vashem Archives (YVA)*, N4/Proc/E, box 223, p. 1341.

37. Andrzej Strzelecki, *Endphase...*, op. cit., pp. 99-100.

38. Edward Dziadosz, Zofia Leszczynska, « Evakuacja obozy i wyzwolenie », in T. Mencla (éd.), *Majdanek 1941-1944*, Lublin, Wydawnictwo Lubelskie, 1991, pp. 399-406 ; Christoph Dieckmann, « Das Ghetto und das Konzentrationslager in Kaunas 1941-1944 », in *Die nationalsozialistischen Konzentrationslager*, vol. I, op. cit., p. 458 ; Alfred Streim, « Konzentrationslager auf dem Gebiet der Sowjetunion », *Dachauer Hefte* 5 (novembre 1989), pp. 174-176 ; Robert Steegmann, *Struthof. Le KL-Natzweiler et ses kommandos : une nébuleuse concentrationnaire des deux côtés du Rhin 1941-1945*, Strasbourg, Nuée bleue, 2005, pp. 159-172.

traitements, elles n'étaient pas caractérisées par cette haine meurtrière latente propre aux marches suivantes. Il paraît donc difficile de les assimiler au dernier stade du génocide nazi.

Au printemps 1945, les évacuations et les marches de la mort se déroulaient sur le territoire allemand, au moment où l'avance des forces armées américaine et britannique depuis l'ouest limitait les mouvements de troupes et de civils. À ce point, les évacués pénétrèrent véritablement au sein de la population allemande et découvrirent la réalité d'un commandement et d'une logistique en déroute. Néanmoins, de façon évidente, l'ordre de Himmler, daté de juin 1944, restait d'actualité pour ce qui était des évacuations, bien qu'il fût augmenté d'instructions pratiques relatives à la situation en cours. Max Pauly, commandant du camp de Neuengamme, déclara lors de son interrogatoire après la guerre, qu'il avait rencontré le *HSSPF* de Hambourg pour un ultime briefing concernant les dernières évacuations et les mesures à prendre pour les prisonniers ne pouvant être évacués³⁹. En avril 1945, Pauly déclara qu'il se trouvait dans une situation où

il ne savait pas quoi faire des prisonniers. La situation était pratiquement la même dans tous les camps. Des instructions, confuses, furent envoyées par plusieurs fonctionnaires : par Himmler, soit directement, soit par Richard Glück agissant en son nom, ou par des fonctionnaires locaux comme ceux du *HSSPF* et par les *Gauleiter*. Dans l'ensemble, les commandants de camp n'étaient guère désireux de prendre des initiatives en ce qui concernait le sort des prisonniers. Ils préféraient attendre le tout dernier moment, de façon à saisir l'ordre qui leur avait été donné dans sa globalité, afin de déterminer, en connaissance de cause, si le fonctionnaire qui l'avait transmis avait le pouvoir de le faire et si, eux, pouvaient l'exécuter. La question de l'origine de l'autorité reste une question non tranchée jusqu'à la fin de la guerre⁴⁰.

Après la guerre, Oswald Pohl tenta de tenir Himmler et Hitler pour personnellement responsables de la politique qui décida de ces évacuations brutales, quelles que fussent les circonstances présentes. Il ne fait aucun doute que l'implication

active de Himmler dans les évacuations contribua, pour une large part, à l'état de chaos qui aurait, de toute façon, existé.

À la suite de l'ordre de juin 1944, Himmler donna un grand nombre d'instructions en plusieurs occasions jusqu'à ce que le système, qui avait quoi qu'il en soit cessé de fonctionner, se disloquât complètement. À la fin du mois de mars 1945, par exemple, il tint des séances de travail à Vienne avec quatre *Gauleiter* afin d'étudier la situation militaire à l'est de l'Autriche et réitéra l'ordre qui leur conférait les pleins pouvoirs pour assurer la défense de la zone dans cette phase de crise. Les problèmes qui furent débattus au cours de cette séance portaient sur l'évacuation des prisonniers alliés et la population civile. Baldur von Schirach, *Gauleiter* de Vienne, qui assistait à la réunion, déclara après la guerre que Himmler avait explicitement fait mention des Juifs qui avaient été déportés depuis Budapest et qui travaillaient dans les camps de travail situés dans l'est de l'Autriche :

« Je veux que les Juifs qui travaillent à présent dans l'industrie soient transportés par bateau ou par bus si cela est possible, dans les meilleures conditions possibles, tant sur le plan de la nourriture que des soins médicaux, etc., à Linz

ou à Mauthausen [...]. Veuillez prendre soin de ces Juifs et veillez à ce qu'ils soient traités le mieux possible : ils représentent mon principal atout. »⁴¹

Siegfried Uiberreither, *Gauleiter* de Styrie, où des milliers de Juifs hongrois avaient été parqués, se souvient également des instructions de Himmler. Il explique que celles-ci lui furent données, par oral, en mars 1945 et avaient été envoyées, en même temps, à la Gestapo. Himmler insista pour que le transfert s'effectuât dans des « conditions acceptables » et exigea que le commandant de Mauthausen, Franz Ziereis, les traitât décemment⁴².

À la suite de la libération du camp de Buchenwald, le 11 avril 1945, des rapports firent mention de « raids » par des prisonniers relâchés dans les environs de Weimar où, sans se cacher, ils avaient attaqué des civils⁴³. En réponse à ces attaques, Himmler, par peur de la réaction de Hitler, donna son ordre fameux de ne laisser, en aucun cas, tomber des prisonniers, vivants, entre les mains des troupes ennemies. Un tel ordre, donné au milieu d'un chaos gigantesque, d'une défaite militaire cinglante et d'une retraite précipitée, ne fit qu'amplifier la violence meurtrière existante. La cause de ces brutaux changements

39. Interrogatoire de Bassewitz-Behr, le 12 février 1946, et déposition de Max Pauly, 30 mars 1945, TNA, WO 309/408 ; Hermann Kaienburg, *Das Konzentrationslager Neuengamme 1938-1945*, Bonn, JHW Dietz Nachfolger, 1997, pp. 268-283.

40. Hermann Pister, commandant du camp de Buchenwald, prit plusieurs décisions drastiques entre le 2 et le 7 avril 1945 : rendre le camp intact aux Américains ou bien évacuer tous les prisonniers, quelques-uns seulement ou seulement les Juifs : Buchenwald Case, NARA, RG-153, box 243, folder 1, p. 50 ; Interrogatoire de Hermann Pister, NARA, RG-153, box 256, p. 6 ; Daniel Blatman, « The Death Marches... », *art. cit.*, pp. 149-151. Le commandant de Ravensbrück, Fritz Suhren, reçut également début 1945 des ordres vagues de Richard Glücks ou du *HSSPF* à propos des évacuations des camps annexes dont il était responsable, mais il n'avait aucune idée de ce qu'il devait faire des prisonniers et où les envoyer. Karin Orth, *Das System...*, *op. cit.*, pp. 288-289.

41. Témoignage de Baldur von Schirach, 24 mai 1946, IMT Vol. XIV, p. 440.

42. Interrogation of Siegfried Uiberreither, March 5, 1946, *Dokumentationsarchiv des Österreichischen Widerstandes* (DÖW), 12.6Z7, pp. 6-7, 9, 11, 17-18.

43. Témoignage de Rudolf Höß, IMT Vol. XI, pp. 352-354. Sur l'ordre de Himmler d'avril 1945 et ses conséquences sur le destin des prisonniers dans les dernières semaines de la guerre, voir Stanislav Zámecník, « "Kein Häftling darf lebend in die Hände des Feindes fallen". Zur Existenz des Himmler-Befehls vom 14-18 April 1945 », *Dachauer Hefte I* (1985), pp. 219-231 ; Edgar Kupfer-Koberwitz, *Die Mächtigen und die Hilflosen. Als Häftlinge in Dachau II*, Stuttgart, Friedrich Vorwerk, 1960, p. 260.

de décision était devenue incompréhensible. Les prisonniers devaient-ils être éliminés pour ne pas tomber aux mains de l'ennemi ? Devaient-ils être transférés dans un autre camp pour continuer à travailler ? Fallait-il prendre soin des prisonniers juifs ? Les solutions retenues n'étaient pas exceptionnelles dans le cadre du système bureaucratique nazi. Le cheminement complexe et tortueux des ordres du Führer était bien connu dans tout le Reich, en d'autres temps et en d'autres lieux. Les hauts fonctionnaires SS connaissaient l'existence d'un ordre général qui leur enjoignait de ne pas laisser derrière eux de détenus et de prisonniers de guerre, et il est très possible qu'ils l'aient interprété comme un blanc-seing pour exécuter les prisonniers dans le cas où ils viendraient à tomber entre des mains ennemies. Le chef du RSHA, Ernst Kaltenbrunner, déclara à son procès qu'il n'avait pas connaissance d'un ordre explicite de Hitler à propos de l'exécution de prisonniers de camps de concentration et ajouta que, dans tous les cas, la personne habilitée à donner de tels ordres était Himmler⁴⁴. On peut affirmer qu'aucun ordre explicite et direct visant à l'exécution de prisonniers de camps dans l'éventualité où l'un d'entre eux ne pourrait être évacué n'a, à ce que l'on sait, été donné. De fait, il s'agit de la combinaison d'instructions données au niveau local par

divers fonctionnaires qui créèrent les conditions favorables à ces meurtres. Joachim Neander définit ces instructions comme des « ordres d'exécutions locales » (*locale Vernichtungsbefehle*), autrement dit, des ordres donnés par des commandants de camp de grade peu élevé, en réponse à des besoins ou à des problèmes particuliers⁴⁵. Puisque l'on donnait à des officiers subalternes une aussi grande latitude pour résoudre ces problèmes, la décision d'éliminer les prisonniers était, de fait, placée entre les mains de ceux qui s'en occupaient personnellement, à savoir, les gardes du camp et le personnel qui les escortait sur les routes. C'est ici que se jouait le destin des prisonniers.

LES EXÉCUTEURS

Le processus d'évacuation tourna au carnage dès que les colonnes de prisonniers commencèrent à avancer vers leur destination. À peine avaient-ils quitté le camp qu'ils se retrouvaient sous la responsabilité totale et entière des gardes et de leur escorte. Bien qu'il fût clair que cette dernière n'avait pas reçu d'instructions précises à leur encontre, elle avait parfaitement compris qu'abattre des prisonniers qui posaient problème ou qui tentaient de s'enfuir ne serait en aucun cas un souci⁴⁶. Au milieu de la panique générale, du chaos le plus total, des conditions insupportables sur les routes encombrées,

des conditions climatiques difficiles qui accompagnaient le plus souvent les évacuations et de l'écho de l'artillerie soviétique qui approchait, les conditions étaient réunies pour que les évacuations se transforment en d'horribles marches de la mort.

C'étaient les gardes et les escortes du convoi qui décidaient du sort des prisonniers. À la veille de l'évacuation des camps de l'est en janvier 1945, 37 674 hommes et 3 508 femmes y étaient en poste. Près de 80 à 90 % d'entre eux servaient en qualité de gardes (*Wachmannschaften*), autrement dit, ils n'appartenaient pas au personnel des services « professionnels » de l'administration et de l'organisation de la vie du camp et des prisonniers, de travail de secrétariat, ni au service médical ni au service politique (*Politische Abteilung*) dont seule la Gestapo était responsable⁴⁷. La plupart de ce personnel avait rejoint les camps au moment où le système était en pleine croissance, à partir de 1943, lorsque furent installés des centaines de camps annexes et lorsque les zones de travail furent agrandies. Ils n'étaient pas des « carriéristes » en poste dans les camps. La plupart d'entre eux n'étaient d'ailleurs pas issus des rangs de la SS. Ils avaient rejoint l'archipel concentrationnaire dans les dernières années de la guerre, au moment où le système était devenu le cadre de la

terreur, du travail forcé et du meurtre. Ils n'avaient rien à voir avec l'ancien personnel des camps. En revanche, ce groupe constitua un réseau de meurtriers qui joua un rôle clé dans les carnages qui eurent lieu dans les derniers mois de la guerre.

Le 9 mai 1944, Hitler donna l'ordre à Himmler de mobiliser les soldats trop âgés pour servir (à savoir ceux qui approchaient ou avaient dépassé la quarantaine – la classe 1906 et les précédentes) pour les employer à certaines tâches dans les camps de concentration. À la suite de cet ordre, peu après la mi-1944, près de 10 000 soldats de la Wehrmacht qui étaient revenus de Crimée, ainsi que des soldats appartenant à des unités de défense aérienne, à des unités tactiques non combattantes de la Luftwaffe et même à la Marine, furent réaffectés dans des camps de concentration annexes⁴⁸. Lors de cette dernière étape, des *Volksdeutsche* et des groupes d'Ukrainiens, de Lettons, de Lithuaniens et d'autres nationalités furent mis à contribution dans les camps.

Parmi ces gardes d'un nouveau genre se trouvait Walter Holtz, qui avait servi dans la Luftwaffe depuis le 20 juin 1940. En juin 1944, il fut transféré chez les SS en raison de problèmes de santé qui l'empêchaient de continuer à servir dans l'armée. Comme tout soldat dans

44. Témoignage d'Ernst Kaltenbrunner, IMT, NO-2366.

45. Joachim Neander, *Das Konzentrationslager Mittelbau*, op. cit., p. 98.

46. Déposition de Hans Shurtz, ancien responsable de la *Politische Abteilung* d'Auschwitz, Procès Hössa, APMAB, Hd/16a, p. 115 ; Karin Orth, *Das System...*, op. cit., pp. 277-278.

47. Wolfgang Sofsky, *The Order of Terror, The Concentration Camp*, Princeton, Princeton University Press, 1999, pp. 106-108 ; Karin Orth, *Die Konzentrationslager-SS*, Göttingen, Wallstein Verlag, 2000, p. 335.

48. Heinz Boberach, « Die Überführung von Soldaten des Heeres und der Luftwaffe in die SS-Totenkopfverbände zur Bewachung von Konzentrationslagern 1944 », *Millitärsgeschichte Mitteilungen* 2 (1983), pp. 185-190 ; Wolfgang Sofsky, *The Order of Terror*, op. cit., p. 102.

cette situation⁴⁹, Holtz fut affecté comme planton et rejoignit le camp d'Auschwitz-Monowitz. Jusqu'en 1944, il officiait sur l'un des miradors qui entouraient le camp. Au moment de l'évacuation, Holtz fut adjoint à une colonne de prisonniers qui devait aller à Gliwice : il s'agissait d'une partie d'un convoi de 14 000 prisonniers qui devait marcher sur 55 kilomètres. Les prisonniers qui atteignirent Gliwice furent placés à bord de trains qui les amenèrent dans des camps en Allemagne. Holtz se souvient que, pendant l'évacuation, les SS âgés et les escortes composées d'Ukrainiens abattaient systématiquement les prisonniers qui s'effondraient sur les routes couvertes de neige⁵⁰. Un autre exemple de ce type d'assassinat est apporté par Dominik Gleba. Gleba était né en octobre 1921 à Ruda, en Pologne et issu d'une famille allemande de souche qui déménagea, en 1923 en Prusse orientale, où elle possédait une ferme. Gleba ne s'intéressait absolument pas aux problèmes politiques et sa famille se montrait indifférente au bouleversement politique qui secouait l'Allemagne dans la première moitié des années 1930. Cependant, comme tout individu désireux de s'insérer de façon active dans

la société, il rejoignit les Jeunesses hitlériennes et montra une attirance certaine pour les activités sportives lorsqu'il parvenait à s'échapper des tâches de la ferme familiale. C'était un homme trapu (1,65 m) et maladif, qui avait une mauvaise image de lui-même. Quoi qu'il en soit, il parvint à s'engager dans la Wehrmacht en 1942 et fut transféré quelque temps plus tard dans les Waffen-SS. Il servit aux Pays-Bas pendant quelque temps et, au cours de ses activités, commença à adhérer à l'idéologie nazie, trouvant dans son unité ce lien social qui lui avait manqué dans son adolescence. Il fut ensuite affecté à Mauthausen où, le 10 juillet 1942, il exécuta deux prisonniers soviétiques. Vers la fin de 1943, on le transféra à Wiener-Neudorf, un camp annexe de Mauthausen, dans lequel il servit jusqu'à l'évacuation du camp et la marche de la mort d'avril 1945⁵¹.

Dans la soirée du 2 avril 1945, à la fin du premier jour de marche, un SS en charge de l'un des groupes de prisonniers se tourna vers Gleba et lui intima l'ordre de tuer un prisonnier qui ne tenait plus debout et qui visiblement ne pouvait plus continuer à marcher. Gleba connaissait parfaitement ces ordres visant à abattre les prisonniers défaillants. Au cours du premier jour

de l'évacuation, plusieurs cas similaires de meurtres s'étaient produits, mais Gleba s'était retenu d'en faire partie. Même lorsque l'ordre lui fut donné de tuer le prisonnier, ce soir du premier jour de l'évacuation, il hésita. Il discuta du problème avec l'un de ses collègues qui lui affirma que les ordres étaient parfaitement clairs et impératifs. Gleba fut convaincu : le prisonnier en question avait été porté toute la journée par ses camarades et ne pouvait, à l'évidence, continuer ainsi. Qui plus est, cela n'aurait pas été le premier meurtre de Gleba durant sa carrière dans les camps. De fait, il s'approcha de sa victime et lui tira une balle dans la tête. Cet incident lui ôta ses derniers scrupules et, au cours de l'évacuation, il participa à plusieurs autres meurtres de prisonniers⁵².

Le sentiment général qui prédomine dans les témoignages des escortes de convois est qu'elles avaient été abandonnées à leur destin tout comme les prisonniers exténués qui mettaient en danger leur capacité à se replier rapidement devant un ennemi qui menaçait chaque jour de gagner un peu plus de terrain sur le convoi. De janvier 1945 jusqu'à la fin de la guerre, les escortes durent accompagner des dizaines de milliers de prisonniers sur les routes, couvrant des distances de parfois plusieurs dizaines de kilomètres, s'occuper des installations nécessaires au campement du soir pour des milliers de prisonniers et faire face aux conditions climatiques, ainsi qu'aux constantes tentatives

d'évasion des détenus. Les gardes et les escortes se plaignaient souvent d'avoir été abandonnés et d'avoir à se débrouiller seuls avec les prisonniers dans des conditions inacceptables. Il arrivait fréquemment que les gardes et les prisonniers atteignissent une voie ferrée où ils devaient monter à bord d'un train pour continuer l'évacuation, mais le train arrivait trop tard ou avait été utilisé pour des raisons militaires, les obligeant alors à continuer leur périple, à présent inutile, à pied. Il n'est donc pas étonnant que l'élimination de prisonniers se trouvant dans l'incapacité de continuer à marcher ou que l'on suspectait de vouloir s'évader ou causer des problèmes, devint une sorte de routine. À mesure que les difficultés de l'évacuation et le risque de tomber aux mains de l'ennemi avec les prisonniers s'accroissaient, il n'était plus, dès lors, suffisant de supprimer les prisonniers retardataires ou convaincus de tentative d'évasion. À plusieurs occasions, les gardes commencèrent à tuer un grand nombre d'« évacués ». Avoir la gâchette facile devenait la manifestation d'une frustration et d'un désir croissant d'éliminer tout facteur qui pourrait faire obstacle à la capacité des gardes et des escortes de fuir rapidement devant le risque de tomber aux mains de l'ennemi.

Un autre groupe de meurtriers, dont la spécialité n'a que peu à voir avec la liquidation systématique des ennemis politiques ou raciaux du Reich mais qui furent impliqués dans des meurtres à

49. En 1944, des milliers de militaires de la Luftwaffe se trouvèrent dans la même situation en raison de leur âge ou de problèmes physiques. Voir, à ce sujet, Willy Mirbach, « *Damit du es später deinem Sohn einmal erzählen kannst...* » *Der autobiographische Bericht eines Luftwaffensoldaten aus dem KZ Mittelbau (August 1944–Juli 1945)*, Geldern, Verlag des Historischen Vereins für Geldern und Umgegend, 1997.

50. Déposition de Walter Holtz du 15 mars 1948, United States Holocaust Memorial Museum Archives (USHMMA), RG-06.005M, reel 9.

51. *Staatsanwaltschaft beim Landesgericht Duisburg, Strafverfahren gegen Karl Bruno Blach, Dominik Gleba*, IX KS 130 (24) Js 28/72, pp. 43-46.

52. *Ibid.*, pp. 57-61.

grande échelle au cours des marches de la mort, comprenait des membres du *Volkssturm*, l'armée populaire de réserve du parti qui fut formée à l'automne 1944. On confia au *Volkssturm*, composé de personnes d'un certain âge et inaptes au service militaire, la tâche irréalisable de stopper l'avancée des armées alliées au niveau local⁵³. Paul Bötter, né en 1902, était représentatif de ces engagés dans le *Volkssturm*. Membre du parti et des SA depuis 1934, il n'avait servi dans aucun service de sécurité durant la guerre et n'avait reçu qu'un entraînement militaire de base. En 1944, il s'engagea dans une unité du *Volkssturm* qui avait été créée à Frankenhain, sa ville natale en Thuringe. Les dirigeants du parti local lui donnèrent, comme instruction, ainsi qu'à ses comparses, en des termes dénués de toute ambiguïté, d'exécuter tout prisonnier de guerre ou prisonnier ordinaire qui tenterait de s'échapper. Un groupe de prisonniers d'un camp annexe de Buchenwald, dans les environs de Frankenhain, traversa la ville la deuxième semaine d'avril lorsque débutèrent les évacuations d'autres camps annexes. On ne connaît pas avec exactitude le nombre de SS qui accompagnait ce petit groupe, mais ils demandèrent à des membres du

parti local des SA et du *Volkssturm* de les aider à éliminer les prisonniers. Bötter fut l'un de ceux qui se portèrent volontaires. Personne ne lui en donna l'ordre ni ne le força à y participer⁵⁴.

L'un des massacres les plus horribles dans lequel les hommes du *Volkssturm* jouèrent un rôle se déroula lors de l'évacuation de prisonniers Juifs hongrois depuis un camp qui se situait sur la frontière austro-hongroise près de la ville de Eisenerz. Un contingent important de prisonniers – entre six et huit mille – partit de Graz le 4 avril 1945 et traversa cette zone le 7 avril. Les prisonniers étaient conduits sur trois colonnes placées sous la responsabilité de membres du *Volkssturm*, de la Gestapo et de quelques Waffen-SS ukrainiens. Étant donné le nombre restreint de gardes, il était nécessaire de faire appel aux unités locales du *Volkssturm* en tant qu'escortes tout au long du trajet d'évacuation⁵⁵. La longue procession se fraya un passage à travers la passe de Präbichl, une passe dans les Alpes près d'Eisenerz qui ressortait en direction de Hieflau. La décision de tuer des Juifs, en route vers Mauthausen, fut logiquement prise par le *Kreisleiter* du district de Leoben, Otto Christandl. Les meurtriers, dans le cas présent, étaient un groupe d'individus incorporés dans une unité du

Volkssturm à Eisenerz. Les victimes représentaient quelques 250 prisonniers juifs⁵⁶.

Ces groupes de meurtriers opéraient au sein d'un monde qui leur était propre. Ils étaient des civils qui avaient été incorporés pour assurer la sécurité des zones où ils vivaient. Ils ne pouvaient guère contribuer à l'effort de guerre contre les Alliés, et le véritable ennemi, celui qu'ils regardaient comme une menace pour leur propre vie, était ces prisonniers de camps de concentration qui circulaient près de leurs habitations. La presse locale abonde en histoires et rumeurs de viols et pillages commis par des prisonniers de camps de concentration qui avaient réussi à s'échapper des convois d'évacuation, et mettait en garde la population qui aurait voulu les aider à fuir⁵⁷. Durant les dernières semaines de la guerre, les oiseaux de mauvais augure trouvèrent une oreille attentive auprès d'une population complètement perdue en quête de la moindre information au sein d'un système en complète déroute. Ces rumeurs étaient « enveloppées » dans un épais brouillard d'informations non vérifiables sur l'identité des individus louches et malsains qui avaient atteint le seuil des habitations. Le comportement d'un groupe

social, lorsqu'il est influencé par des rumeurs de ce type, peut évoluer de différentes manières dont l'une n'est autre que la violence soudaine. Cela se produit lorsque le groupe en question est composé d'individus chétifs, vulnérables ou mis à l'épreuve. Les guerres, les épidémies, les émeutes et la dislocation du lien familial sont pernicieuses par nature et la rumeur devient alors l'étincelle qui allume la mèche d'un explosif dangereux et incontrôlable⁵⁸. Tel était l'état de la société allemande durant ces semaines. Toutes les conditions étaient réunies pour qu'un nombre important d'individus rejoignent les rangs des meurtriers de prisonniers de camps de concentration durant les marches de la mort. Néanmoins, ce cadre particulier qui appelait au meurtre n'aurait pu voir le jour sans un consensus général sur l'identité des victimes.

LE CONSENSUS IDÉOLOGIQUE : L'IMAGE DE LA VICTIME

Une des marches de la mort les plus horribles et l'une de celles qui a été détaillée et reconstituée devant une cour de justice, et plus tard dans le livre de Goldhagen, implique un groupe de femmes prisonnières au

53. Sur le *Volkssturm*, voir David K. Yelton, *Hitler's Volkssturm, The Nazi Militia and the Fall of Germany 1944–1945*, Lawrence, University Press of Kansas, 2002 ; Klaus Mammach, *Der Volkssturm. Das letzte Aufgebot 1944/45*, Cologne, Pahl-Rugenstein, 1981.

54. *DDR-Justiz und NS-Verbrechen*, Amsterdam and Munich, Amsterdam University Press, KG Sauer Verlag, vol. III, 2003, pp. 65–67.

55. Rapport sur les meurtres pendant l'évacuation des camps de travail en Styrie, Police criminelle de Graz, 5 juillet 1945, TNA, WO 310/155.

56. Werner Anzenberger, Heimo Halbrainer, Hans Jürgen Rabko, *Zwischen den Fronten. Die Region Eisenerz von 1938–1945*, Leoben, Institut für Strukturforschung und Erwachsenenbildung, 2000, pp. 60–67 ; Elenore Lappin, « The Death Marches of Hungarian Jews Through Austria in the Spring of 1945 », *Yad Vashem Studies* 28 (2000), pp. 232–234.

57. Voir, à ce sujet, « Männer und Frauen in Hannover-Stadt und Land! », *Hannoversche Zeitung*, 30 mars 1945 ; « Achtet auf entwichene KZ-Häftlinge! », *Lüneburger Zeitung*, 11 avril 1945.

58. Voir, à ce sujet, Gordon W. Allport, Leo Postman, *The Psychology of Rumor*, New York, Henry Holt and Company, 1947.

camp de Helmbrechts, un camp annexe de Flossenbürg. Un groupe de 621 femmes juives, vestiges d'une marche de la mort depuis la Pologne, entrèrent dans ce camp au début de mars 1945. Le camp de Helmbrechts avait été construit entre la fin du mois de juin et le début du mois de juillet 1944. Ses 190 premières prisonnières arrivèrent de Ravensbrück entre le 19 juillet et le 31 août 1944, le reste arriva par vagues en octobre, novembre puis en janvier 1945. En février 1945, la population du camp se montait à 594 prisonnières⁵⁹, la plupart issues de Pologne et d'URSS, et auxquelles s'ajouta un petit groupe de Françaises et près de 25 Allemandes. L'arrivée des femmes juives fit grimper la population du camp à près de 1200 prisonnières. Le 13 avril 1945, 1171 prisonnières furent évacuées du camp, y compris les 580 Juives encore en vie⁶⁰. Pendant près de deux semaines, elles voyagèrent sur les routes à pied et dans des carrioles. Au bout d'un moment, les prisonnières non-juives furent libérées et seules les prisonnières juives continuèrent l'évacuation. Au moins 278 périrent dans la marche de la mort qui les conduisit de Helmbrechts à Volary, en Tchécoslovaquie, où les Américains libérèrent les survivantes. Mais aussi 129 d'entre elles périrent au cours de la marche, durant les haltes de nuit, en raison du froid glacial et de la faim.

Et 49 autres furent assassinées par les gardes parce qu'elles ne pouvaient plus avancer ou parce qu'elles avaient tenté de s'évader. Cependant, pour un grand nombre de prisonnières, les causes de leur mort restent incertaines⁶¹.

Lorsque le commandant du camp et de la marche de la mort, Alois Dörr, fut interrogé sur les circonstances de cette évacuation meurtrière, il déclara qu'il n'avait pas donné l'ordre de tuer les prisonnières et qu'après avoir eu connaissance de ces meurtres, le premier et le second jour de l'évacuation, il avait ordonné de fusiller les prisonnières seulement si elles tentaient de s'échapper. Il ajouta qu'il était conscient du fait que les gardes et les escortes avaient tué quelques prisonnières non parce qu'elles avaient tentés de s'enfuir, mais parce qu'elles étaient épuisées et qu'elles ne pouvaient plus continuer à marcher. Aussi difficile soit-il de se fier au témoignage de Dörr, il semble qu'un tel ordre ait cependant été donné aux gardes. Cependant, Dörr ne semble pas avoir usé de son autorité pour interdire le meurtre de prisonnières épuisées⁶².

De façon générale, le comportement de Dörr ne diffère pas de celui de la plupart des commandants de convois d'évacuation : il n'a pas donné l'ordre explicite de tuer les prisonnières, mais ne l'a pas non plus interdit. Pour être encore plus précis, Dörr, comme les

autres commandants, signa un ordre pour le cas où des tentatives d'évasion se produiraient. Il n'était pas exceptionnel d'abandonner aux soldats sur le terrain la prise de décision quant aux meurtres. Cela se produisit dans des centaines de marches de la mort au cours de cette période. Dörr était pleinement conscient de l'état désastreux des prisonnières juives, la plupart ressemblant à des squelettes ambulants. L'un des gardes chargé du groupe des prisonnières au moment de l'évacuation déclara qu'il avait alerté, à plusieurs reprises, sur le manque de nourriture donnée aux prisonnières et le risque de les voir s'évader si on continuait à ne pas les nourrir correctement. Rien de ceci n'inquiétait Dörr. La seule chose qui le préoccupait était de mener à bien sa mission, à savoir, amener les prisonnières à Dachau le plus vite possible, comme prévu⁶³. Dörr s'attendait également à ce que plusieurs prisonnières s'évanouissent ou meurent pendant la marche, voire qu'elles soient incapables de continuer à marcher et qu'elles soient exécutées de sang-froid par les gardes. Il laissa une grande latitude aux gardes présents sur place : ils devaient utiliser leurs armes pour prévenir les évasions, mais ne devaient pas non plus, et sous aucun prétexte, laisser de prisonnière malade derrière eux⁶⁴. Dans les conditions présentes, Dörr ne se comporta pas différemment des autres fonctionnaires chargés des convois d'évacuation ou des marches de la mort.

Il ne fait aucun doute que les prisonnières juives furent celles qui eurent le plus à souffrir de ces marches. La plupart recevaient des rations plus faibles, et lors des haltes de nuit, elles étaient presque à chaque fois laissées dans des champs en plein air par un froid glacial, tandis que les autres prisonnières étaient conduites dans des granges ou des entrepôts en fonction des disponibilités. Les prisonnières allemandes, qui continuèrent les marches de concert avec les prisonnières juives, marchaient au sein de groupes séparés des groupes de Juives qui avaient beaucoup de mal à marcher. Elles n'étaient, en outre, que rarement frappées par les gardes⁶⁵. Cependant, la différence principale entre les Juives et les non-Juives résidait dans l'état de délabrement physique de ces dernières comparé à l'état physique relativement acceptable des autres. Cet état de fait ne tirait pas son origine de Helmbrechts, où les femmes juives n'avaient séjourné que quelques semaines. Il était le résultat de l'année qui avait précédé leur arrivée au camp et des marches de la mort qui les y avaient conduites. Pour cette raison, à la fin de la marche de la mort, près de la moitié des Juives étaient incapables de continuer et elles furent installées dans des carrioles, restant allongées, sans aide et presque sans nourriture. Du point de vue des gardes, elles allaient tout droit vers une mort lente.

59. Le cas Dörr, pièces à conviction I, p. 169 ; Daniel J. Goldhagen, *Hitler's Willing Executioners*, op. cit., pp. 335-354.

60. Le cas Dörr, arrêt de la cour, p. 30.

61. Le cas Dörr, pièces à conviction I, p. 180 ; arrêt de la cour, pp. 77-79.

62. Témoignage de Charlotte Sturmer, 13 mai 1945, le cas Dörr, pièces à conviction I, pp. 71-72 ; témoignage de Herta Hasse, 13 mai 1945, *Ibid.*, p. 77.

63. Témoignage de Max Reimann, 16 novembre 1962, *Ibid.*, exhibits II, pp. 387-388.

64. Le cas Dörr, pièces à conviction I, p. 161 ; arrêt de la cour, pp. 40-41.

65. Témoignage de Margarete Rycerz, 27 janvier 1965, *Ibid.*, pièces à conviction II, p. 404.

Les instructions impératives de Dörr qui consistaient à refuser des quantités suffisantes de nourriture aux prisonnières, même lorsque la population locale s'offrait à en donner, son aspect serein face à des prisonnières battues et maltraitées et son refus d'apporter une assistance médicale aux malades lorsqu'elle était possible, indiquait clairement que, dans son esprit, ces prisonnières et plus particulièrement les Juives n'étaient pas des « êtres humains » (*nichts Menschliches hatten*)⁶⁶. Le fait que la plupart des femmes mourantes étaient des Juives lui simplifiait les choses, ainsi qu'aux gardes, pour ouvrir le feu. Néanmoins, il ne serait pas totalement faux de penser que les choses se seraient passées de la même façon si les prisonnières avaient été de nationalités différentes comme cela s'est produit dans de nombreux autres cas.

Un consensus fondé sur l'idéologie et une déshumanisation des prisonniers représentait des éléments clés de l'attitude des meurtriers dans les tâches qui leur incombait. De très nombreux exemples illustrent cette attitude envers les victimes des marches de la mort. Pour n'en citer qu'un, dans la ville de Stary Jaromierz en Pologne, près de 40 prisonnières juives qui avaient été évacuées depuis un camp de travail en Basse-Silésie furent brutalement massacrées le

25 janvier 1945. Ce groupe, qui était dans un état de faiblesse évident, fut conduit dans une forêt près de la ville, sorti sans ménagement des carrioles qui l'avaient transporté, tiré par les cheveux près des tranchées par les gardes plus âgés et tué d'une balle dans la nuque. Un paysan polonais qui avait été recruté pour conduire l'une de ces carrioles dans la forêt, entendit les tueurs compter les « morceaux » (*Stücke*) auxquels ils venaient de régler leur compte⁶⁷. Seuls quelques membres du groupe qui avaient survécu à cette marche atteignirent Helmbrechts quelques semaines plus tard.

Alfred Jespen était un garde affecté à un convoi d'évacuation depuis le camp de Wilhelmshaven, une annexe du camp de Neuengamme. Quelque 200 prisonniers périrent au cours de cette évacuation pendant les bombardements des trains par les Alliés ou sous les balles des gardes. Durant son procès après la guerre, Jespen affirma que ceux qu'il avait exécutés ou dont ils avait ordonné l'exécution dans la ville de Lüneburg, où se déroula le massacre de très nombreux prisonniers appartenant à ce convoi, étaient, dans tous les cas, présumés à demi-morts avant leur exécution⁶⁸. Ludwig Krenn, commandant de l'unité *Volkssturm* dont les membres massacrèrent les prisonniers juifs près de Eisenerz s'adressa à son unité un

jour avant les massacres en déclarant, pour les « encourager » : « Ces cochons et ces chiens méritent d'être abattus ! Tous ! »⁶⁹. Lorsque les meurtriers poursuivirent les fugitifs en plusieurs endroits, ils donnèrent à leurs proies des noms de rongeurs ou de lapins suivant un folklore macabre⁷⁰. Les survivants rapportent dans leurs témoignages que les gardes les considéraient comme des chiens féroces et dangereux qu'il fallait supprimer⁷¹.

Si l'on ne comprend pas que les groupes de victimes étaient une entité collective aux yeux des meurtriers, on ne peut expliquer l'ampleur du phénomène meurtrier. L'identité définitive et catégorielle des victimes représente « l'autre » à comparer au « nous », une dichotomie aux sous-jacents idéologiques profonds sur lesquels les meurtriers s'appuyaient pour commettre leurs crimes⁷². Les prisonniers des camps de concentration avaient été considérés comme « l'autre » dès le début de l'ère nazie. Au cours du temps, les prisonniers acquirent de plus en plus l'image d'un groupe menaçant, violent, hors-la-loi et dangereux. À la mi-1942, lorsque cette foule venue de l'est commença à peupler les camps, ces emplacements devinrent

des bombes à retardement situées à un jet de pierre des paisibles foyers de la population. Dans la seconde moitié de 1943, lorsque la profusion de camps annexes devint une partie intégrante du paysage pour la population civile, la menace sembla se faire plus réelle.

Même si les prisonniers des camps de concentration étaient les premières victimes de la violence nazie, et ce dès les premiers mois du régime nazi, aucun groupe spécifique ne fut jamais choisi pour être définitivement éliminé pour de simples raisons ethniques, politiques ou raciales. Il est vrai qu'à partir de 1944 et après, les prisonniers présentèrent un taux de mortalité considérable lors du processus de sélection dans les camps de concentration mais, même alors, un infime espoir de salut existait – entre autres grâce à leur capacité à travailler et à leur endurance physique – qui leur permettait de s'en sortir. Après avoir quitté les camps et entamé les marches de la mort, cet espoir devint de plus en plus mince. Leur identité collective en tant que « l'ennemi », « l'étranger » et « l'autre » devenait une menace plus palpable parce qu'ils n'étaient plus enfermés derrière des grilles, mais cherchaient à sauver leur

66. *Ibid.*, arrêt de la cour, p. 84.

67. Déposition de Florjan Drzymala, 20 décembre 1967 ; entrevue avec Florjan Drzymala, 4 août 1999, USHMM, 2000.311.

68. *Kriegsverbrechen in Lüneburg. Das Massengrab im Tiergarten*, Lüneburg, Geschichtswerkstatt Lüneburg e.V., 2000 ; Déposition de Gustav Alfred Jespen, 18 août 1946, TNA, WO, 235/229, p. 249.

69. Déposition de Anna Feda, 28 janvier 1946, TNA, FO 1020/2056.

70. Comme, par exemple, la poursuite de prisonniers évadés de Mauthausen en février 1945 et la chasse à l'homme dans les environs de Gardelegen en avril de la même année. Voir Michel Fabréguet, « Entwicklung und Veränderung der Funktionen des Konzentrationslagers Mauthausen 1938–1945 », in *Die nationalsozialistischen Konzentrationslager*, op. cit., vol. I, p. 210 ; *Tage im April. Ein Lesebuch*, Schriftenreihe des Stadtmuseums 3, Gardelegen, 1995, p. 24.

71. Témoignage de Yitzchak Grabowski, 8 juillet 1998, YVA, 03/7001.

72. Voir Jacques Semelin, *Purifier et détruire. Usages politiques des massacres et génocides*, Paris, Seuil, 2005, pp. 288–289.

vie à la moindre occasion. Quelques meurtriers continuèrent à les considérer comme des Juifs, d'autres les voyaient comme des communistes ou encore des criminels qui avaient violé des femmes et des enfants. Quelquefois même, ils étaient perçus comme tout cela à la fois.

Les meurtriers regardaient leurs victimes à travers les lentilles d'un anonymat total. Comme cela arrive presque toujours lors de massacres qui se déroulent au sein d'une entreprise génocidaire, les meurtriers ne voyaient en leurs victimes qu'un groupe exempt de toute caractéristique humaine. Dans ce type de situation, un groupe d'individus sans défense est assassiné par un autre groupe qui possède, lui, tout pouvoir, et exécute sans se mettre le moins du monde en danger. L'un agit, l'autre – celui des victimes – ne peut ni s'échapper ni résister. L'acte est perpétré contre un groupe de personnes spécifique que les meurtriers trouvent face à eux dans une posture désespérée et sans défense. L'action se termine lorsque la dernière victime est supprimée, lorsque la rage meurtrière des assassins est passée ou lorsqu'ils sont arrêtés dans leur élan par un pouvoir supérieur au leur⁷³. Dans le dernier chapitre de l'histoire du génocide nazi, de nombreux exemples se terminent de l'une ou l'autre de ces façons : les derniers prisonniers sont assassinés, la haine

meurtrière qui engendre l'assassinat s'éteint au bout de quelque temps ou bien les forces alliées sont trop près pour que le carnage continue. Étant donné les origines très diverses des meurtriers, leurs accointances à des groupes sociaux variés et leur fonction au sein de différentes unités et organisations, il est impossible de discerner un dénominateur commun parmi eux si l'on s'en tient à leurs personnalités. La population des meurtriers comprenait des Nazis convaincus, des opportunistes tentant de marcher entre les gouttes, des individus seulement désireux de rentrer chez eux sains et saufs avant que le Reich ne s'écroule et des civils ordinaires qui s'étaient retrouvés dans une situation qu'ils n'auraient jamais imaginée dans leurs pires cauchemars. Ils n'avaient certes pas choisi de devenir des nazis dès le départ, mais le devinrent par la force des choses en participant à ces meurtres. Ils adoptèrent le modèle cruel du nazisme à l'instant même où ils décidèrent de prendre part à une action dans l'esprit nazi⁷⁴.

Le côté idéologique de ces meurtres ne peut être ignoré. Les milliers de gardes qui assassinèrent des prisonniers au cours des marches de la mort n'avaient nul besoin d'être des antisémites ou des racistes purs et durs qui suivaient une ligne de conduite spécifique. Il est probable qu'ils avaient été exposés, comme toutes les branches de

la société allemande, à un endoctrinement politique et à une propagande et des vagues de slogans antisémites et racistes. Néanmoins, un point d'interrogation subsiste quant à l'efficacité de ce rouleau-compresseur idéologique sur des individus aux parcours et aux personnalités si diverses, de même que sur ceux qui prirent part à ces massacres. La plupart de ces meurtriers n'avaient pas été employés au sein du système d'extermination au moment où cette mécanique fonctionnait à plein régime. On ne peut mesurer pleinement l'impact de la propagande antisémite et raciste sur une population aussi variée que celle qui prit part aux évacuations des camps et se transforma en assassin lors des dernières semaines de la guerre.

Cependant, tout au long de la guerre, tous, d'une façon ou d'une autre, se trouvèrent mêlés à des organismes sociaux ou publics dont le fonctionnement laissait de la place pour une telle idéologie. Ils étaient les produits d'une société qui, pendant douze ans, les avait nourris et exposés à un certain « ethos ». C'est cela qui les avaient transformés en nazis même s'ils ne se voyaient pas comme tels. Le nœud de leur existence, en tant qu'individus d'une société qui avait adopté « l'ethos » nazi, ainsi que les conditions dans lesquelles se déroulèrent les dernières années de la guerre, en transformèrent un grand nombre en meurtriers. Ils ne voyaient dans les prisonniers que des objets sans vie avec

lesquels ils agissaient le plus souvent de façon opportuniste. Tant que les prisonniers étaient conduits au camp de destination, avaient de quoi manger et leur servaient, en somme, d'assurance contre une possible affection au front, ils continuaient à les diriger. Mais dès l'instant où ils devenaient un fardeau, comme cela se produisait fréquemment, ils n'hésitaient pas à les massacrer sans pitié. Un acte dicté très clairement par un fanatisme idéologique était souvent le résultat d'un calcul opportuniste⁷⁵, un calcul qui tenait compte des vicissitudes et des hasards liés à l'évacuation, à la peur de tomber aux mains de l'ennemi et à la volonté de protéger les familles de civils de la violence et du danger. Néanmoins, ces meurtres n'auraient jamais pu être commis si le groupe de meurtriers ne s'était trouvé en relation étroite avec le cadre social qui les encourageait. Un cadre qui avait intériorisé des valeurs vouant les ennemis de la nation à une élimination complète.

CONCLUSION

Selon Wolfgang Sofsky, l'histoire interne de la force et de la terreur qui furent à l'œuvre dans les camps de concentration doit être considérée sous l'angle spatial, à savoir, une histoire qui se déroula dans un espace clos muni d'une certaine « épaisseur » [*« dicke Beschreibung »*]. Cette description, au lieu d'analyser les faits,

73. Mark Levene, « Introduction », in Mark Levene, Penny Roberts (éds), *The Massacre in History*, New York, Oxford, Berghahn Books, 1999, pp. 5-6.

74. Voir, à ce sujet, Zygmunt Bauman, *Modernity and the Holocaust*, Cambridge, Polity Press, 1989, pp. 152-153.

75. Doris L. Bergen, « Death Throes and Killing Frenzies : a Response to Hans Mommsen's "The Dissolution of the Third Reich : Crisis Management and Collapse, 1943-1945" », *Bulletin of the German Historical Institute* 27 (automne 2000), pp. 25-37.

offre un éventail d'interprétations des situations, des processus et des structures à l'œuvre⁷⁶. Il n'est, de fait, pas étonnant que l'œuvre magistrale de Sofsky sur les camps de concentration ne fasse, à aucun moment, mention des évacuations et des marches de la mort. Celles-ci se déroulèrent dans un espace et des structures différents, elles mettaient en jeu des acteurs nouveaux qui n'existaient pas auparavant ou qui n'étaient pas en service lorsque les camps de concentration fonctionnaient. À d'autres moments, lorsque Sofsky rapporte des faits concernant les marches de la mort, il les extrait presque complètement de leur contexte historique pour les investir d'une signification métahistorique qui n'a d'explication qu'au sein d'une analyse psychopathologique. Sofsky envisage les marches de la mort comme une phase de torture collective ; leur existence ne faisait qu'aiguiser l'appétit des gardes qui prenaient de plus en plus de plaisir dans leur capacité à tuer sans restriction. Les marches de la mort leur donnaient l'occasion rêvée de jouir de la violence et elles duraient assez longtemps pour permettre aux meurtriers d'étancher leur soif de torture et de haine. Ceci explique également pourquoi ils n'ont pas assassiné les prisonniers d'un seul coup⁷⁷.

En tentant d'expliquer à la fois l'intensité et l'inutilité de la violence envers les prisonniers en se référant à la période pendant laquelle cela s'est

produit (quelques semaines avant la reddition), on peut très vite tomber dans des arguments de ce genre. On ne doit jamais oublier que la période des marches de la mort fut précédée par des mois, pour ne pas dire des années, de violence et de terreur qui ont conduit à la systématisation du système concentrationnaire et ce, dès que le régime fut mis en place. C'était là la conséquence d'un outil politique destiné à pérenniser le système nazi et à extraire ses opposants hors de la société pour les conduire vers un immense goulag de la terreur. Une vaste palette d'options idéologiques était disponible afin de permettre au régime de résoudre ses problèmes : l'option nécessaire à une « hygiène sociale », celle de la main-d'œuvre bon marché pour l'essentiel de la production, celle de l'éloignement et de l'élimination des ennemis politiques et idéologiques, celle des ressources pour les expériences médicales, ainsi que celle du meurtre de Juifs ou autres groupes raciaux. De ce point de vue, le meurtre sans restriction de prisonniers pendant les marches de la mort est une conséquence directe du développement de ce système de terreur. Même s'ils se déroulèrent à l'extérieur de l'espace qui leur était traditionnellement alloué, la terreur et les meurtres restent, dans leur nature, similaires aux précédents.

En plus d'être le chapitre final de l'histoire des camps de concentration,

les marches de la mort sont également le chapitre final du génocide nazi. Reste néanmoins que ce chapitre diffère des précédents. Dans les derniers mois du génocide nazi, le groupe des victimes n'était plus identifié aussi clairement. Les victimes de cette dernière phase n'étaient plus seulement les Juifs et, dans de nombreux cas, ceux-ci ne représentaient plus la majorité. Cela explique pourquoi il est si difficile de considérer cette période comme une étape de la Solution finale de la question juive. Voir cette période comme constitutive du cadre de l'extermination des Juifs brouille non seulement l'explication historique mais également notre compréhension de la position des Juifs en tant que groupe spécifique de victimes dans les phases finales du génocide nazi, en gommant le fait que le cercle des victimes s'est étendu au point d'inclure dans ses rangs des individus de diverses nationalités. Il brouille également notre capacité à examiner avec précision la motivation et les circonstances des meurtres, les différents groupes de meurtriers, le climat politique dans lequel ces meurtres se déroulèrent ainsi que le cadre social qui les encourageait. Tenter d'expliquer le phénomène des marches de la mort suivant la perspective unique des étapes de la Solution finale amène *de facto* à faire un tri parmi les événements examinés et revient à tirer une flèche pour, seulement ensuite, y dessiner la cible autour. Dans les derniers mois du génocide nazi, le processus d'extermination fut entièrement décentralisé. Au cours d'une marche de la mort,

la décision d'appuyer sur la gâchette était prise, en dernier recours, par le meurtrier qui accompagnait le groupe de prisonniers. C'est lui qui déterminait si le moment et les conditions pour un tel acte étaient réunis. C'est lui qui déterminait le moment exact de cet acte. Il ne s'agissait pas d'un acte spontané ou impulsif. Il s'agissait d'un calcul fondé sur l'utilité, l'efficacité, le moment et la situation présente. Ce n'était en aucun cas un brusque accès de colère de la part d'une population exaspérée et poussée par une haine xénophobe ou un antisémitisme radical. Il semble qu'il n'y ait jamais eu tout au long du génocide nazi un pouvoir aussi étendu placé entre les mains d'autant d'individus qui avaient la possibilité d'assassiner ou non selon leur bon vouloir. La situation différait totalement de celle où l'acte de meurtre était contrôlé, planifié et dirigé par un système bureaucratique, souvent faible et désordonné, comme cela était le cas jusqu'à l'été 1944.

Ce qui débuta cet été-là comme une décision prise pour des raisons économiques – le souhait de préserver la force de travail des prisonniers à tout prix – se transforma au début de 1945 en une série d'évacuations brutales au cours desquelles les gardes assassinèrent quiconque entravait leur frénétique marche en avant. Comme la guerre tirait à sa fin, les meurtriers en uniforme furent rejoints par des meurtriers en civil : des groupes de civils et des groupes quasi-militaires encouragés, en l'absence de tout contrôle juridique, à tout faire pour assurer le bien-être de leurs familles

76. Wolfgang Sofsky, *The Order of Terror*, op. cit., p. 14.

77. Wolfgang Sofsky, « An der Grenze des Sozialen. Perspektiven der KZ-Forschung », in *Die nationalsozialistischen Konzentrationslager*, op. cit., vol II, pp. 1 160-1 163.

et de leurs communautés. Même si ces groupes de meurtriers venaient d'unités et d'entités sans expérience opérationnelle et de structures dont les actions n'étaient ni planifiées ni coordonnées au niveau hiérarchique supérieur au cours des phases précédentes, ils n'eurent pas le moins du monde de mal à s'entendre lorsqu'il s'agissait de commettre un meurtre. Ce fut une coopération entre des forces disponibles et recrutées au hasard qui tentaient d'unir leurs efforts en vue de mener à bien une tâche dont l'importance était reconnue par tous. Chaque pièce de ce puzzle meurtrier n'était responsable que d'une partie de l'acte total : planification, envoi d'instructions, escorte, garde, approvisionnement en pièces de rechanges, en essence ou en armes, l'assassinat lui-même ou encore l'effacement des traces⁷⁸.

La particularité ethnique ou raciale des victimes comme objets d'une idéologie qui conduisit à l'acte de tuer s'effaça également. Le dernier stade du génocide nazi diffère en cela de ses premiers stades et on ne peut l'expliquer par les critères en vigueur pendant son apogée. Bien que le consensus idéologique continue d'exister, à cette date, l'image de l'objet du meurtre a déjà changé. Il n'est plus seulement l'ennemi juif (le principal ennemi racial au sein de la campagne

meurtrière des nazis), un autre ennemi de race (comme les gitans ou les Polonais), un pollueur de la race ou encore un ennemi politique (par exemple les prisonniers de guerre soviétiques, les handicapés mentaux et les laissés-pour-compte). En conséquence, il est impossible de traiter des meurtres de prisonniers de camps de concentration pendant les marches de la mort comme s'il s'agissait du dernier chapitre de la Solution finale du problème juif. En tant que partie prenante du génocide nazi, il conserve, cependant, un côté juif qui doit être examiné au travers d'une analyse et d'une vue d'ensemble qui prend en compte l'ensemble des conditions et des facteurs sous-jacents. La présence d'autant de prisonniers juifs parmi les détenus au moment des évacuations est un facteur qui doit être regardé comme central pour toute étude tentant d'expliquer l'intensité meurtrière qui prévalut. Cependant, dans ses dernières étapes, le génocide nazi était guidé par une idéologie du meurtre différente de celle qui avait cours les années précédentes. Bien que les meurtres aient pris place au sein d'un consensus établi, l'unicité et l'identité des victimes avaient été effacées, à l'exception de cette identité très particulière et très imaginaire d'un groupe dangereux et inférieur qui ne méritait pas de vivre.

78. Diana Gring, « Das Massaker von Gardelegen », *Dachauer Hefte* 20 (octobre 2004), pp. 118-119.

EJ L'évacuation du camp de Neuengamme et de ses *Kommandos* au printemps 1945¹

Detlef GARBE - Docteur en histoire. Directeur du Mémorial du camp de concentration de Neuengamme (KZ-Gedenkstätte Neuengamme). Membre de plusieurs conseils consultatifs, dont la *Stiftung Denkmal für die ermordeten Juden Europas*.

Résumé : Le camp de Neuengamme est le seul camp principal entièrement évacué à la fin de la guerre. C'est pourquoi il ne fut pas rattaché aux images connues des horreurs d'autres camps, aussi bien pour les libérateurs que pour le grand public. La phase d'évacuation de Neuengamme et de ses plus de 85 *Kommandos* dans le nord-ouest de l'Allemagne ne représente qu'une courte période dans l'histoire du camp qui eut six ans et demi d'existence. Pendant six semaines environ, de fin mars à début mai 1945, de multiples événements se déroulèrent parallèlement : la SS fit errer des dizaines de milliers de détenus à pied sur les routes et en train dans le nord de l'Allemagne, la Croix-Rouge suédoise parvint à libérer des milliers de détenus scandinaves à Neuengamme, tandis que des détenus étaient assassinés en grand nombre pour empêcher leur libération par les Alliés. Au-delà d'une chronologie des faits, cet article présente une structure de l'évacuation de l'ensemble des camps de Neuengamme ainsi qu'un aperçu du rôle qu'y ont joué les différentes instances locales et régionales, et les facteurs qui ont influencé leurs marges de manœuvre.

Mots-clés : Bergen-Belsen, Bullenhuser Damm, Cap Arcona, Croix-Rouge, Gardelegen, Georg-Henning von Bassewitz-Behr, Karl Kaufmann, Sandbostel, Wöbbelin.

La fin du camp de Neuengamme et de ses plus de 85 *Kommandos* dans le nord de l'Allemagne ne représente qu'une courte période dans l'histoire du camp² qui dura six ans et demi : la phase de l'évacuation ne dura que six semaines environ, de fin mars à début mai 1945. En y regardant de plus près, il se révèle qu'un grand nombre d'événements

1. Cette contribution est une version abrégée et revue de Detlef Garbe, « Die Räumung der Konzentrationslager in Norddeutschland und die deutsche Gesellschaft bei Kriegsende », in Oliver von Wrochem (éd.), *Das KZ Neuengamme und seine Außenlager : Geschichte, Nachgeschichte, Erinnerung, Bildung*, Berlin, Metropol, 2010, pp. 111-135. Traduit par Christine Eckel (Helmut-Schmidt-Universität Hamburg/KZ-Gedenkstätte Neuengamme).

2. Ouvrages de base : Detlef Garbe, « Stammlager Neuengamme », in Wolfgang Benz, Barbara Distel (éds), *Der Ort des Terrors. Geschichte der nationalsozialistischen Konzentrationslager*, vol. 5 : Hinzert, Auschwitz, Neuengamme, Munich, Beck, 2007, pp. 315-346 ; Amicale de Neuengamme et de ses Kommandos (éd.), *Neuengamme. Camp de concentration nazi 1938-1945*, Paris, Tirésias, 2010.

se déroulèrent en parallèle : les SS jetèrent des dizaines de milliers de détenus apparemment sans but sur les routes et dans les trains, la Croix-Rouge suédoise parvint à libérer des milliers de détenus scandinaves à Neuengamme de l'emprise SS, tandis qu'en même temps les SS assassinaient un grand nombre de détenus en vue d'empêcher leur libération par les troupes alliées. Neuengamme fut le seul camp central entièrement évacué lorsque la guerre prit fin. Aussi ne présentait-il pas à la postérité d'images d'horreurs comparables à celles d'autres camps de concentration – ce qui allait se révéler décisif pour l'histoire d'après-guerre de Neuengamme.

L'ÉVACUATION SUCCESSIVE DES KOMMANDOS

Sous la menace de l'avancée des troupes alliées britanniques et américaines à l'ouest, les SS se virent contraints d'évacuer les premiers *Kommandos* du camp de Neuengamme en mars 1945.

Certaines initiatives émanèrent également des entreprises qui voulaient se débarrasser des détenus des camps de concentration avant la fin de la guerre³. La dissolution du système des *Kommandos* débuta le 26 mars 1945 avec l'évacuation des camps de Meppen-Versen et Dalum dans la région de l'Emsland. Elle évolua au même rythme que les troupes

alliées progressaient du Rhin vers l'Elbe : La première semaine d'avril vit l'évacuation des *Kommandos* de Porta Westfalica, de ceux de Wilhelmshaven, Hanovre, Brunswick, Salzgitter et ainsi que des deux *Kommandos* de femmes à Brême, Oberheide et Uphusen. Puis à partir du 7 avril commença l'évacuation des derniers *Kommandos* de Brême ainsi que ceux de la région de Hambourg.

Jusqu'à la mi-avril 1945, la majorité des 57 *Kommandos* du camp de Neuengamme encore existants furent dissolus. Pour éloigner les détenus des troupes alliées qui approchaient, les détenus furent transportés dans des trains de marchandises hâtivement réquisitionnés, dans des camions ou durent faire la route à pied. Au cours de ces marches qui, souvent, ont duré plusieurs jours, les SS tuèrent les détenus qui ne pouvaient pas suivre et restaient à la traîne. Pour les convois en train, qui dureraient souvent plus d'une semaine, les détenus avaient reçu dans le meilleur des cas des vivres pour un ou deux jours. Les conditions d'hygiène dans les wagons surpeuplés étaient catastrophiques, il n'y avait plus de distribution d'eau. En raison de la destruction de voies ferrées et des bombardements alliés, les transports erraient parfois d'un lieu à un autre, sans but. Sans cesse, les SS responsables des convois recevaient des ordres nouveaux, voire des ordres contradictoires.

3. Voir Marc Buggeln, *Arbeit & Gewalt. Das Außenlagersystem des KZ Neuengamme*, Göttingen, Wallstein, 2009, p. 628 et ss.

« MOUROIRES » – LES CAMPS DE RASSEMBLEMENT

D'abord, des détenus des *Kommandos* – surtout ceux qui étaient considérés comme « aptes au travail » – étaient dirigés vers le camp central de Neuengamme. Celui-ci étant de plus en plus surpeuplé, la majorité des transports en provenance des *Kommandos* furent envoyés dans les soi-disant camps de rassemblement (*Auffanglager*). Il s'agissait ici d'un type de camp qui a seulement existé les dernières semaines de la guerre. Des détenus français ont donné à ces camps le nom de « mouiroirs », les camps de la mort. Ceux-ci n'étaient nullement préparés au très grand nombre de détenus qui affluaient et l'évolution de la guerre ne permettait guère aux SS d'organiser de quelconques préparations. Les camps de rassemblement étaient souvent des solutions de fortune pour accueillir les détenus, vu qu'il n'était plus possible d'atteindre les autres camps.

Puis, plusieurs milliers de détenus hommes, des malades relégués du camp central et des détenus des *Kommandos* de Hanovre, ainsi qu'une partie des détenus de Salzgitter et plus de 6 000 détenues, en majorité juives, des *Kommandos* de femmes du camp

de Neuengamme, furent dirigés vers le camp de concentration de Bergen-Belsen⁴. Selon Max Pauly, le commandant du camp de Neuengamme, le chef supérieur SS et de la police (*Höherer SS- und Polizeiführer*) en charge de Hambourg avait ordonné « que les détenus malades ainsi que les juifs soient envoyés à Bergen-Belsen »⁵.

Depuis mars 1944, Bergen-Belsen servait de camp de rassemblement et de mouiroir pour des détenus malades et exténués venant d'autres camps de concentration. Avec la dramatique surpopulation résultant des transports d'évacuation des camps de l'est vers Bergen-Belsen commença la mort en masse.

Bergen-Belsen, le seul camp central à ne pas être évacué – ce qui aurait de toute façon été impossible vu les circonstances –, fut remis le 15 avril 1945 aux troupes britanniques. Celles-ci furent confrontées à des scènes horribles : des milliers de morts non enterrés et 56 000 hommes et femmes marqués par l'affaiblissement, les maladies et la mort.

Vu que Bergen-Belsen n'était plus disponible comme camp de rassemblement à partir de la deuxième semaine d'avril, les SS devaient trouver une autre solution. À partir du 12 avril, 9 000 détenus au total, en majeure

4. Voir Thomas Rahe, Arnold Jürgens, « Das Lager II. Bergen-Belsen in den letzten Tagen vor der Befreiung », in Detlef Garbe, Carmen Lange (éds), *Häftlinge zwischen Vernichtung und Befreiung. Die Auflösung des KZ Neuengamme und seiner Außenlager durch die SS im Frühjahr 1945*, Brême, Temmen, 2005, pp. 95-103 ; Stiftung Niedersächsische Gedenkstätten (éd.), *Bergen-Belsen. Kriegsgefangenenlager 1940-1945, Konzentrationslager 1943-1945, Displaced Persons Camp 1945-1950. Katalog der Dauerausstellung*, Celle et Göttingen, Wallstein, 2009, p. 224 et ss.

5. Déposition de Max Pauly du 30 mars 1946, The National Archives, Londres, WO 309/408.

partie arrivant des *Kommandos* de l'Emsland, de Wilhelmshaven et de Brême, mais aussi de certains *Kommandos* de Hambourg, furent dirigés vers Sandbostel, près de Bremervörde. Une partie de ce camp de prisonniers de guerre mis en place en 1939, le Stalag XB Sandbostel, fut isolée pour y rassembler les détenus de camps de concentration⁶. Ici aussi, le ravitaillement des hommes, dont beaucoup faisaient partie de convois de malades, était totalement insuffisant.

Dans la nuit du 19 au 20 avril 1945, les SS quittèrent le camp de Sandbostel avec quelques centaines de détenus « aptes à marcher ». Ils rejoignirent, à bord du bateau « Olga Siemens », Flensburg où ils furent embarqués avec des détenus du camp central de Neuengamme sur le « Rheinfels ». Ces détenus ne furent libérés qu'après la fin de la guerre, le 10 mai⁷.

Les soldats britanniques arrivés le 29 avril à Sandbostel se virent confrontés aux mêmes scènes que deux semaines auparavant à Bergen-Belsen. Entre le 12 et le 29 avril 1945, ainsi que dans les semaines qui suivirent, près de 3 000 détenus de camps de concentration moururent à Sandbostel – soit un détenu sur trois.

Outre Bergen-Belsen et Sandbostel, un troisième camp devint camp de ras-

semblement pour environ 5 000 détenus en provenance des *Kommandos* du camp de Neuengamme : Le *Kommando* Wöbbelin, près de Ludwigslust, dont la construction avait commencé seulement en février 1945 et n'était pas achevée⁸. Les SS firent disparaître sans doute plus de 1 000 détenus, morts de faim et de maladies, dans des fosses communes près du camp. Le 1^{er} mai, les SS tentèrent de transporter des détenus en train à Lübeck pour les embarquer sur des bateaux. Ce plan échoua en raison des bombardements alliés. Le 2 mai 1945, des membres de la 82^e division aéroportée américaine arrivèrent à Wöbbelin.

Ces trois camps de rassemblement, où se trouvaient près de 25 000 détenus du camp de Neuengamme, étaient ou devinrent des camps de la mort, des mouiroirs dans lesquels des milliers périrent de faim et de maladies : 1 000 détenus à Wöbbelin et 3 000 à Sandbostel. Le nombre des victimes venant de Neuengamme parmi les 25 000 détenus qui moururent à Bergen-Belsen dans les semaines précédant ou suivant la libération n'est pas connu.

Certains transports d'évacuation avaient d'autres destinations. Ainsi, plusieurs milliers de détenus,

hommes et femmes, des deux *Kommandos* de Salzgitter-Watenstedt/Leinde arrivèrent en trains de marchandises – au moins deux – le 14 avril, après plusieurs journées d'errance au camp de concentration de Ravensbrück. Peu après leur arrivée, les hommes furent poussés à pied vers le nord-ouest, sans doute vers la mer Baltique. Certains parvinrent à Wöbbelin, d'autres à Malchow, dans le Mecklembourg, où ils furent libérés le 2 mai 1945 par des troupes américaines.

L'évolution de la guerre eut pour conséquence de restreindre de plus en plus les possibilités des SS qui devaient prendre des décisions en fonction de la situation du moment. Aussi certaines évacuations se firent-elles à l'opposé de ce qui avait été prévu au départ. Un convoi de plus de 2 000 femmes qui avait quitté le *Kommando* de Helmstedt-Beendorf le 8 avril 1945 et qui après un voyage de plusieurs jours s'était arrêté trois jours à Sülsdorf en Mecklembourg, où les SS firent disparaître dans des charniers un nombre important de morts, rebroussa chemin vers l'ouest et arriva le 20 avril à Hambourg – juste quand commença l'évacuation du camp central de Neuengamme pour qu'il ne reste aucun détenu sur le territoire de la ville de Hambourg.

LES MEURTRES EN MASSE AVANT L'ARRIVÉE DES ALLIÉS

En général, les détenus ne connaissaient pas la destination des transports d'évacuation. Souvent les destinations prévues devaient être

modifiées en raison de camps surpeuplés, de la progression des troupes alliées ou de nouveaux ordres de marche, ou alors les trains devaient trouver des déviations, en raison de la destruction de voies de communication, des menaces de bombardement ou pour des raisons impératives d'approvisionnement. Les détenus et, sans doute, les équipes de gardiens y voyaient une confusion absurde. Les détenus ne percevaient aucune logique dans cette manière d'agir – sauf celle de vouloir en faire mourir le plus grand nombre.

La situation semblait complètement incontrôlée quand les transports ne pouvaient plus poursuivre leur route et qu'ils se trouvaient bloqués dans une « impasse ». Dans de pareilles situations, les commandants SS et les gardiens avaient le choix de prendre la fuite et libérer les détenus ou de s'en « débarrasser » différemment. Le « massacre de Gardelegen » compte parmi les crimes les plus connus de la phase finale.

Entre le 9 et le 11 avril 1945, plusieurs transports de *Kommandos* du camp de Mittelbau-Dora et des transports de détenus malades du *Kommando* de Neuengamme à Hanovre-Stöcken finirent leur route dans la région de l'*Altmark*. À la suite de l'avancée des troupes américaines au nord et au sud, à la hauteur de l'Elbe, les convois étaient encerclés à Gardelegen. En accord avec le représentant local du NSDAP Thiele, les SS poussèrent les détenus dans une grange située en dehors de la ville. Ils incendièrent la paille stockée

6. Voir Klaus Volland, « Das Stalag X B Sandbostel als Auffanglager für KZ-Häftlinge », in Detlef Garbe, Carmen Lange, *Häftlinge zwischen Vernichtung und Befreiung*, op. cit., pp. 117-125.

7. Voir Ulf Lüers, « "Die Toten über Bord geworfen ..." KZ-Häftlingstransporte nach Flensburg im April/Mai 1945 », in Stadtarchiv Flensburg et al. (éd.), *Verführt. Verfolgt. Verschleppt. Aspekte nationalsozialistischer Herrschaft in Flensburg 1933-1945*, Flensburg, Stadtarchiv, 1996, pp. 276-323.

8. Voir Carina Baganz, *Ten weeks concentration camp Wöbbelin. A concentration camp in Mecklenburg/Germany in 1945*, Wöbbelin, Mahn- und Gedenkstätten Wöbbelin, 2000.

dans la grange après l'avoir arrosée d'essence. C'est là que 1 016 détenus brûlèrent vifs, moururent asphyxiés ou furent tués par balles par les SS en tentant d'échapper aux flammes⁹.

D'autres crimes épouvantables se produisirent à Celle et à Lüneburg. Lors d'un bombardement de la gare de marchandises de Celle le 8 avril 1945 par l'aviation américaine, un train transportant environ 3 420 détenus des *Kommandos* du camp de Neuengamme et de Buchenwald fut touché¹⁰. Des centaines de détenus brûlèrent dans les wagons fermés. Ceux qui réussirent à fuir cherchèrent à se cacher dans la ville et dans la forêt voisine.

Le lendemain, sur l'ordre du *Generalmajor* Paul Tzschöckel, le commandant de la ville de Celle, des unités SS, de la Wehrmacht et de la police, en partie secondées par la Jeunesse hitlérienne et par des civils, se mirent à pourchasser les détenus. Lors de ces événements, connus plus tard dans la région sous le nom cynique de « chasse aux lapins », au moins 170 détenus furent tués par balles ou massacrés.

À Lüneburg, un train transportant environ 400 détenus du *Kommando* de Wilhelmshaven-Alter Banter Weg qui n'étaient plus « aptes à marcher » fut également touché lors d'un bombardement allié le 7 avril 1945 – plus de 200 détenus y trouvèrent la mort. Le lendemain, les SS emmenèrent les survivants du bombardement à Bergen-Belsen. Ici aussi, les rescapés furent recherchés pendant plusieurs jours avec le concours de la population locale¹¹. Les soldats de la Marine, affectés à la garde, et le dernier des SS, Gustav Alfred Jepsen, assassinèrent le 11 avril 1945 entre 60 et 80 détenus avant de prendre eux-mêmes la fuite.

Les motifs expliquant ces massacres sont très divers : la colère engendrée par les bombardements alliés, le désespoir face à la défaite qui s'annonçait, la haine envers les détenus et la volonté d'éliminer les témoins des crimes commis, mais aussi la lâcheté et le souhait de se débarrasser des détenus pour pouvoir prendre la fuite.

Les événements qui ont eu lieu à Salzwedel, situé à seulement 40 km de Gardelegen, montre que le destin des détenus de camp de concentration

9. Voir Diana Gring, « Todesmärsche und Massaker in der Endphase : Ansätze zur Spezifizierung und zur kriminalphänomenologischen Einschätzung am Beispiel der NS-Verbrechen von Gardelegen im April 1945 », in Detlef Garbe, Carmen Lange, *Häftlinge zwischen Vernichtung und Befreiung*, op. cit., pp. 155-165 ; voir aussi le chapitre « Des pommes de terre, tu n'en as plus besoin », in Daniel Blatman, *Les Marches de la mort. La dernière étape du génocide nazi : été 1944-printemps 1945*, Paris, Fayard, 2009, pp. 333-361.

10. Voir les recherches récentes au sujet de Celle, Bernhard Strebel, *Celle April 1945 revisited. Ein amerikanischer Bombenangriff, deutsche Massaker an KZ-Häftlingen und ein britisches Gerichtsverfahren*, Bielefeld, Verlag für Regionalgeschichte, 2008.

11. Lüneburger Zeitung, 11 avril 1945, p. 1 ; voir Immo de Vries, *Kriegsverbrechen in Lüneburg. Das Massengrab im Tiergarten*, Lüneburg, Geschichtswerkstatt Lüneburg, 2000.

pouvait prendre une autre tournure¹². Peu après l'arrivée, le 14 avril 1945, de plus de 1000 femmes des *Kommandos* évacués de Porta Westfalica-Hausberge et de Fallersleben, l'armée américaine put libérer à Salzwedel même environ 3000 femmes pour la plupart juives. La libération du camp de femmes à Salzwedel que le commandant ne fit pas évacuer et le massacre de la veille à Gardelegen illustrent à quel point la frontière entre la vie et la mort, entre l'extermination et la libération était particulièrement mince en ces derniers jours de guerre.

L'ÉVACUATION DES DÉTENUS SCANDINAVES EN « BUS BLANCS »

Deux événements historiques complètement opposés dans leur impact et leur perception sont liés à la dissolution du camp de Neuengamme, événements qui démontrent de manière radicale le dilemme entre extermination et libération : le sauvetage des détenus scandinaves par la Croix-Rouge suédoise et l'embarquement des détenus restés à Neuengamme sur des bateaux concentrationnaires.

La libération de tous les détenus danois et norvégiens dans le cadre d'une

action de sauvetage de grande envergure n'a réussi que grâce à la persévérance de services scandinaves qui rencontraient une disposition croissante du commandement SS à faire des concessions, la fin de la guerre venant¹³. Déjà fin 1943, le Danemark réfléchissait au rapatriement des ressortissants danois déportés. Parallèlement aux efforts danois, le gouvernement de la Norvège en exil en Suède intervenait pour le rapatriement des détenus norvégiens. Il était en étroite contact avec le comte Folke Bernadotte, vice-président de la Croix-Rouge suédoise. Ce dernier rencontra à plusieurs reprises le *Reichsführer-SS* Heinrich Himmler et le chef de l'Office central de la sécurité du Reich (*Reichssicherheitshauptamt*) Ernst Kaltenbrunner en vue de négociations secrètes. Plusieurs accords furent signés car Himmler espérait se servir de Bernadotte pour entrer en contact avec les Britanniques afin de négocier sur le front de l'ouest un armistice qui aurait permis d'éviter une défaite totale et de poursuivre la guerre contre l'armée Rouge. Ainsi, à la mi-février, Himmler autorisa le rassemblement de tous les Danois et Norvégiens internés dans des prisons et camps de

12. Voir Dietrich Banse, « 14. April 1945: Der Tag der Befreiung des Außenlagers Salzwedel aus der Sicht der Befreiten, der Befreier und der Bevölkerung von Salzwedel », in Detlef Garbe, Carmen Lange, *Häftlinge zwischen Vernichtung und Befreiung*, op. cit., pp. 87-93.

13. Voir Manfred Warnecke, « "Und plötzlich war es so, als hätten wir all unser Grauen abgeschüttelt". Die Rettungsexpedition "Weiße Busse" im Frühjahr 1945 », in *Internationale wissenschaftliche Korrespondenz zur Geschichte der deutschen Arbeiterbewegung* 40 (2004), 4, pp. 488-509 ; Michael Grill, « "Neuengamme war die erste Etappe auf dem Weg in die Heimat und in die Freiheit" – Das Skandinavienlager in Neuengamme und die Rückführung der skandinavischen Häftlinge mit den "Weißen Bussen" », in Detlef Garbe, Carmen Lange, *Häftlinge zwischen Vernichtung und Befreiung*, op. cit., pp. 185-215 ; Oliver von Wrochem (éd.), *Skandinavien im Zweiten Weltkrieg und die Rettungsaktion Weiße Busse : Ereignisse und Erinnerung*, Berlin, Metropol, 2012.

concentration allemands. Neuengamme étant le camp de concentration le plus au nord de l'Allemagne, il fut choisi pour le rassemblement et le rapatriement ultérieur en Suède des détenus. Ce fut le début d'une action humanitaire sans précédent. Dans les semaines suivantes, 36 bus et autres automobiles de la Croix-Rouge suédoise se rendirent dans un grand nombre de prisons et de camps pour amener des milliers de détenus danois et norvégiens à Neuengamme. En mars 1945, y fut installé un « camp des Scandinaves » séparé des détenus des autres nations et le personnel de la Croix-Rouge reçut la permission d'y pénétrer.

Le bâtiment en briques situé directement au bord de la route du camp et qui abritait quatre blocks de détenus sur une superficie de près de 3 000 m² fut choisi pour la séparation des détenus. Mais pour y installer le « camp des Scandinaves », il fallait d'abord « vider » le bâtiment. Depuis son achèvement fin 1944, le bâtiment en briques de deux étages servait de soi-disant « *Blocks de repos* » (*Schonungsblocks*) pour plusieurs milliers de détenus qui n'étaient plus en mesure de travailler. Pour vider

ces *Blocks* totalement surpeuplés qui étaient surnommés « *Blocks de la mort* » (*Sterbeblocks*), les SS eurent recours à la Croix-Rouge suédoise et à des détenus scandinaves. L'évacuation des détenus alités et souvent mourants, qui ne savaient pas si cela signifiait de l'aide ou la proche extermination, est décrite par les détenus danois et norvégiens ainsi que par les conducteurs des bus suédois comme un des moments les plus difficiles.

Fin mars, les SS firent transporter avec les « bus blancs » environ 2 000 de ces détenus d'autres nationalités, dont beaucoup de Polonais et de Français vers des *Kommandos* à Hanovre et Salzgitter (Watenstedt/Leinde). Les détenus étaient profondément déçus quand ils réalisèrent que les bus ne les emmenaient pas vers la liberté, mais vers d'autres camps. Ils se sentaient trahis par la Croix-Rouge, dont ils avaient espéré de l'aide¹⁴. Ces dernières années, cette action donna lieu en Suède et en Norvège à un débat véhément au sujet de l'ambivalence de la neutralité de la Suède pendant la Deuxième Guerre mondiale¹⁵.

14. Ici se confirma – comme le soutient Katharina Hertz-Eichenrode – « un vieux principe du fonctionnement des camps de concentration : l'aide et le sauvetage pour les uns étaient en général uniquement possibles au détriment des autres détenus sauf que, dans ce cas précis, une institution extérieure, la Croix-Rouge, devint, sans le vouloir, complice des SS », voir Katharina Hertz-Eichenrode, « Die Auflösung des KZ Neuengamme im Frühjahr 1945 », in Katharina Hertz-Eichenrode (éd.), *Ein KZ wird geräumt. Haftlinge zwischen Vernichtung und Befreiung. Die Auflösung des KZ Neuengamme und seiner Außenlager durch die SS im Frühjahr 1945. Katalog zur Wanderausstellung*, vol. 1, Brême, Temmen, 2000, pp. 31-63, ici p. 51.

15. Voir Izabela A. Dahl, « Die "Weißen Busse" und Folke Bernadotte. Zur Rezeption der Hilfsaktion in Deutschland und Skandinavien », in *Dachauer Hefte* 24 (2008), pp. 203-219 ; Claudia Lenz, « Vom Heldentum zum moralischen Dilemma. Die "Weißen Busse" und ihre Deutungen nach 1945 », in Herbert Diercks (éd.), *Hilfe oder Handel ? Rettungsbemühungen für NS-Verfolgte*, Brême, Temmen, 2007, pp. 68-80.

Après qu'Himmler eut consenti début avril 1945, à la demande de Bernadotte, de rapatrier de Neuengamme vers la Suède les Danois et Norvégiens malades et à bout de force, plusieurs petits convois de malades furent acheminés par le Danemark. En même temps que le chef supérieur SS et de la police ordonna l'évacuation du camp central le 19 avril, le rapatriement de tous les détenus scandinaves fut permis. Les derniers 4 200 détenus du « camp des Scandinaves » quittèrent le camp de Neuengamme en direction de Padborg, au Danemark, à bord de 120 bus et autres véhicules, dont beaucoup avaient été mis à la disposition juste avant par le Danemark. Au total, 6 000 détenus danois et norvégiens purent être sauvés de Neuengamme dans le cadre de « l'action des bus blancs ».

L'ÉVACUATION DU CAMP CENTRAL

Les SS commencèrent l'évacuation du camp central dès le départ des derniers détenus scandinaves le 20 avril 1945.

Mais il y eut d'abord un crime, que les SS essayèrent de dissimuler aussi aux détenus¹⁶. Peu après le départ du dernier bus danois, vingt enfants juifs ainsi que deux détenus néerlandais et deux détenus français affectés comme aides-soignants et médecins

à l'infirmerie du camp furent conduits à l'école du Bullenhuser Damm à Hambourg-Rothenburgsort qui avait servi comme *Kommando* de Neuengamme jusqu'au 11 avril. Le pneumologue Dr Kurt Heißmeyer avait pratiqué des expériences médicales avec le bacille de la tuberculose sur plus de 100 détenus adultes puis, à partir de novembre 1944, sur les vingt enfants. Pour effacer toutes traces, les enfants et les quatre adultes furent pendus dans la nuit du 20 au 21 avril 1945 par des SS dans la cave de l'école. Peu après, 24 détenus soviétiques du *Kommando* Spalding-straße furent emmenés à l'école et également assassinés.

Dans le cadre de l'évacuation du camp, les SS et la Gestapo assassinèrent aussi d'autres détenus qu'ils considéraient comme particulièrement « dangereux ». Ainsi, 71 détenus de la prison de police de Fuhlsbüttel furent tués le 21 et le 23 avril dans le cachot du camp.

Le chef supérieur SS et de la police Nordsee, von Bassewitz-Behr, qui avait le commandement du camp de Neuengamme dans le cas de l'avancée des troupes ennemies, organisa l'évacuation intégrale du camp central en collaboration avec Karl Kaufmann, le commissaire pour la défense du Reich (*Reichsverteidigungskommissar*) et responsable régional du

16. Voir Günther Schwarberg, *Der SS-Arzt und die Kinder vom Bullenhuser Damm*, Göttingen, Steidl, 2001 ; Iris Groschek, Kristina Vagt : « ... dass du weißt, was hier passiert ist ». *Medizinische Experimente im KZ Neuengamme und die Morde am Bullenhuser Damm*, Brême, 2012 ; KZ-Gedenkstätte Neuengamme (éd.), *Le Mémorial de Bullenhuser Damm. Le lieu, les victimes et le travail de mémoire*, Hambourg, KZ-Gedenkstätte Neuengamme, 2014.

parti national-socialiste (*Gauleiter*) de Hambourg. Leurs décisions et leurs actes doivent être examinés dans l'ensemble des préparations de la fin de la guerre à Hambourg.

Sous l'influence du ministre de l'armement Albert Speer, du commandant de lutte (*Kampfkommandant*) de Hambourg, le *Generalmajor* Alwin Wolz, et de représentants influents de l'économie qui craignaient d'autres destructions de la ville, des usines et des chantiers navals déjà très endommagés par les bombardements alliés, Kaufmann s'était résolu, contrairement aux ordres d'Hitler, à livrer la ville sans résistance¹⁷.

Des représentants importants de l'économie hambourgeoise s'étaient consultés dès janvier 1945 au sujet de l'évacuation des détenus de camps de concentration en cas d'avancée des troupes ennemies¹⁸. Les entreprises qui s'étaient empressées de bénéficier de la main-d'œuvre concentrationnaire étaient alors désireuses de s'en débarrasser. En avril, ils parvinrent à imposer leur position auprès de la direction politique.

Les représentants économiques ainsi que l'administration de la ville craignaient que les travailleurs forcés et les détenus des camps ne pillent la ville après leur libération. En outre, ils

redoutaient des représailles de la part des vainqueurs dans le cas où ceux-ci auraient trouvé des détenus mourant de faim et des victimes ayant subi des atrocités. Kaufmann et Bassewitz-Behr étaient donc intéressés de présenter aux Alliés des conditions plus ou moins en ordre.

Comme Bassewitz-Behr ne disposait plus de camps pouvant accueillir les détenus du camp de Neuengamme, Kaufmann proposa leur hébergement sur des bateaux. Lors de la procédure d'enquête menée au sujet de Bassewitz-Behr en 1946, ce dernier déclara :

« Vu que, par le transfert sur des bateaux, la question de trouver des équipements (cuisines, latrines, etc.) – qui, dans le cas de la création d'un nouveau camp, n'aurait à peine pu être réglée aussi rapidement – et la question de la surveillance du camp (aucune clôture nécessaire) semblaient pouvoir être solutionnées facilement, j'ai opté pour cette proposition et ai chargé Pauly [le commandant du camp de Neuengamme] de contacter immédiatement le *Reichskommissar* pour la navigation maritime [Karl Kaufmann] et d'examiner sur place avec ses représentants la possibilité de l'installation d'un camp temporaire [*Ausweichlager*] sur ces bateaux. »

17. Voir Manfred Asendorf, 1945. *Hamburg besiegt und befreit*, Landeszentrale für Politische Bildung, Hambourg, 1995 ; Frank Bajohr, « Hamburgs "Führer". Zur Person und Tätigkeit des Hamburger NSDAP-Gauleiters Karl Kaufmann (1900–1969) », in Frank Bajohr/Joachim Szodrzynski (éds.), *Hamburg in der NS-Zeit. Ergebnisse neuerer Forschungen*, Hambourg, Ergebnisse-Verlag, 1995, pp. 59-91.

18. Voir Karl-Heinz Roth, « Ökonomie und politische Macht. Die "Firma Hamburg" 1930–1945 », in Angelika Ebbinghaus, Karsten Linne (éds.), *Kein abgeschlossenes Kapitel. Hamburg im 3. Reich*, Hambourg, Europäische Verlagsanstalt, 1997, pp. 15-176, ici p. 132 et ss.

L'ENFER SUR LES BATEAUX CONCENTRATIONNAIRES

Du 21 au 26 avril 1945, des transports de plus de 9 000 détenus du camp de Neuengamme atteignirent le port de Lübeck. De là, les détenus furent embarqués sur des bateaux que le *Gauleiter* Kaufmann avait réquisitionnés en sa qualité de *Reichskommissar* pour la navigation maritime comme « camps de concentration flottants » : les cargos « Athen », « Elmenhorst » et « Thielbek », ainsi que le « Cap Arcona », un ancien paquebot de luxe. Plusieurs milliers de détenus furent entassés dans les cales des cargos qui n'étaient absolument pas équipés pour une telle fonction. En raison de la surpopulation et de la pénurie de nourriture et d'eau potable, les conditions sur les bateaux étaient indescriptibles.

La Croix-Rouge suédoise parvint à obtenir l'autorisation que deux petits bateaux suédois, qui avaient achevé des véhicules et des vivres pour l'action des « bus blancs » à Lübeck, puissent emmener à leur retour des détenus français, belges et néerlandais avec eux. Plusieurs centaines de personnes furent alors conduites en

Suède à bord du « Lillie Matthiessen » et du « Magdalena » et échappèrent ainsi à la catastrophe.

Le capitaine du « Cap Arcona », Heinrich Bertram, refusa d'abord, soutenu par sa compagnie maritime, d'embarquer des détenus, mais céda sous la menace des SS. À partir du 26 avril, le « Athen » fit la navette entre le port de Lübeck et le « Cap Arcona », incapable de manœuvrer à la suite d'une avarie de machine et ancré dans la baie de Neustadt. Plus de 5 000 détenus furent emmenés à bord du bateau où régnaient des conditions catastrophiques. Devenus à moitié fous de soif et de faim, les détenus végétaient dans leurs excréments. Le nombre de morts augmentait de jour en jour.

Compte tenu des circonstances et de leur connaissance des SS, il n'est pas surprenant que les détenus n'aient pas pu supposer ce qui allait leur arriver. D'après eux, les SS avaient prévu le sabotage des bateaux pour se débarrasser des concentrationnaires – une supposition que l'on retrouve aussi dans les travaux de recherche¹⁹. Une autre théorie soutient que les SS avaient volontairement préparé un « piège sournois »²⁰ aux Britanniques et spéculé sur un bombardement des bateaux.

19. Wilhelm Lange, *Cap Arcona – Das tragische Ende einiger Konzentrationslager-Evakuierungstransporte im Raum der Stadt Neustadt in Holstein am 3. Mai 1945. Dokumentation*, Eutin, Neustadt in Holstein, Struves Buchdruck, 2005, p. 105. Concernant la discussion de la position de Lange et les arguments contre une intention des SS de faire couler les bateaux, voir Herbert Diercks, Michael Grill, « Die Evakuierung des KZ Neuengamme und die Katastrophe am 3. Mai 1945 in der Lübecker Bucht. Eine Sammelrezension », in Kurt Buck (éd.), *Kriegsende und Befreiung*, Brême, Temmen, 1995, pp. 175-183.

20. Dépliant « Cap Arcona 3. Mai 1945. Gedenkstätten/Museen/Friedhöfe », édité par Förderkreis Cap Arcona-Gedenken, Grevesmühlen, 2009.

Il n'est cependant pas certain que Bassewitz-Behr et Kaufmann aient fait des projets autres que l'éloignement des détenus de la ville de Hambourg. En fait, l'immersion des bateaux ne semble pas avoir été préparée et la présence de 400 soldats de la marine et de 70 membres de l'équipage seulement sur le « Cap Arcona » étayerait cette hypothèse. Après la guerre, Bassewitz-Behr et Kaufmann déclarèrent aux enquêteurs britanniques qu'ils avaient eu l'intention de remettre les bateaux avec les détenus à la Croix-Rouge suédoise. De cela, il n'existe non plus aucune preuve.

Le 2 mai, quelques heures avant l'entrée des troupes britanniques dans Lübeck, le « Thielbek », qui jusqu'alors était amarré dans le port de Lübeck, fut tiré dans la baie de Neustadt où il jeta alors l'ancre près du « Cap Arcona » et du « Athen ». Plus de 9 000 détenus se trouvaient sur ces trois bateaux alors qu'un quatrième, le « Deutschland », s'apprêtait à en embarquer d'autres.

C'est le 3 mai que la tragédie se produisit : dans le cadre d'une attaque de grande envergure de la Royal Air Force dans les baies de Kiel et de Lübeck, attaque qui devait empêcher le décrochage des troupes allemandes par la mer Baltique, des chasseurs bombardiers britanniques se mirent à bombarder le « Cap Arcona » et le « Thielbek ». Il est prouvé que l'escadron de la Royal Air Force en mission ne savait pas à ce moment-là que des détenus de camps de concentration se trouvaient alors à bord des bateaux.

Seuls les détenus à bord du « Athen » eurent de la chance car le bateau avait juste avant été rappelé au port de Neustadt pour y embarquer d'autres détenus. Ce bateau et les 1998 détenus à bord sortirent presque indemnes de l'attaque aérienne. Pour les plus de 4200 détenus à bord du « Cap Arcona » et les quelque 2800 détenus sur le « Thielbek », l'attaque tourna à la catastrophe. Les deux bateaux furent touchés à plusieurs reprises et prirent feu. Le « Thielbek » coula en peu de temps, le « Cap Arcona » chavira, mais en raison de la faible profondeur de l'eau, il émergeait de l'eau et brûla entièrement. Comme la majorité des détenus étaient enfermés dans les cales, il leur était presque impossible de sauver leur vie. Les membres SS, les soldats de la marine et les membres de l'équipage s'accaparèrent les rares bateaux de sauvetage. Les détenus qui purent sauter dans l'eau n'avaient que peu de chance de survie vu leur grande faiblesse et la température de l'eau de sept degrés. De plus, les pilotes des avions britanniques volant à basse altitude tiraient, ne se doutant de rien, sur les naufragés avec leurs armes de bord – contrairement au droit international. Les actions de sauvetage organisées depuis la côte s'adressaient surtout aux gardes et à l'équipage tandis que les SS et les soldats de la marine de la garnison de Neustadt tiraient sur les détenus qui essayaient de sauver leur peau. Seulement 400 détenus survécurent au bombardement du « Cap Arcona » et du « Thielbek », tandis que 6 600 détenus moururent quelques heures avant

l'arrivée des troupes britanniques à Neustadt : ils brûlèrent à bord, se noyèrent dans la mer Baltique ou furent abattus alors qu'ils essayaient de se sauver.

Avec le naufrage des bateaux concentrationnaires, les marches de la mort et l'horreur des conditions dans les mouiroirs de Bergen-Belsen, de Sandbostel et de Wöbbelin, la fin du camp de concentration de Neuengamme fut un enfer. Le nombre des détenus qui périrent dans les trois dernières semaines de la guerre peut seulement être estimé. Il s'élèverait à plus de 16 000.

L'EFFACEMENT DES TRACES

Les SS effacèrent délibérément les traces de leurs crimes. Après le départ de la majeure partie des détenus du camp central, un *Kommando* de 700 hommes dut nettoyer le camp. Des détenus ont témoigné que tous les baraquements furent débarrassés de la paille et des immondices, dans certains cas les murs furent blanchis à la chaux, et les objets témoins tels que la potence furent détruits. En outre, les SS ordonnèrent la destruction de tous les dossiers de

la Kommandantur ainsi que tous les autres documents.

Les derniers détenus et les derniers SS quittèrent le camp de Neuengamme le 2 mai. Lorsque, peu de temps après, les soldats britanniques inspectèrent le camp entièrement évacué, il était désert. Certes, les 170 bâtiments témoignaient de la taille du camp, mais les soldats ne tombèrent pas – comme dans d'autres camps centraux – sur des hommes et des femmes squelettiques et sur des montagnes de cadavres. Ainsi, les images d'horreur n'émanaient pas de Neuengamme, mais de Bergen-Belsen, de Sandbostel et de Wöbbelin, de Gardelegen et d'autres lieux de massacres où se sont retrouvés les détenus de Neuengamme. À Neuengamme, le site dissimula largement ce qui s'y était passé. C'est une des raisons pour lesquelles une partie des bâtiments de cet ancien camp fut utilisée après la guerre, et ce durant plus de cinquante ans, comme établissement pénitentiaire et que Neuengamme compte aujourd'hui parmi des camps les moins connus, bien que le nombre de morts soit en pourcentage supérieur à celui d'autres camps de concentration allemands.

EJ Héros ou victimes ? La représentation de la libération du camp de Mauthausen dans les témoignages écrits de survivants français

Peter KUON - Professeur de philologie romane à l'université de Salzbourg (Autriche).

Résumé : La libération est l'événement qui clôt le récit concentrationnaire. Pour les survivants, qu'ils écrivent immédiatement après la guerre ou quelques décennies plus tard, l'événement s'est transformé en souvenir qu'il faut exhumer pour en donner une représentation. Représentation individuelle, certes, qui cherche à restituer au je concentrationnaire son identité. Représentation collective, en ce qu'elle définit le sens de l'événement pour un groupe aux mêmes convictions politiques, religieuses ou idéologiques. Quelles sont alors les motivations des uns et des autres pour présenter la libération comme le triomphe d'une lutte commune ou un désastre de l'humanité, bref, pour se montrer victimes ou héros ? Nous étudierons la complexité de ces constructions post-événementielles en nous appuyant sur un corpus de vingt-six récits de survivants français qui se trouvèrent tous au camp central de Mauthausen à l'approche de la libération. Dans notre contribution, nous essayerons de montrer toute la gamme des possibles entre la documentation et la mythification des faits.

Mots-clés : libération, mythe, idéologie, identité, récit, témoignage.

Jean Gavard, dans son ouvrage *Une jeunesse confisquée 1940-1945*, publié en 2007, donne à l'un des derniers chapitres le titre : « Ma libération de Mauthausen ». En justifiant l'emploi du pronom possessif pour désigner une libération présentée plutôt comme un phénomène psychique (*de*) que comme un événement factuel (*à*), l'auteur précise la double nature des récits concentrationnaires : « Je crois que chaque survivant du camp a son histoire de libéré, en partie témoignage, en partie construction anachronique d'après les récits des historiens et des libérateurs américains (s'agissant de Mauthausen). »¹

Ce que Gavard nomme *témoignage* correspond aux éléments personnels du récit qui implique, en même temps, une construction rétrospective d'événements extérieurs. Quel est le rapport entre le côté subjectif et le côté objectif de cette *histoire* ? Alors que

1. Jean Gavard, *Une jeunesse confisquée 1940-1945*, Paris, L'Harmattan, 2007, p. 84, qui renvoie, pour la reconstruction des historiens, à Michel Fabréguet, *Mauthausen. Camp de concentration national-socialiste en Autriche rattachée (1938-1945)*, Paris, Champion, 1999. C'est nous qui soulignons.

les faits rapportés se mesurent, en dernière instance, à l'aune des reconstructions historiographiques, le vécu subjectif est plus difficile à saisir et se présente rarement à l'état brut, comme chez Gavard qui dit simplement « ce que j'ai vécu le 5 mai 1945 » :

« Pour moi, j'avais été ramené du camp annexe de Gusen au camp central le 28 avril avec un important groupe de détenus occidentaux dans l'attente d'un hypothétique rapatriement par la Croix-Rouge. J'avais perdu le peu de force qui me restait dans les conditions d'épouvantable entassement du camp central. Le 5 mai dans la matinée, je pouvais à peine tenir debout plus d'une dizaine de minutes.

J'ai le souvenir d'un immense cri ce 5 mai vers midi. J'ai pu me lever de ma paillasse et aller jusqu'à la place d'appel. J'ai aperçu des uniformes américains dans la foule des survivants. Je suis retourné m'affaler sur mon grabat. De quoi étais-je libre ? »²

Une jeunesse confisquée limite la représentation de la libération au vécu de l'auteur. D'autres textes de survivants français de Mauthausen nous confrontent à un amalgame bien plus complexe de récit personnel et de récit de l'Histoire, de vérité subjective et de vérité documentaire,

de reconstruction factuelle et de construction fictionnelle, de mémoire individuelle et de mémoire collective. Le présent article suit les étapes de la libération du camp central de Mauthausen, des convois de la Croix-Rouge à la prise en main du camp par les Américains, en prêtant une attention particulière aux moments controversés – le saccage des dépôts de vivres, le lynchage des kapos, le combat contre les SS, le comportement des Américains – qui décident de la construction narrative et idéologique des textes.³

LES CONVOIS DE LA CROIX-ROUGE

Des quarante-neuf auteurs qui constituent le noyau dur du corpus des témoignages sur Mauthausen⁴, vingt-six se trouvèrent au camp central à l'approche de la libération. Celle-ci commença, pour les détenus français, bien avant l'arrivée des Américains. Nous savons, en effet, que, suite à des tractations entre la Croix-Rouge et le RSHA, un premier convoi, parti du camp le 22 avril, évacua 817 détenues françaises, belges et hollandaises (les « femmes de Ravensbrück ») et un contingent de 61 détenus français, un deuxième convoi, parti le 24, 183 et un troisième, parti le 28, 352 détenus, majoritairement français, belges et hollandais⁵. Si nous croyons Pierre Daix,

dans *Bréviaire de Mauthausen*, le secrétariat du camp aurait averti le comité clandestin international qu'il « fallait compléter le convoi des femmes par quatre-vingts hommes, aussi des nations de l'ouest, l'air bien portant », et Heinrich Dürmayer, qui présidait le comité, aurait décidé qu'il fallait « envoyer les résistants les plus autorisés »⁶. Les premiers à partir étaient des responsables du PCF et du Front National. Avec ces convois, la plus grande partie des Français encore *valides* disparaissaient du camp. Parmi les auteurs de notre corpus, Pierre Daix, *Hilfsschreiber* au secrétariat central du camp, partit avec le premier convoi⁷, Michel de Bouard avec le deuxième et Marcel Beauclaire, Lucien Guédon, Georges Loustaunau-Lacau, André Malavoy et Georges Ségué avec le troisième.

Alors que Loustaunau-Lacau, Malavoy et Guédon, très affaiblis, admettent,

dans leurs témoignages, « ignorer »⁸ les détails de cette « libération »⁹ « miraculeuse »¹⁰, les autres, à l'exception de Beauclaire (sur lequel nous reviendrons) donnent des explications plus ou moins correctes¹¹ – fondées sur le rapport d'Émile Valley, en 1946¹², et l'étude de Michel de Bouard, en 1954¹³ – de l'accord entre la Croix-Rouge internationale et le régime nazi ainsi que du déroulement de l'évacuation.

Force est de constater que sept parmi nos vingt-six auteurs n'ont pas vécu les derniers jours du camp de Mauthausen. Pourtant, certains d'entre eux en parlent. Avant d'analyser ces curieux témoignages du non-vécu, il convient de passer en revue les récits de ceux qui étaient présents lors de l'arrivée des Américains et dont quelques-uns ont vu partir leurs camarades.

6. Pierre Daix, *Bréviaire de Mauthausen*, Paris, Gallimard, 2005, pp. 89-90.

7. Pierre Daix, gêné par ce traitement de *privilegié*, souligne qu'il a été mis sur la liste des partants par l'officier SS de service.

8. Georges Loustaunau-Lacau, « Chiens maudits ». *Souvenirs d'un rescapé des bagnes hitlériens*, Pau, Éditions « La Spirale », 1945, p. 95.

9. André Malavoy, *La mort attendra*, Montréal, Les Éditions de l'Homme, 1961, p. 121.

10. Lucien Guédon, *Sous l'aile de la mort. Mauthausen*, Ruffec, Imprimerie-Éditions La Péruse, 1997, p. 239.

11. Voir Pierre Daix, *La Dernière Forteresse*, Paris, Les Éditions français réunis, 1950, pp. 402-403, et *Bréviaire de Mauthausen*, op. cit., pp. 91-92, ainsi que Georges Ségué, *Résister. De Mauthausen à Mai 68*, Paris, L'Archipel, 2008, p. 105.

12. Voir Émile Valley, « Il y a un an », *Bulletin intérieur d'information et de liaison de l'Amicale des déportés politiques de Mauthausen*, n° 5, mai 1946, pp. 1-2. Nous ajoutons ce bref texte à notre corpus, qui ne comporte, en principe, que des écrits d'une certaine envergure. Plusieurs de nos auteurs (Morillon, Marcou, Daix) font l'éloge de Valley qui, au lieu de partir avec les camions de la Croix-Rouge, est resté dans le camp, au milieu des malades et des moribonds, pour aider l'organisation clandestine dans une situation de plus en plus désespérée.

13. Voir Michel de Bouard, « Mauthausen », *Revue d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale*, n°s 15-16, 1954, pp. 73-75.

2. Jean Gavard, *Une jeunesse confisquée 1940-1945*, op. cit., pp. 84-85.

3. D'un point de vue méthodique, nous reprenons la démarche d'une étude préliminaire sur la libération du camp d'Ebensee, camp annexe de Mauthausen, voir Peter Kuon, *L'Écriture des revenants. Lectures de témoignages de la déportation politique*, Paris, Kimé, 2013, pp. 223-252.

4. Pour la description du corpus de Mauthausen, voir *Ibid.*, pp. 35-48.

5. Voir Michel Fabréguet, *Mauthausen*, op. cit., pp. 599-606.

LA LIBÉRATION

En réalité, la plupart des auteurs qui parlent de la libération du camp de Mauthausen, le 5 mai, auraient dû profiter, eux aussi, de l'évacuation par la Suisse. Bernard-Aldebert, Buton, Chanut, Choumoff, Denis, Heim et Marcou furent parmi les Français qui, comme Gavard¹⁴, recevaient le 28 avril sur la place d'appel du camp de Gusen I un colis de la Croix-Rouge¹⁵ pour s'acheminer dans l'après-midi vers le camp de Mauthausen, en vue d'un rapatriement prévu qui, cependant, ne pouvait plus se faire à cause du

déplacement du front. Leur déception, en voyant partir le dernier convoi¹⁶, était grande : « Nous étions arrivés ici pleins d'espoirs, croyant notre libération proche, mais les camions de la Croix-Rouge n'arrivaient plus ; l'espoir fit place à l'angoisse : reverrions-nous un jour notre pays ? »¹⁷

Henry Denis décrit la vie de ce groupe, tiraillé entre l'attente d'une évacuation et la désillusion quotidienne, comme une « suite de borbards »¹⁸. À Mauthausen, ils retrouvent des camarades – Raymond Chanel, Jean Courcier, Jean Germain, Georges Kouyoumdjian, Georges

14. Voir Jean Bernard-Aldebert, *Chemin de croix en 50 stations. De Compiègne à Gusen II en passant par Buchenwald, Mauthausen, Gusen I*, Paris. F. Brouty-J. Fayard et Cie, 1946, p. 112 ; Louis Buton, *Un Vendéen résistant et déporté*, La Crèche, Geste Éditions, 2003, pp. 188-189 ; Robert Chanut, *365 jours de survie à Gusen I. Ô terre de détresse...*, Avigney, Atyka, 2011, p. 72 ; Pierre Serge Choumoff, *Les Assassinats nationaux-socialistes par gaz en territoire autrichien 1940-1945*, Vienne, Bundesministerium für Inneres, 2000, p. 19 ; Henry Denis, *Le Cahier vert d'Henry Denis*, s.l. [Toulon], AGPM, s.d. [1989], pp. 71-72 ; Jean Gavard, *Une jeunesse confisquée 1940-1945, op. cit.*, pp. 84-85 ; Roger Heim, *La Sombre Route*, Paris, Librairie José Corti, 1947, pp. 82-88 ; Georges Marcou, *Souvenirs de mon vécu... au Camp de Gusen I. « Une parenthèse... 1942-1945. L'ordinaire de notre souffrance à Mauthausen »*, Gradignan, Autoédition, 2010, pp. 158-160. D'autres auteurs de notre corpus qui faisaient partie du même groupe (Jean Cayrol, Bernard Cognet, Maurice Petit, Henri-Jean Dutertre) ne mentionnent pas le transfert de Gusen à Mauthausen.

15. Roger Heim, *La Sombre Route, op. cit.*, pp. 83-85, se souvient, en 1947, de cette scène « monstrueuse, fantastique » à Gusen, où « 800 Français survivants, alignés sur la place, auxquels on venait de donner l'ordre de ne plus manger [...], se précipitèrent sur leurs aliments comme des bêtes. [...] Et autour de la place, des centaines d'autres déportés, ceux-là à demeure, et sous l'horloge des dizaines de SS, et de sa fenêtre le commandant du camp, observaient, les yeux agrandis de stupéfaction, ce spectacle hallucinant de 800 hommes qui dévoraient, malgré l'ordre, dans un mélange innommable, le sucre et la viande, les confitures et le fromage, emplissant leurs mains de poudre de cacao dont ils se noircissaient la face dans leur frénésie. Les boîtes vides, les papiers, les emballages, bien vite se répandaient sur le sol en un désordre inconnu. Et cependant aucune salve de mitrailleuse, aucun coup de revolver, aucune rafale, pas même de coups de bâton, ne mettaient fin à ce spectacle de révolte, ce mirage de folie, cette exaspération alimentaire, cette imprudence incommensurable. »

16. Voir Henry Denis, *Le Cahier vert d'Henry Denis, op. cit.*, pp. 71-72.

17. Louis Buton, *Un Vendéen résistant et déporté, op. cit.*, p. 189.

18. Henry Denis, *Le Cahier vert d'Henry Denis, op. cit.*, pp. 71-72.

Mazoyer, Albert Morillon – qui ont été jugés trop malades pour être évacués. Tous parlent, dans leurs textes, de leur épuisement non seulement physique, à cause d'une sous-alimentation de plus en plus dramatique et des maladies, mais aussi moral, étant donné les rumeurs qui couraient sur le plan des SS d'exterminer la totalité des prisonniers pour ne pas laisser de témoins de leurs crimes.

Les récits des témoins

Le 3 mai 1945, à l'approche des Alliés, les officiers SS quittèrent le camp de Mauthausen, laissant la garde à « un groupe d'une cinquantaine de pompiers viennois placés sous le commandement du capitaine Kern »¹⁹. Deux jours plus tard, vers midi, deux véhicules blindés d'une patrouille américaine sous les ordres du sergent Albert J. Kosiek pénétrèrent dans le camp. Ce fut le moment de la libération, même si le retour en force des Américains n'eut lieu que dans la journée du 6 mai.

Un an après, Émile Valley, qui avait organisé la résistance et la solidarité

parmi les Français restés dans le camp, revient sur l'événement mémorable de la libération :

« Le 5 mai. Il est 2 heures lorsque nous voyons apparaître le premier tank américain, suivi de deux autres : à ce moment, il ne restait plus au camp que quelques SS et des policiers viennois.

Comment décrire le délire et l'enthousiasme qui éclatent ! Ce sont des heures inoubliables, tous s'empressent et ne savent comment exprimer leur immense bonheur ! Et voilà qu'apparaît, hissé en haut du portail, le drapeau français, fait clandestinement à l'intérieur du camp, à sa vue l'émotion nous étirent, nous pleurons tous de joie et spontanément nous entonnons en chœur la Marseillaise. »²⁰

En général, les auteurs se souviennent d'une « immense clameur »²¹, d'une « explosion d'allégresse »²², d'un moment de « folie »²³, d'une « bousculade folle »²⁴ pour acclamer les libérateurs. Deux de nos auteurs mentionnent la banderole *Los Españoles antifascistas saludan a las*

19. Michel Fabréguet, *Mauthausen, op. cit.*, p. 609.

20. Émile Valley, « Il y a un an », *art. cit.*, p. 1. Le fait que ce passage soit repris littéralement par Jean Germaine [Mauthausen. Kommando de Hinterberg bei Peggau, Paris, Amicale de Mauthausen, 1982, p. 28], et, avec quelques retouches, par Louis Buton [Un Vendéen résistant et déporté, *op. cit.*, 2003, pp. 191-192], prouve l'autorité de ce premier récit de la libération de Mauthausen.

21. Robert Chanut, *Parcours d'un déporté*, Marnay, Autoédition, 2008, p. 54.

22. Roger Heim, *La Sombre Route, op. cit.*, p. 89.

23. Jean Courcier, *Moi, Jean Courcier. Mes 20 ans, de la résistance à la déportation*, Véronique Beaux, Jacques Thouroude (éds), Rennes, Apogée, 2003, p. 91.

24. Henry Denis, *Le Cahier vert d'Henry Denis, op. cit.*, p. 73. Louis Buton, en revanche, évoque un « cortège » qui, « drapeaux déployés, marcha vers les libérateurs », in *Un Vendéen résistant et déporté, op. cit.*, p. 192.

Fuerzas liberadoras déployée sur le portail : « 17 m de calicot grossièrement peinturluré dans toutes les langues, amoureusement confectionné et caché par les Espagnols, durant sans doute des mois et des mois »²⁵, commente Morillon, alors que Marcou prend ses distances à l'égard d'une action « certes louable et compréhensible », mais trop éloigné de « l'essentiel », c'est-à-dire « de sortir de notre état d'enfermement »²⁶. Un seul, Cognet, fait état, comme Gavard, d'un épuisement qui lui interdisait de participer à la fête : « Lorsque nous apprîmes que nous étions libres [...], nous nous sommes sentis vides et fragiles devant tant de souffrances retenues. »²⁷

Les récits des évacués

Revenons aux survivants français qui racontent un événement qu'ils n'ont pas vécu en personne ! C'est Pierre Daix qui nous livre la première version (significativement *romancée*) des derniers jours du camp de Mauthausen²⁸. *La Dernière Forteresse*, publié en 1950 et salué par Louis Aragon, illustre l'action des communistes français qui, fidèles à l'esprit du Front populaire,

prennent à Mauthausen « la responsabilité de veiller au salut de tous »²⁹, sans égard pour la nationalité ou l'idéologie, et mènent, avec le concours de leurs camarades russes, tchèques, yougoslaves et, notamment, espagnols, une lutte armée victorieuse qui aboutit à la libération du camp avant l'arrivée des Américains. Le protagoniste, André, secrétaire auxiliaire (*Hilfsschreiber*) dans le camp comme Daix et comme lui parti, fin avril, avec le premier convoi de la Croix-Rouge pour informer le gouvernement français de la situation catastrophique des déportés et de l'urgence d'une aide rapide, apprend le déroulement des événements à son retour à Mauthausen, quelques jours après la Libération, de la bouche des camarades espagnols de la *Schreibstube* (secrétariat du camp). Ceux-ci lui parlent de l'effort des déportés politiques de former des groupes armés, d'évincer les *kapos verts* (criminels) et de maintenir l'ordre. L'arrivée des Américains, à un moment où les *politiques* sont en train de s'imposer, ne suscite aucun enthousiasme : « Et puis, un soir, trois tanks américains étaient arrivés. Les SS avaient fui aussitôt. Les groupes de protection avaient immédiatement raflé armes et munitions

25. Albert Morillon, 34 577, Rochefort-sur-Mer, Imprimerie Lafayette, 1984, p. 155, voir aussi Jean Courcier, *Moi, Jean Courcier, op. cit.*, p. 91.

26. Georges Marcou, *Souvenirs de mon vécu...*, *op. cit.*, p. 161.

27. Bernard Cognet, *Mémoires de révoltes et d'espérance*, Saint-Jean-de-Bray, Imprimerie nouvelle, 1997, p. 166. Ajoutons le cas curieux de Chanel, médecin-prisonnier, qui passe directement du dépérissement des derniers jours à l'hôtel Lutétia. Voir Raymond Chanel, *Un médecin en enfer*, Paris, Librairie académique Perrin, 1970, pp. 282-289.

28. Pour une analyse plus détaillée du roman, voir Peter Kuon, *L'Écriture des revenants, op. cit.*, pp. 256-267.

29. Pierre Daix, *La Dernière Forteresse, op. cit.*, p. 69.

et les politiques avaient pris le commandement du camp. Les Américains étaient repartis. »³⁰

Michel de Boüard, en 1954, adopte la même attitude distanciée :

« Le 5 mai, vers midi, une voiture blindée américaine arrivait devant la grande porte du camp ; le *Schupos* se dispersaient. Mais peu après, le half-track recevait l'ordre de quitter Mauthausen et de pousser plus loin sa reconnaissance.

Les *Häftlinge* se trouvèrent alors livrés à eux-mêmes. Le Comité international de Résistance, aussitôt, prit ouvertement en mains la direction du KLM [...]. »³¹

Cette façon de présenter l'événement, en omettant l'accueil qu'ont trouvé les libérateurs, minimise son importance. Elle souligne, en revanche, la fuite des corps de garde et la prise de pouvoir du comité de libération.

Nous verrons plus loin que ces accentuations, loin d'être redevables à

la divergence inévitable des mémoires individuelles, dépendent d'une stratégie narrative qui vise à construire une mémoire collective *officielle*. Retenons, pour le moment, que cette image tendancieuse est produite par deux déportés qui n'ont pas vécu les derniers jours du camp de Mauthausen : Pierre Daix et Michel de Boüard. Certes, *La Dernière Forteresse* n'est qu'un roman, mais un roman qui connut un « succès fulgurant »³² et dont il ne faudrait pas sous-estimer l'impact sur le public. Non moins influent sera « Mauthausen » de Michel de Boüard, premier article historiographique sur le camp qui fit autorité dans les décennies suivantes³³. On ne s'étonnera pas que l'image – non seulement celle du 5 mai 1945, mais aussi celle de la libération du camp central de Mauthausen dans son ensemble – que forgent les deux auteurs au début des années cinquante, sera reprise au fil des années tant par des survivants évacués par la Croix-Rouge³⁴ que par d'autres, libérés dans le camp³⁵.

30. *Ibid.*, pp. 401-402.

31. Michel de Boüard, « Mauthausen », *art. cit.*, p. 77.

32. Pierre Daix, *Tout mon temps. Révisions de ma mémoire*, Paris, Fayard, 2001, p. 307.

33. En employant fréquemment la première personne du pluriel, l'auteur laisse à entendre qu'il a vécu les événements dont il parle, bien qu'il ait été rapatrié, comme Daix, par la Croix-Rouge. Sa reconstruction de la libération, entre le 21 avril et le 7 mai, est la seule partie de son article qui n'indique pas de sources.

34. Parmi les auteurs évacués, Pierre Daix [*Bréviaire de Mauthausen, op. cit.*, pp. 95-101] reprend, en 2005, l'article de Michel de Boüard, alors que Georges Séguy [*Résister. De Mauthausen à Mai 68, op. cit.*, pp. 106-107], plus prudent, se limite à évoquer la prise en main du camp, le 5, par le comité international. Guédon, Loustaunau-Lacau et Malavoy s'abstiennent de raconter des événements qu'ils n'ont pas vécus. Marcel Beauclair, lui, clôt son témoignage [*Les Fugitifs de l'enfer*, Paris, La Pensée universelle, 1972] par un récit d'évasion, inventé de toutes pièces.

35. Voir notamment Buton, Chanut, Courcier, Dutertre, Kouyoumdjian et Morillon sur lesquels nous reviendrons.

CONSTRUCTION ET DÉCONSTRUCTION D'UN RÉCIT MYTHIQUE

Le tableau d'une prise de pouvoir du comité international, qui n'avait pas besoin du secours des Alliés pour établir un nouvel ordre, ne saurait être brossé qu'au prix d'une certaine idéalisation de la réalité. Il s'agit de supprimer ou de minimiser les événements qui pourraient gêner le récit héroïque de la libération et de donner du poids à ceux qui pourraient l'appuyer.

Le saccage des dépôts de vivres

Le départ de la patrouille américaine, dans l'après-midi du 5 mai, et la disparition ou le désarmement des corps de garde viennois se traduisent, selon les uns, en une prise en main de la situation par le comité international (et l'émergence un comité français, composé, certes, de communistes, mais aussi du père Jacques³⁶, figure de proue de la résistance catholique) et, selon les autres, en une « pagaille incroyable »³⁷. Louis Buton se souvient que, une fois les portes ouvertes pour laisser entrer la voiture blindée américaine, « ce fut la ruée vers l'extérieur » : « Des affamés se jetèrent sur les cuisines SS : ce fut une bousculade sans nom, chacun voulant avoir sa part de pitance ; en un clin d'œil, tout

fut dévoré, saccagé, pillé dans cette partie du camp. »³⁸

La description d'Albert Morillon est particulièrement expressive :

« "Dévalée" fantastique et effrayante (par-dessus des milliers de cadavres qui jonchent le sol) de plus de quarante-huit mille cadavres ambulants vers ce qui reste des cuisines. Pillage instantané des magasins ! Les sacs de patates, de maïs, aliments de toutes sortes, tout ce que l'administration et la discipline hitlérienne ont rassemblé, numéroté, comptabilisé, est crevé, éparpillé par cette avalanche d'affamés ! »³⁹

L'auteur ne se contente pas de décrire les magasins dévastés, il raconte également, non sans complaisance, sa participation au pillage dans les environs du camp. C'est la loi du plus fort, c'est le désir de vengeance, sous le couvert d'une action altruiste :

« Encouragés, nous escaladons, au petit matin les camions abandonnés un peu partout et filons en expédition sur le village ; nous dévalisons les épiceries, les magasins sans vergogne ; mais, au retour, nous sommes pris en embuscade par des SS dissimulés et les morts jonchent à nouveau la route !...

L'après-midi, mieux organisés, nous raflons, dans la campagne environnante, cochons, vaches, moutons apeurés qui vont permettre de donner enfin à manger aux quarante-huit mille crevards du Camp ! »⁴⁰

Il est évident que ces scènes de violence et de destruction ne sont guère compatibles avec l'image édulcorée de l'action du Comité international. C'est par une entorse à peine perceptible à la chronologie des événements que Pierre Daix sauve son panégyrique. « Des milliers d'affamés », écrit-il dans *La Dernière Forteresse*, « s'étaient lancés à l'assaut des cuisines, s'entretenant près des marmites de soupe géantes, se battant à mort dans les magasins, se suicidant d'indigestion. Ça avait été épouvantable. »⁴¹ Dans son récit, ces scènes se déroulent non pas au moment de l'arrivée de la patrouille américaine aussitôt repartie, mais après la prise en possession du camp par les troupes américaines sous le commandement du lieutenant-colonel Seibel. En datant le pillage au 6 mai (au lieu du 5), Daix en rend responsables les Américains. En 2005, dans son *Bréviaire de Mauthausen*, l'auteur choisit la stratégie d'une négation du saccage, en renvoyant à l'efficacité des groupes armés sous le commandement du comité international : « Ils assurent l'ordre dans le camp pour

empêcher la sortie d'éléments incontrôlés et les débordements des squettes des quarantaines, protéger de leurs pillages les cuisines et les trop rares dépôts de vivres. »⁴²

Le cas de Daix montre bien que les scènes de saccage, en fin de compte auto-destructrices, puisqu'elles détruisent les ressources du ravitaillement des détenus enfin libérés, dérangent tout récit qui cherche à mythifier l'action du comité international. Émile Valley est sans doute plus proche de la réalité : « À l'arrivée des premiers tanks américains, notre appareil militaire entre immédiatement en fonction et veut assurer l'ordre du camp, mais les déportés sont tellement affamés que nous sommes débordés ; ils se ruent sur la cuisine SS, se battent... »⁴³

Le lynchage des kapos

La seconde explosion de violence se dirigea contre les oppresseurs. Dans *La Dernière Forteresse*, André, le protagoniste, apprend que, entre le départ de la patrouille américaine et l'arrivée de l'armée américaine, il y a eu une nuit, « bien employée », celle des « règlements de compte »⁴⁴. On ne trouve trace de scènes de lynchage ni dans le premier rapport, publié en 1946, par Émile Valley, président du comité national français à la libération du camp, ni dans l'article historiographique de

36. Voir aussi Pierre Serge Choumoff, *Les Assassinats nationaux-socialistes par gaz*, op. cit., p. 19.

37. Georges Marcou, *Souvenirs de mon vécu...*, op. cit., p. 162.

38. Louis Buton, *Un Vendéen résistant et déporté*, op. cit., p. 192 ; voir aussi Henry Denis, *Le Cahier vert d'Henry Denis*, op. cit., p. 73, et Georges Marcou, *Souvenirs de mon vécu...*, op. cit., p. 163.

39. Albert Morillon, 34 577, op. cit., p. 155.

40. Ibid., p. 158.

41. Pierre Daix, *La Dernière Forteresse*, op. cit., p. 402.

42. Pierre Daix, *Bréviaire de Mauthausen*, op. cit., p. 97.

43. Émile Valley, « Il y a un an », art. cit., p. 2. C'est nous qui soulignons.

44. Pierre Daix, *La Dernière Forteresse*, op. cit., p. 402.

Michel de Boüard, paru en 1954. En revanche, Henry Denis admet du bout des lèvres qu'il y a eu « quelques règlements de compte, avec justice sommaire »⁴⁵. Georges Marcou affirme avoir vécu « ces jours de libération du Camp dans une pagaille incroyable, avec une recrudescence de cadavres jonchant le sol, où s'entremêlaient déportés et bourreaux massacrés »⁴⁶. Georges Kouyoumdjian mentionne le massacre de « quelques Kapos qui n'avaient pas réussi à fuir [...], quelques SS aussi »⁴⁷ et, après la prise de contrôle du camp par les Américains, l'interdiction stricte de « lyncher les Kapos faits prisonniers »⁴⁸. Seul Albert Morillon, encore lui, s'abandonne à une description détaillée – entre fascination morbide et répugnance affichée – de la chasse aux *kapos* :

« Une véritable course à la Mort s'organise sans organisation ! Dans l'immensité de ce Camp, c'est la cavalcade sur les chefs de block, les kapos, les stubendiensten, tous les salopards responsables des milliers de camarades qui ont trouvé la mort ici et ailleurs ! Popei se trouve parmi les premiers agrippés ; il hurle de peur ! Les Russes se chargent de l'étriper !

Partout, de nouveaux corps, encore resplendissants de santé, jonchent à nouveau les cours ! intestins en bouillies ! yeux arrachés ! gueules

écrasées. Ça court, ça cavale dans tout le camp, dans les baraques ! Chacun détaille prudemment devant l'effroyable colère des Rouskis qui, eux, ont perdu quelque trente-deux mille de leurs compatriotes inscrits, mais plus de cent mille autrement ! Le sang gicle de partout ; ça empuante la chaude odeur des abattoirs ! C'est ignoble "la VENGEANCE" [sic !] !

Nous, Français, fortement regroupés, nous répugnons à ces holocaustes ! »⁴⁹

Encore une fois, on a l'impression que le lynchage, qui pourtant était une réalité (sinon l'interdiction des Américains n'aurait pas eu de sens), n'est pas trop exhibé, parce qu'il jette une ombre sur la libération. Même Morillon, qui n'hésite pas à s'arrêter sur les détails les plus repoussants, prend soin de préciser que les Français étaient étrangers à ces excès.

Le combat contre les SS

Alors que la plupart de nos auteurs ont tendance à minimiser ou à supprimer les scènes du saccage et du lynchage, certains mettent en évidence un autre épisode – héroïque – de la libération du camp central : le combat contre les SS. Émile Valley évoque « l'angoisse »⁵⁰ des détenus,

dans la nuit du 5 au 6 mai, devant la menace d'une attaque des SS certes en fuite mais qu'on soupçonnait de vouloir reprendre le camp de force. On peut se demander si cette menace fut bien réelle. Si les uns, Morillon, en 1984, et Chanut, en 2008⁵¹, appuient le témoignage de Valley, d'autres, Denis, en 1989, et Marcou, en 2010, ne se souviennent pas d'avoir craint « une réaction des SS »⁵² qui s'étaient retirés « sur le Danube, à proximité du pont de chemin de fer qui mène à la gare de Mauthausen, afin probablement de disparaître plus aisément »⁵³. Pourtant, l'essentiel est que le comité international s'attendait à une contre-attaque et forma, dès le départ de la patrouille américaine, des groupes armés pour défendre le camp et battre la campagne à la recherche de SS en fuite. Au cours de ces opérations, il y eut, dans la nuit du 5 au 6, une escarmouche :

« Dans la nuit, il y eut un commencement d'attaque des SS, mais grâce à l'organisation militaire sous le commandement d'un major russe et d'un colonel espagnol, les 18 000 internés ont été sauvés, nous n'avons eu à déplorer qu'un mort espagnol et douze blessés ; je veux signaler ici l'attitude courageuse de nos camarades espagnols ; grâce à eux, nous avons pu nous emparer des armes et ils ont été

avec nos camarades soviétiques les éléments moteurs de notre organisation militaire. »⁵⁴

Sous la plume de Pierre Daix, le « commencement d'attaque » qu'évoque Émile Valley se transforme, dans *La Dernière Forteresse*, en une véritable bataille : « Au soir, les SS s'étaient ressaisis. Ils avaient fait un Kommando avec des lance-flammes et des mitrailleuses pour reprendre le camp. Les copains avaient dû se battre toute la nuit pour les empêcher de passer. »⁵⁵ À son tour, Michel de Boüard, qui – rappelons-le – n'était pas non plus présent sur les lieux, va jusqu'à attribuer l'initiative du combat aux groupes armés :

« Il s'agissait avant tout de repérer les formations de SS demeurées dans la région et de prévenir leur retour offensif. L'unité SS qui défendait, près du village de Mauthausen, le pont de chemin de fer sur le Danube, fut attaquée par les *Häftlinge*. Ceux-ci subirent, au cours de l'opération, des pertes, parmi lesquelles celle de Badia, l'un des plus actifs des résistants espagnols. »⁵⁶

On peut se demander pourquoi deux survivants, impliqués dans l'action du comité clandestin, mais évacués avant la libération du camp, ont ressenti le besoin, au début des années 1950, de

45. Henry Denis, *Le Cahier vert d'Henry Denis*, op. cit., p. 74.

46. Georges Marcou, *Souvenirs de mon vécu...*, op. cit., p. 162.

47. Pierre Georges Henry Kouyoumdjian, *Survivant de Mauthausen*, Paris, Belledonne, 1996, p. 190.

48. *Ibid.*, p. 188.

49. Albert Morillon, 34 577, op. cit., pp. 158-159.

50. Émile Valley, « Il y a un an », art. cit., p. 2.

51. Albert Morillon, 34 577, op. cit., p. 158, et Robert Chanut, *Parcours d'un déporté*, op. cit., p. 55.

52. Henry Denis, *Le Cahier vert d'Henry Denis*, op. cit., p. 72.

53. Georges Marcou, *Souvenirs de mon vécu...*, op. cit., p. 160.

54. Émile Valley, « Il y a un an », art. cit., p. 2.

55. Pierre Daix, *La Dernière Forteresse*, op. cit., pp. 401-402.

56. Michel de Boüard, « Mauthausen », art. cit., p. 77, repris par Jean Courcier, *Moi, Jean Courcier*, op. cit., p. 92.

renchérir sur le récit d'Émile Valley⁵⁷. Voulait-ils racheter des années d'impuissance devant les SS par un récit qui mettaient les détenus sur un pied d'égalité avec les résistants combattants qui avaient libéré Paris et la France ? Le combat contre les SS serait alors la pierre angulaire d'un récit héroïque qui intègre les déportés dans le grand mythe de la Résistance. Georges Marcou, en 2010, s'attaque indirectement à cette image d'une auto-libération, quand il parle d'une « expédition punitive », complètement inutile, d'une « quarantaine de déportés essentiellement Espagnols, armés de fusils de pacotille et de quelques gourdins » et regrette que le comité français n'ait pas pu expliquer aux Espagnols « que l'heure n'était pas à la vengeance personnelle ».⁵⁸

Le comportement des Américains

La mise en relief de l'action du comité international va de pair avec la critique de l'inefficacité des Américains. L'exclamation « Hélas »⁵⁹ d'Émile Valley, après avoir évoqué l'accueil enthousiaste des libérateurs, donne le ton. Elle exprime la déception tout à fait compréhensible

que les Américains, complètement dépassés, n'arrivaient pas à gérer une situation à laquelle ils ne s'attendaient pas et qui se présentait comme une véritable catastrophe humanitaire, avec des centaines de cadavres empilés et des milliers de moribonds, de malades et d'affamés livrés à eux-mêmes. Henry Denis et Louis Buton, qui se trouvaient dans la foule des malades, se plaignent, des années plus tard, que le « ravitaillement laissait beaucoup à désirer »⁶⁰ et que, au fond, l'« arrivée des Américains n'entraînait aucune amélioration sanitaire ni alimentaire »⁶¹. La critique de Valley se réfère, cependant, moins à l'inefficacité de l'aide matérielle qu'à la décision de fermer le camp, ce qui empêchait les groupes armés, formés par le comité international, « d'aller réquisitionner la viande fraîche [...] qui aurait sans doute sauvé bon nombre d'entre nous »⁶². En légitimant la nécessité des groupes armés, même si l'argument n'est pas convainquant, Valley réagit à leur dissolution par ordre des Américains. La fermeture du camp s'accompagne, en effet, du désarmement des survivants. Dans la logique des Américains, cette décision s'imposa :

« Lorsque le camp fut découvert, pour la première fois, les internés armés furent désarmés et, comme ils essayaient de piller, de voler, ne faisaient aucune attention aux règles d'hygiène et s'emparaient de tout ce qui leur tombait sous la main, précieux ou non, il fut nécessaire de recourir à une discipline plutôt énergique, qui fut progressivement relâchée quand les internés firent preuve de plus de responsabilité sociale. »⁶³

En même temps, ces mesures draconiennes désavouent les efforts qu'avait déployés le comité international pour prendre en main la situation après le départ des SS. Michel de Boüard a sans doute raison quand il écrit que le « lieutenant-colonel Seibel et ses hommes semblent ne pas avoir équitablement jugé – au premier abord, du moins – les hommes qu'ils prenaient en charge ».⁶⁴ Le refus initial de prendre au sérieux le comité international explique pourquoi le désarmement des combattants et la fermeture du camp sont vus d'un mauvais œil par Morillon, Denis,

Kouyoumdjian, Courcier, Marcou et Chanut⁶⁵. Ce dernier déclare : « Notre surprise fut douloureuse en constatant que nous étions à nouveau prisonniers, des alliés en plus ! » Un seul parmi les survivants de Mauthausen, Jean Gavard, exprime sa gratitude pour avoir été soigné par des médecins et des infirmiers américains⁶⁶.

Pierre Daix occupe de nouveau une place à part. Sans avoir vécu la situation, il attribue, en 1950, au désarmement des combattants toute la « pagaille » qui régnait dans le camp et faisait « crever » les camarades « par centaines »⁶⁷.

HÉROS OU VICTIMES ?

La libération met donc un point final au récit concentrationnaire. Pour les survivants, qu'ils écrivent immédiatement après la guerre ou quelques décennies plus tard, l'événement s'est transformé en souvenir qu'il faut exhumer pour en donner une représentation. Représentation individuelle, certes, qui cherche à restituer au je concentrationnaire son identité.

57. Michel Fabréguet, au bout de sa reconstruction minutieuse du rôle joué par la résistance clandestine dans les derniers jours de Mauthausen, en vient à la conclusion que le récit d'une lutte armée, dans la nuit du 5 au 6 mai, contre les unités SS du *Hauptsturmführer* Bachmayer ne saurait être étayée par les faits. Voir Michel Fabréguet, *Mauthausen*, op. cit., p. 611-615.

58. Georges Marcou, *Souvenirs de mon vécu...*, op. cit., pp. 164-165.

59. Émile Valley, « Il y a un an », art. cit., p. 2.

60. Louis Buton, *Un Vendéen résistant et déporté*, op. cit., p. 193.

61. Henry Denis, *Le Cahier vert d'Henry Denis*, op. cit., p. 74.

62. Émile Valley, « Il y a un an », art. cit., p. 2.

63. Rapport américain du 7 juin 1945 (Arolsen, O.C.C. : 15/125/f), cité par Michel de Boüard, « Mauthausen », art. cit., p. 78, n. 2.

64. Michel de Boüard, « Mauthausen », art. cit., p. 78.

65. Voir Albert Morillon, 34 577, op. cit., p. 160, Henry Denis, *Le cahier vert d'Henry Denis*, op. cit., p. 74 ; Pierre Georges Henry Kouyoumdjian, *Survivant de Mauthausen*, op. cit., p. 192 ; Jean Courcier, *Moi, Jean Courcier*, op. cit., p. 94 ; Georges Marcou, *Souvenirs de mon vécu...*, op. cit., p. 165 ; Robert Chanut, *Parcours d'un déporté*, op. cit., p. 61.

66. Voir Jean Gavard, *Une jeunesse confisquée 1940-1945*, op. cit., pp. 88-89. Henri-Jean Dutertre mentionne, sans commentaire, qu'il fut soigné par les Américains. Voir Henri-Jean Dutertre, *Un parcours parmi tant d'autres*, Nantes, OPERA, 1995, p. 277.

67. Pierre Daix, *La Dernière Forteresse*, op. cit., p. 402.

Représentation collective aussi, en ce qu'elle définit le sens de l'événement pour un groupe aux mêmes convictions politiques, religieuses ou idéologiques. Quelles sont alors les motivations des uns et des autres pour présenter la libération comme le triomphe d'une lutte commune ou un désastre de l'humanité, pour se montrer victimes ou héros ?

La libération des Français dans le camp central de Mauthausen a été réalisée en deux, voire en trois étapes : d'abord, fin avril, par l'arrivée des camions de la Croix-Rouge, ensuite, le 5 mai, par l'arrivée d'une patrouille américaine, puis, le lendemain, par l'arrivée des troupes américaines du lieutenant-colonel Seibel. L'évacuation des détenus relativement bien portants avait démantelé le réseau des Français qui apportaient leur soutien au comité international clandestin. La plupart des survivants français restés dans le camp étaient trop faibles ou trop malades pour jouer un rôle actif au moment de la libération. À l'exception de Choumoff, qui participa à l'arrachement de l'aigle de bronze sur le portail du camp, de Morillon, qui devint commandant d'un groupe armé, de Chanel, qui continua son travail de médecin (mais n'en parle pas dans son témoignage) et, bien évidemment, de Valley, ils sont à l'écart des activités du comité international et vivent l'angoisse d'une attaque des SS, le soulagement de l'arrivée des Américains, les scènes de saccage et de lynchage, les maladresses des libérateurs qui tardent à apporter une aide efficace.

En bref, les Français libérés le 5 mai 1945 à Mauthausen n'ont pas une histoire bien glorieuse à raconter. Même Valley, leur chef de file, admet le rôle plutôt modeste joué par les Français, tout en mettant en lumière le courage des camarades espagnols et soviétiques. On peut donc s'étonner que quelques-uns parmi les Français évacués par la Croix-Rouge proposent d'autres versions, plus *satisfaisantes*, d'une libération qu'ils n'ont pas vécue mais dont ils façonnent une image idéale. C'est ainsi que Marcel Beauclaire élude son retour au camp central et son rapatriement par la Croix-Rouge pour substituer à une réalité, jugée trop banale, une évacuation du camp de Wiener-Neustadt qui, d'aventure en aventure, amènera son *alter ego*, Jacques Robert (le nom de guerre de l'auteur), à rejoindre les partisans titistes. Beauclaire remplit un vide au niveau du vécu, le vide d'une libération qui ne correspondait nullement à ses attentes, par un récit qui construit le mythe personnel d'une libération qu'il aurait voulu vivre, une libération pleine de sens. Le même souci de faire sens anime Pierre Daix et Michel de Boüard dans leurs tentatives bien plus ambitieuses d'élaborer un récit mythique à visée collective. Malgré les différences entre narration fictionnelle et narration historiographique, *La Dernière Forteresse* et « Mauthausen » proposent, *grosso modo*, le même récit : avant l'arrivée des troupes américaines, le comité international aurait pris le pouvoir, en désarmant les corps de garde, en formant des groupes armés, en

combattant victorieusement les SS et en assurant l'ordre dans le camp, jusqu'au moment où les Américains désarment les détenus, sans être eux-mêmes capables de gérer la situation. Cette version des événements requiert, ce qui est caractéristique d'une construction fortement idéologique, la suppression ou l'adaptation de tous les éléments qui pourraient l'ébranler : l'accueil enthousiaste des Américains, le saccage des dépôts de vivres, le maraudage dans les environs du camp, le lynchage des kapos. Le but de l'opération est de produire une histoire héroïque de la libération qui valorise les détenus comme combattants.

Le fait qu'en 2005, à cinquante ans de la libération, Pierre Daix, dans son *Bréviaire de Mauthausen*, revienne à sa version de la libération⁶⁸, en se réclamant de l'autorité de Michel de Boüard et du républicain espagnol Manuel

Razola⁶⁹ prouve qu'elle se veut mythe collectif (et non pas seulement individuel). En effet, si nous étendions notre analyse aux témoignages des survivants espagnols, nous pourrions voir que leur représentation de la libération du camp central de Mauthausen s'appuie normalement – et à plus forte raison que chez les Français – sur le modèle de l'auto-libération. Si, en revanche, nous nous tournions du côté des Italiens, mais ce sera l'objet d'une autre étude, nous pourrions observer que le nombre de survivants qui admettent leur extrême faiblesse au moment de la libération et renoncent à combler le vide du vécu par un récit identitaire, est étonnamment élevé.

Dire l'impuissance du *je*, comme le fait Jean Gavard dans notre citation initiale, est sans doute plus difficile que de raconter l'action solidaire d'un collectif.

68. Pierre Daix, *Bréviaire de Mauthausen*, op. cit., pp. 98-100.

69. Voir Manuel Razola et Mariano Constante, *Triangle bleu. Les républicains à Mauthausen 1940-1945*, préface de Pierre Daix, Paris, NRF Gallimard, 1969, pp. 160-171.

EJ Entre angoisse et espoir. Expériences de survivants de l'évacuation du camp annexe de Melk*

Alexander PRENNINGER - Historien, chargé de cours à l'université de Salzbourg.

Résumé : Le rôle de Mauthausen comme camp d'évacuation ainsi que la dissolution des camps annexes n'ont, à ce jour, guère fait l'objet de travaux de recherches. Pour les détenus, l'évacuation du camp annexe de Melk était la dernière étape d'une série de convois depuis le début de leur déportation. Elle était associée à l'angoisse de se faire tuer dans les derniers jours et à l'espoir de la libération proche. Les expériences des survivants sont cependant extrêmement diverses selon les méthodes adoptées pour procéder à ces évacuations. L'étude entreprise ici se fonde sur l'exploitation de témoignages d'histoire orale du « Mauthausen Survivors Documentation Project » (MSDP).

Mots-clés : camp de concentration, déportation, libération, marche de la mort, histoire orale.

Les défaites militaires de la Wehrmacht allemande ainsi que la retraite des troupes à l'est à partir de 1943 – et, à partir de l'été 1944, également à l'ouest – conduisirent à l'évacuation à l'ouest de millions de personnes qui abandonnèrent ces territoires pour une part de leur plein gré, mais pour la plupart contraintes et forcées. À côté des collaborateurs en uniforme et en civil, qui se joignaient aux colonnes par peur de la vengeance de l'armée Rouge, étaient également évacués au cœur du Reich des travailleurs forcés, des prisonniers de guerre, des détenus et des détenus concentrationnaires. C'est le cadre extérieur dans lequel se déroula la dissolution de l'univers concentrationnaire qui connut en même temps son extension maximale. À partir de février 1944 les premiers camps annexes estoniens furent évacués. Au printemps et à l'été 1944, ce fut alors la dissolution des camps de Maidanek et de Plaszow et 65 000 détenus furent déplacés du complexe concentrationnaire d'Auschwitz au cœur du Reich. L'avance des troupes occidentales conduisit en septembre à la dissolution du camp de Natzweiler, situé à l'ouest du Rhin. De fin janvier à mi-février, les grands complexes concentrationnaires d'Auschwitz et de Groß-Rosen furent évacués. À partir

* Traduit de l'allemand par Gilles Fabréguet.

de mars 1945, un nombre toujours plus important de camps se trouvait à proximité du front et fut évacué¹. Des centaines de milliers de détenus furent transportés sans interruption dans les territoires du Reich allemand que les Alliés n'avaient pas encore conquis. Lors des dernières semaines de guerre, les centres d'accueil se concentraient surtout au nord de l'Allemagne ainsi qu'en Autriche et dans le sud de la Bavière.

Pourquoi et dans quel but ces convois d'évacuation furent-ils organisés ? Ces questions ont soulevé depuis quelques décennies une vive controverse parmi les contemporanéistes. Il s'agissait essentiellement de se demander si l'évacuation des détenus concentrationnaires servait tout d'abord à soustraire à l'emprise des Alliés des détenus témoins de crimes de masse commis par les nazis, ensuite à couvrir les besoins élevés en travailleurs esclaves ou bien encore de savoir si la destruction finale de tous les détenus devait être le but².

Les nombreux massacres et crimes commis au cours de l'évacuation sont

à replacer dans le cadre « des crimes de la phase ultime » du « III^e Reich », lorsque la terreur des nazis et de leurs collaborateurs atteignit son apogée³. Dans quelques cas – ainsi en Lettonie –, tous les détenus ont été assassinés lors de la retraite ; dans la plupart des situations une partie seulement a été assassinée. Il s'agissait alors le plus souvent de personnes malades et faibles qui n'étaient plus transportables. Dans d'autres camps comme Auschwitz, les détenus qui n'étaient plus capables de marcher ont été laissés sur place. Dans la mesure où de semblables évacuations furent souvent décidées juste au moment où les territoires se trouvaient au plus près des lignes de front, l'organisation des convois d'évacuation se déroula souvent dans une confusion indescriptible dont de nombreux détenus furent les victimes. Précisé-ment lors des évacuations des camps à l'est, ces convois prirent souvent la forme d'une fuite éperdue pendant laquelle les groupes de gardes faisaient avancer les détenus affaiblis à un rythme infernal vers l'ouest, pour

échapper à une capture par l'armée Rouge. Les détenus qui ne pouvaient pas suivre ce rythme furent abattus le plus souvent. L'extrême dureté des conditions climatiques en janvier et en février 1945 fut également la cause de nombreux décès.

Pour qualifier ces convois d'évacuation, les survivants ont créé après 1945 le concept de « marches de la mort ». Le concept de « marches de la mort », même dans son sens le plus large, où l'on désigne non seulement des marches forcées, mais tout autant des convois en train ou par bateau ainsi que des convois en camions ou en voitures à cheval, contient toujours cependant une affirmation qualitative sur les circonstances particulières à ces convois. Avec le concept « évacuation », on évite en revanche une semblable qualification générale de tous les convois de « marches de la mort ». Au lieu de cela on permet une différenciation qui montre que seuls certains convois d'évacuation se sont transformés en marches de la mort avec un nombre élevé de victimes, alors que d'autres convois n'ont, en

revanche, fait que peu ou pas de victimes⁴. Sur les 860 survivants dont les témoignages ont été recueillis en 2002 et 2003 dans le « Mauthausen Survivors Documentation Project » (MSDP), 29% environ ont indiqué avoir vécu une marche de la mort. En revanche, le double, à savoir 58 %, ont vécu un convoi d'évacuation. Cet écart important s'explique par le sens restreint donné aux marches de la mort associées par la plus grande partie des survivants aux marches à pied épuisantes qui duraient des jours, sinon des semaines et qui faisaient de nombreuses victimes. Par contre, en cas d'évacuation organisée en train, en bateau ou dans d'autres véhicules, les survivants n'ont que rarement indiqué avoir été sur une marche de la mort⁵. De plus, le concept évacuation renvoie dans son usage militaire au rapport étroit entre les opérations de guerre et l'évacuation des camps de concentration.

Les différentes expériences des survivants lors de l'évacuation des camps de concentration vont faire l'objet de ce travail de recherche à

1. Karin Orth nous donne un résumé des différentes phases des évacuations des KZ dans son ouvrage, *Das System der nationalsozialistischen Konzentrationslager. Eine politische Organisationsgeschichte*, Hambourg, Hamburger Edition, 1999, p. 270-336. Une vue d'ensemble est donnée par l'ouvrage de Daniel Blatman, *Les Marches de la mort*, Paris, Fayard, 2009. Pour la définition, voir Joshua Castellino, « Death March », in Dinah L. Shelton (éd.), *Encyclopedia of Genocide and Crimes against Humanity*, vol. 2, Londres, Mac Millan Reference, 2005, pp. 226-229, ici p. 226.

2. Sur ce débat, voir Yehuda Bauer, « The Death Marches, January-May 1945 » dans l'ouvrage *Modern Judaism 3.1. (1983)*, pp. 1-21 ; Daniel J. Goldhagen, *Hitler's Willing Executioners. Ordinary Germans and the Holocaust*, New York, Knopf, 1996 ; ainsi que Blatman, *Les Marches de la mort*, op. cit.

3. Sur les crimes de la phase ultime, voir l'ouvrage édité par Cord Arendes, *Terror nach innen. Verbrechen am Ende des Zweiten Weltkrieges*, Göttingen, Wallstein, 2006 (Dachauer Symposien zur Zeitgeschichte, 6) ; Ian Kershaw, *The End. Hitler's Germany, 1944-45*, Londres, Allan Lane, 2011.

4. Voir à ce sujet Marc Masurovsky, « Visualizing the Evacuations from the Auschwitz-Birkenau Camp System : When does an Evacuation Turn into a Death March ? » in Jean-Luc Blondel et al. (éds), *Freilegungen. Auf den Spuren der Todesmärsche*, Göttingen, Wallstein, 2012 (Jahrbuch des International Tracing Service, 1), pp. 108-121.

5. Dans le cadre du « Mauthausen Survivors Documentation Project » (MSDP), environ 860 survivants du camp de concentration de Mauthausen ont fourni des témoignages dans de nombreux pays européens, en Israël, en Amérique du Nord et du Sud : 84 d'entre eux étaient au camp annexe de Melk. Ces témoignages ont été exploités avec le projet international « Mauthausen Survivors Research Project » (MSRP). La publication des résultats de cette recherche est en préparation sous le titre *Europa in Mauthausen. Die Geschichte der Überlebenden eines nationalsozialistischen Konzentrationslagers*, édité par Gerhard Botz, Alexander Prenninger, Regina Fritz et Heinrich Berger.

l'exemple du camp annexe de Melk, évacué en avril 1945 en plusieurs convois. L'évacuation se déroula grâce à plusieurs moyens de transport : en partie en train et en partie par bateau ou à pied. Les différences se manifestent non seulement dans les nombres de détenus tués et évadés communiqués à la Kommandantur du camp par les responsables des convois, mais bien davantage dans les rapports nettement différents des souvenirs des survivants.

MAUTHAUSEN ET MELK, CAMPS D'ÉVACUATION

Environ 85 000 détenus – parmi lesquels on comptait 5 000 femmes – se trouvaient au moment de la libération dans les camps encore en activité du complexe concentrationnaire de Mauthausen. La plupart étaient arrivés à Mauthausen seulement au cours de l'évacuation d'autres camps et avaient été répartis pour la plupart dans des camps annexes. Les conditions de vie dans les camps de Mauthausen devinrent vraiment dramatiques pour les détenus en raison de la croissance rapide de leur population et de la détérioration radicale de la situation d'approvisionnement. La moitié de tous les décès du camp de Mauthausen survint la dernière année de son existence.

La situation géographique du camp de concentration de Mauthausen, très éloigné des fronts, lui a valu un rôle

central de lieu d'arrivée des convois d'évacuation. Dans le cadre des « projets de transfert », c'est-à-dire du transfert sous terre de l'industrie d'armement en Autriche orientale, à l'abri des attaques aériennes, se développa une demande extrêmement importante de main-d'œuvre, couverte en grande partie par les détenus évacués d'autres camps de concentration. À partir de l'automne 1943, de grandes galeries souterraines furent aménagées à Ebensee, Gusen et Melk. On leur associa des camps annexes propres. À Melk, à partir d'avril 1944, on construisit sous le nom de code de Quarz une galerie souterraine pour y installer des usines de roulements à bille et de moteurs d'avion ainsi que des parties d'une usine de chars, les « Nibelungenwerke »⁶. Au total, environ 14 400 détenus furent acheminés à Melk, où au moins 4 800 perdirent la vie. Ainsi, Melk était un des plus grands camps annexes du complexe concentrationnaire de Mauthausen. La majeure partie de ces détenus arriva au camp annexe de Melk au cours de convois d'évacuation. Cela comprend avant tout les convois du KZ de Plaszow en août 1944, du KZ de Natzweiler et du camp de regroupement de Pruszkow, à côté de Varsovie, en septembre 1944 ainsi que du camp d'Auschwitz à la fin de janvier 1945. Par extension, peuvent y être aussi comptés les convois composés avant tout de détenus juifs et polonais, transportés en mai et en

6. Pour le camp annexe de Melk, voir surtout l'ouvrage de Bertrand Perz, *Das Projekt « Quarz ». Der Bau einer unterirdischen Fabrik durch Häftlinge des KZ Melk für die Steyr-Daimler-Puch AG 1944-1945*, Innsbruck, Vienne, Bozen, Studienverlag, 2014.

juin au cours de la première phase d'évacuation du camp d'Auschwitz au camp de Mauthausen. Beaucoup de ces détenus furent acheminés au camp de Melk⁷. Les déportations de Français depuis le camp de regroupement de Compiègne en direction de Mauthausen en avril se déroulèrent déjà pendant les préparatifs du débarquement allié à l'ouest. Les mille premiers détenus acheminés au camp de Melk provenaient, pour une grande part, du convoi parti de Compiègne le 6 avril 1944 pour Mauthausen⁸. Après le dernier grand convoi d'évacuation de 2 000 détenus parti d'Auschwitz pour Melk en passant par le camp central de Mauthausen, d'autres projets de transfert de détenus pour Melk ne purent être réalisés en raison de l'avance très rapide de l'armée Rouge. Un ensemble de détenus transportés de cette façon à Melk avait vécu non pas un mais plusieurs convois d'évacuation. C'est par exemple le cas de détenus évacués en août et septembre de Maidanek ou Plaszow et acheminés de là en janvier 1945 à Mauthausen.

L'ÉVACUATION DE MELK

Après la prise de Budapest, l'armée Rouge commença, le 16 mars 1945, ses offensives sur Bratislava et sur

Vienne. La rapidité de l'avance des troupes soviétiques en peu de temps provoqua la fuite éperdue de dizaines de milliers de personnes à l'ouest⁹. Des survivants du KZ de Mauthausen présents dans les camps annexes à l'est, dont celui de Melk, ne cessent de témoigner qu'ils ont vu des colonnes de soldats et de civils allemands et hongrois se diriger vers l'ouest et que ce spectacle a souvent éveillé l'espoir d'une libération imminente. Ces espoirs se sont brisés avec l'ordre d'évacuation. Des projets préalables concernant l'évacuation des camps de concentration annexes dans l'est de l'Autriche avaient déjà fait l'objet de discussions à Noël 1944 entre les hauts responsables de la SS et de la police. Dans la deuxième quinzaine de mars 1945 ont eu lieu plusieurs discussions sur cette question, auxquelles ont participé Heinrich Himmler, les *Gauleiter* des districts concernés et le commandant du camp de Mauthausen, Franz Ziereis. Hormis les détenus concentrationnaires de la région de Vienne, de la Basse-Autriche et de la Styrie, l'ordre d'évacuation donné fin mars concernait également à peu près 15 000 travailleurs forcés juifs et hongrois qui étaient mobilisés sur la construction du « Südostwall », ainsi que des camps de prisonniers

7. Sur la controverse de savoir si le déplacement d'environ 65 000 détenus d'Auschwitz dans des camps de concentration dans l'Altreich est à évaluer comme un convoi d'évacuation, voir Karin Orth, *Das System...*, op. cit., p. 271 ; Andrzej Strzelecki, *Endphase des KZ Auschwitz. Evakuierung, Liquidierung und Befreiung des Lagers*, Oswiecim, Staatliches Museum Auschwitz-Birkenau, 1995, p. 93.

8. Voir Bertrand Perz, *Das Projekt « Quarz »*, op. cit., p. 281.

9. Manfred Rauchensteiner, *Der Krieg in Österreich* 45, Vienne, Der Graph, 1995, p. 121 et ss.

de guerre¹⁰. En l'intervalle de quatre jours, du 30 mars au 2 avril 1945, tous les camps annexes de la région de Vienne furent évacués et on fit avancer la plupart des détenus par des marches forcées jusqu'à Mauthausen. Après que l'armée Rouge avait décidé « l'encerclement de Vienne à l'ouest » et après son avancée le 9 avril en direction de Sankt Pölten, les camps annexes restants du district du Bas-Danube furent évacués. L'évacuation des détenus commença le 6 avril à Amstetten, le 11 avril à Melk et le 20 avril à Sankt Valentin. À côté du camp central de Mauthausen, les détenus furent conduits dans les camps annexes encore en activité du district du Haut-Danube, avant tout à Ebensee et au centre d'accueil de Gunskirchen, installé sommairement, où des détenus furent conduits à marches forcées depuis Mauthausen. Ces camps se transformèrent dans les dernières heures du régime nazi en de véritables mouiroirs en raison de la surpopulation, du manque de nourriture et des conditions sanitaires catastrophiques.

Le premier groupe de détenus à quitter le camp annexe de Melk était composé de 34 détenus norvégiens

et danois qui avaient été conduits à Mauthausen le 12 mars 1945 avant le début de l'évacuation. Des négociations directes entre Heinrich Himmler et le comte Folke Bernadotte, vice-président de la Croix-Rouge suédoise, conduisirent en mars et en avril 1945 à la libération d'environ 20 000 détenus, en grande majorité des non-juifs. Les Scandinaves dans le complexe de Mauthausen furent rassemblés sur la base de cet accord au camp central et amenés par la Croix-Rouge suédoise, en passant par Neuengamme, vers le Danemark et la Suède¹¹. À Melk, début mars, des bruits couraient selon lesquels les détenus scandinaves devaient être libérés. Le survivant norvégien Erling Bauck a rédigé un rapport très détaillé dans ses mémoires sur ces bruits et sur l'incertitude qui régnait alors chez les détenus :

« Mais un jour que nous rentrions affamés et fatigués du travail, Fredrik D. nous attendait dans l'escalier. À le voir on comprenait qu'il avait dû se passer quelque chose de particulier. Il nous prit à part et nous rapporta que le secrétaire du camp avait reçu un avis d'envoyer les Norvégiens, qui se trouvaient à Melk, aussi vite que possible au camp central. Toutes les personnes

qui pouvaient être transportées devaient l'accompagner... Nos yeux se mirent à briller. Une boule nous prit à la gorge. Nous nous sommes regardés. Mais personne n'osait y croire. Nous ne supporterions pas une déception. Elle suffirait à étouffer notre dernier souffle de vie. »¹²

La dissolution du camp annexe de Melk commença début avril 1945. Après l'évacuation, les 1^{er} et 2 avril des camps annexes situés à l'est de la Basse-Autriche et à Vienne, Melk devint le camp annexe situé le plus à l'est du système concentrationnaire de Mauthausen¹³. À cet instant, les travaux de construction s'arrêtèrent au camp de Melk. On procéda alors au transfert de 500 détenus dans le camp annexe d'Amstetten, qui avait à peine été bâti¹⁴. L'évacuation complète du camp fut réalisée par cinq convois entre le 11 et le 15 avril. Le premier convoi quitta Melk le 11 avril 1945 par le train pour le camp central de Mauthausen sous la conduite du *Hauptsturmführer* Klein. Les 1 500 personnes de ce convoi étaient composés d'une part de détenus malades de l'infirmerie du camp

et d'autre part d'enfants et d'adolescents arrivés fin janvier d'Auschwitz à Melk par un convoi. 15 détenus moururent lors de ce premier convoi. Lors du deuxième convoi, 2 402 détenus furent embarqués sur des péniches au port de Melk sur le Danube et amenés à Linz. De là, ils durent se rendre à pied à Ebensee, qu'ils atteignirent seulement le 20 avril. En chemin, 21 d'entre eux perdirent la vie et 16 purent s'enfuir. Le même jour, un convoi de 2 000 détenus partit en train pour atteindre Ebensee le lendemain : dans ce convoi il n'y eut ni morts ni évadés. Deux jours après, un quatrième convoi de 1 444 détenus partit par le train pour Ebensee, où il arriva le 17 avril : 25 détenus s'enfuirent du convoi, aucun décès n'a été signalé¹⁵. Le cinquième et dernier convoi concernait un petit groupe de 55 détenus qui se rendirent à Ebensee en camions ou en voitures à cheval et où ils arrivèrent en totalité¹⁶.

Dans les souvenirs des survivants, ces convois d'évacuation sont souvent associés aux événements les plus traumatisants de toute la durée de leur déportation. Un regard plus

10. Voir à ce sujet le témoignage de Baldur von Schirach à Nuremberg, édité par le International Military Tribunal, *Der Prozess gegen die Hauptkriegsverbrecher vor dem Internationalen Militärgerichtshof*, Nürnberg 1947, vol. 14, p. 484. Le commandant du camp de Wiener-Neudorf, Kurt Schmutzler, fait aussi un rapport au procès de Mauthausen à Dachau. NARA, Mikrofilmpublication M1100, Case N° 000-50-5-2 (US vs. Ernst Walter Dura et al.), Roll 1, Bl. 559-566 : Kurt Schmutzler : témoignage (Schmutzler-Direct), 19.06.1947 ; *Ibid.*, Bl. 778-780 : Kurt Emil Schmutzler : Affidavit (Document N° 42-44, Prosecution Exhibit N° 10) 18.07.1946.

11. Sur la réception critique de « l'Action Bernadotte », voir Oliver von Wrochem et Lars Jockheck (éds), *Skandinavien im Zweiten Weltkrieg und die Rettungsaktion Weiße Busse. Ereignisse und Erinnerung*, Berlin, Metropol, 2012 (Neuengammer Kolloquien, 2).

12. Erling Bauck, *Du skal leve*, Oslo, Aschehoug, 1979, p. 218 et ss. Citations in Bertrand Perz, *Das Projekt « Quarz »*, op. cit., p. 520.

13. Je suis ici la description très détaillée du livre de Bertrand Perz, *Das Projekt « Quarz »*, op. cit., pp. 523-549.

14. Archives du lieu de mémoire du KZ Mauthausen (AMM), 2.2.7.2., V8, Bl. 3335 et suivantes, annonce d'une modification pour le 2 avril 1945.

15. Sur ce convoi, il existe un rapport très détaillé du survivant français Robert Monin, qui réussit à s'enfuir mais qui, au bout de quelques jours, rencontra des colonnes qui avançaient à marche forcée et arriva cependant au camp annexe d'Ebensee. Christian Bernadac, *Déportation (1933-1945)*. Vol. 3, Paris, France-Empire, 1993, pp. 589-595.

16. Sur ce convoi, il y a peu de sources. Robert Monin rapporte avoir rencontré dans sa fuite une voiture à cheval avec André Ulman, dit « Pichon », le secrétaire à la mobilisation de la main-d'œuvre, accompagné d'un seul et unique garde.

précis montre cependant de grandes différences entre les expériences et les souvenirs des survivants de ces convois. Dans la suite de ce travail de recherche vont être présentés des topoï, qui sont des axes de mon argumentation, associés dans les témoignages de survivants recueillis par le MSDP à l'évacuation du camp annexe de Mauthausen-Melk.

RUMEURS, ANGOISSE ET ESPOIR

Avant le début de l'évacuation circulaient à Melk – comme dans beaucoup d'autres camps – des rumeurs selon lesquelles les détenus devaient être assassinés dans les galeries souterraines. Des rapports à ce sujet viennent de deux détenus, du médecin du camp, le Dr Sora, et du secrétaire du camp, Hermann Hofstädt, ainsi que d'un membre de la SS¹⁷. Dans les témoignages du MSDP qui ont été dépouillés pour ce travail, ces rumeurs ne sont mentionnées que par Heinz Kounio, un juif survivant originaire de Grèce. Sur la base d'un récit d'un co-détenu, il croit cependant que des centaines de détenus ont bel et bien été assassinés dans les galeries :

« Pour une raison que les Allemands étaient les seuls à connaître à ce moment, ils voulaient se débarrasser de ces hommes. Ils voulaient les tuer. Ils ont fermé la galerie et y ont introduit du gaz, ils les ont tous tués. Lorsque nous sommes arrivés, le crime était

déjà accompli, car je faisais partie de l'équipe de midi et c'était déjà arrivé. Ils ne nous ont pas du tout laissés rentrer et nous ont reconduits à l'usine... Ils ont assassiné tout un groupe, l'équipe du matin et il n'y a eu que deux survivants... Un des survivants est un Grec et il doit sa survie à sa grande astuce. »¹⁸

Un autre survivant grec, Theodoros Kokolakis, originaire de Crète, rapporte avoir été averti par un infirmier que les détenus malades devaient être assassinés :

« J'avais de nouveau été atteint par la pleurésie, le Dr Pharmakis m'a soigné. Les malades étaient très nombreux, des milliers, tous les baraquements étaient pleins. Il m'a dit alors : "Écoute, Kokolakis, tu dois partir aussi vite que possible. Rentre dans ton baraquement et débrouille-toi pour arriver à Ebensee. On t'aidera à la gare pour rejoindre le camp. Tous ces patients, que tu vois maintenant ici, seront jetés par-dessus bord dans le Danube et seront dévorés par les requins. Aucun n'en reviendra." J'ai suivi son conseil et suis rentré au baraquement. »¹⁹

Kokolakis est parti avec un convoi en train pour Ebensee ; les détenus de l'infirmerie ont été en revanche assassinés selon ses dires : « Nous sommes partis en train. Les autres patients ont été conduits sur des bateaux et jetés par-dessus bord, comme je l'ai appris

plus tard. Ils ont été dévorés par des requins. »²⁰

Des rumeurs sur des projets d'assassinat de tous les détenus existaient dans de nombreux camps. Les personnes évacuées de Melk à Ebensee furent confrontées une deuxième fois à une semblable rumeur. La question de l'existence véritable de ces projets n'a pas été éclaircie à ce jour. Lors de l'évacuation des camps annexes de Mauthausen, il y eut effectivement plusieurs fois des meurtres de détenus lourdement malades et intransportables. À Melk également 30 à 40 détenus furent laissés sur place et assassinés. Vraisemblablement une grande partie de ces détenus malades envoyés à Mauthausen y ont été les victimes des derniers massacres.

D'autres détenus, en revanche, associent le début de l'évacuation à l'espoir de survivre. Jakob Maestro, un juif arrivé d'Auschwitz à Melk en janvier 1945, nous rapporte cette angoisse de ne pas vivre la libération :

« Un jour le camp de Melk a été bombardé. Je me souviens que c'était la première fois que j'ai utilisé le vers "Schma Jisraël". Lorsque j'ai entendu les bombes tomber tout autour, je n'ai pas su que les Américains savaient que c'était un camp. Ils ont bombardé et tiré tout autour du camp, ça oui. Je me suis allongé par terre. Une bombe a explosé et j'ai dit à ce

moment : "Schma Jisraël. Maintenant je voudrais en sortir vivant." L'essentiel, c'est que les Russes sont arrivés jusqu'ici et les Allemands ont dû décamper de Melk. »²¹ Pour l'Ukrainien Wassilij Kononenko la vue des avions alliés était un signe d'espoir : « Nos avions sont déjà passés au-dessus de nous, nous l'avons vu. Notre avion passe dans le ciel et nous criions comme s'il pouvait nous entendre de là-haut... Pourtant quelle joie ! »²²

Le plus souvent régnait, cependant, parmi les détenus un mélange d'angoisse et d'espoir que décrit, par exemple, Erling Bauck lors de la libération des détenus scandinaves ou également le détenu tchèque d'origine juive Michal Kraus dans son journal.²³

LES CONVOIS EN TRAIN

Le premier convoi d'évacuation a conduit en train les déportés à la mi-mars 1945 à Amstetten, à environ 40 km à l'ouest de Melk : on en trouve à peine la trace dans les souvenirs des survivants qui y ont participé. Jean Mansching, un détenu français, n'en fait qu'un rapide compte rendu : « Donc, on a été évacués, nous, notre commando sur Amstetten. »²⁴ Quant à l'évacuation du camp annexe par un convoi en train, il ne la décrit qu'en quelques mots : « Puis notre commando... On a été évacués sur le camp

17. Hermann Hofstädt, « Aus dem KZ.-Lager Melk », in *Nazi-Opfer* 2.2 [31.1.1946], p. 6.

18. AMM, MSDP, OH/ZP1/630, témoignage de Heinz Kounio recueilli par Alexios Menexiadis le 22.1.2003.

19. AMM, MSDP, OH/ZP1/622, témoignage de Theodoros Kokolakis recueilli par Grigoris Psallidas le 29.10. 2002.

20. AMM, MSDP, OH/ZP1/622, témoignage de Kokolakis.

21. AMM, MSDP, OH/ZP1/299, témoignage de Jakob Maestro recueilli par Keren Harazi le 17.06.2002.

22. AMM, MSDP, OH/ZP1/654, témoignage de Wassilij Kononenko recueilli par Alena Koslova le 16.1.2003.

23. Michal Kraus, *Denik 1942-1945* ; Kromeriz, *Kvartus media*, 2012, p. 59.

24. AMM, MSDP, OH/ZP1/197, témoignage de Jean Mansching recueilli par Anne-Sophie Pico le 24.06.2002.

d'Ebensee. »²⁵ Le survivant ukrainien Wassilij Kononenko décrit ainsi rapidement le convoi en train en route pour Ebensee : « Le 15 avril on nous a embarqués dans des trains et conduits à la ville d'Ebensee. »²⁶ Dans le témoignage de Mansching, ces quelques remarques tranchent fortement avec la description très détaillée du convoi de déportés qui l'a amené du camp de regroupement de Compiègne à Mauthausen au début avril 1944 et auquel il a fallu trois jours. Pour Heinz Kounio également, évacué avec son père d'Auschwitz à Mauthausen, un convoi en train n'avait rien de nouveau : « Nous sommes encore une fois montés dans des wagons pour être conduits à Ebensee, le coup habituel, mais cette fois les wagons étaient plus longs et plus grands, c'étaient des wagons de mine, des wagons de mine de fer, de grands wagons en fer... Nous avons deux gardes, et ils nous ont conduits à Ebensee. »²⁷

Sa description du convoi se distingue à peine, dans sa brièveté, des récits sur la déportation depuis la Grèce et sur l'évacuation d'Auschwitz. De ces récits d'évacuation, on peut conclure de manière général que les survivants n'ont guère de souvenirs des convois par train. En revanche, les survivants des évacuations à pied ont gardé des souvenirs plus précis de faits comme la fuite de co-détenus ou les attaques aériennes des Alliés.

LES MARCHES FORCÉES

Les survivants, qui ont participé aux marches forcées vers Ebensee, en ont gardé des souvenirs très précis et circonstanciés qui contrastent avec les souvenirs des convois en train. Les détenus avaient été, dans un premier temps, transportés sur des chalands de Melk à Linz. À proximité de Wels, les détenus passèrent la nuit dans une grange et pendant cette nuit quelques-uns essayèrent de s'enfuir. La marche forcée se poursuivit en traversant Lambach jusqu'à Gmünden, où les colonnes de la marche passèrent la nuit sur le terrain de l'ancienne brasserie. On prétend qu'environ 40 détenus y auraient été abattus. Le troisième jour, la colonne reprit sa marche en avant jusqu'au camp annexe d'Ebensee.²⁸

Miksa Mechlowitz, arrivé avec son frère en mai 1944 d'Auschwitz à Melk et séparé de son frère lors de l'évacuation, décrit la marche forcée :

« Les gens tombaient sur le bord du chemin, parce qu'ils étaient trop faibles pour continuer à avancer. Ils furent par conséquent abattus sur place... Nous avons besoin d'eau, nous ne recevions pas suffisamment d'eau. Un jour que nous traversions un marché en Autriche, il y avait sur la place des pompes à eau, vraisemblablement de l'eau pour les animaux. Je voulais aller me chercher de l'eau, je

pris mon écuille pour avoir de l'eau. Le garde m'a vu, il m'a frappé sur la tête avec la crosse de son fusil et l'eau s'est répandue par terre. J'en ai tiré des maux de tête, mais pas de l'eau. C'était une marche difficile, parce que nous étions déjà très faibles et affaiblis. La plupart d'entre nous ne l'ont pas terminée. »²⁹

Interrogé sur ses pensées pendant cette marche forcée, il répondit : « Eh bien, simplement, comment j'allais la terminer. Comment j'arriverais là où je devais arriver. »³⁰

Nicholas Stashko, un détenu polonais de la région de Lemberg, décrit la marche forcée avec la même profusion de détails. Il relate en particulier une halte dans un couvent où des nonnes ont apporté de l'eau aux détenus :

« Ces sœurs voulaient nous aider, elles nous ont demandé : "Avez-vous faim ?" Les SS les ont poussées loin de nous et ont dit : "Non, ils n'ont pas faim, ils ont soif." Ils nous ont emmenés à la pompe, où nous pouvions boire de l'eau. Nous étions très contents de boire cette eau. Mais leur excuse était que nous avions tellement soif parce que nous avions trop mangé. Chacun voyait que nous étions en train de mourir de faim. »³¹

Stashko avait déjà fait l'expérience de deux convois d'évacuation : tout d'abord d'une prison de Lemberg

jusqu'à Auschwitz et ensuite, en janvier 1945, l'évacuation d'Auschwitz. Chaque évacuation avait été pour lui pire que la précédente. Jack Betteil, arrivé en août 1944 de Plaszow à Mauthausen, décrit le convoi comme une marche de la mort :

« Nous étions dans un train, puis nous avons été obligés de marcher longtemps à travers des champs verts. Et les gens tombaient comme s'ils étaient morts, vous n'avez jamais vu une scène pareille dans votre vie, c'était une marche de la mort. »³²

L'ARRIVÉE

De nombreux détenus évacués de Melk avaient déjà, pendant leur déportation, appris à connaître de nombreux lieux d'internement : des ghettos, des prisons, des camps de prisonniers de guerre, des camps de travaux forcés ou des camps de transit. Chaque convoi, qui arrivait dans un nouveau camp, était synonyme d'angoisses et d'espoirs : de l'espoir, que cela pourrait s'améliorer, et de l'angoisse, que cela pourrait être pire. À leur arrivée au but de leur évacuation – au camp central de Mauthausen ou bien à Ebensee –, les évacués de Melk pouvaient déjà se référer à une série d'expériences et y intégrer leurs chances de survie dans le nouveau camp.

25. *Ibid.*

26. AMM, MSDP, OH/ZP1/654, témoignage de Kononenko.

27. AMM, MSDP, OH/ZP1/630, témoignage de Kounio.

28. Au sujet de l'itinéraire de cette marche forcée, voir les souvenirs de Claus Salomon, « La fin (Extrait du journal d'un médecin des détenus) », in *Der KZ-Häftling* 5.2 (1946), pp. 2-3.

29. AMM, MSDP, OH/ZP1/234, témoignage de Miksa Mechlowitz recueilli par Sara Ghitis le 11.06.2002.

30. *Ibid.*

31. AMM, MSDP, OH/ZP1/447, témoignage de Nicholas Stashko recueilli par Elisabeth Pozzi-Thanner le 15.01.2003.

32. AMM, MSDP, OH/ZP1/303, témoignage de Jack Betteil recueilli par Sara Ghitis le 22.08.2002.

Jakob Maestro est rentré avec le convoi des enfants et des malades au camp central et a été, peu de temps après, entraîné dans une marche forcée vers Gunskirchen en évacuant le camp central. Il ne mentionne même pas le séjour à Mauthausen. Il se rappelle avoir été emmené directement de Melk à Gunskirchen. Bien qu'il régnât à Gunskirchen une confusion indescriptible et que les détenus y mouraient en masse, Maestro était content de ne pas être arrivé à Ebensee, où c'était encore pire selon lui : « À Wels, il n'y avait presque pas de baraquements. C'était dans la forêt. Nous y avons erré sans rien manger, sans rien. J'y ai entendu dire qu'Ebensee, c'est encore pire. À Ebensee, on mange des cadavres. »³³

En dépit du manque de nourriture et de la mort de quelques-uns de ses co-détenus originaires de Salonique, il se rappelle avant tout la liberté de mouvement dans le camp :

« Le principal, c'est que nous nous sommes déplacés librement à l'intérieur du camp. »³⁴

Miksa Mechlowitz, qui était arrivé à Ebensee avec une marche forcée, décrit le camp comme un « désordre complet ». Il sentait ses forces dépérir chaque jour : « Mes pieds ont commencé à gonfler. Et c'était à cette époque une course pour essayer de survivre et pour être libéré. La course

entre la mort et la libération. » Dans le camp, il se mit à essayer de trouver des connaissances :

« Et je suis allé dans un de ces baraquements, qu'ils appelaient le baraquement des musulmans. Pourquoi ils les appelaient des musulmans. Je ne sais pas. Parce que les personnes assises là-bas n'avaient plus aucun muscle. Et cela puait, parce que bon nombre d'entre elles étaient déjà mortes. Bon nombre agonisaient et avaient perdu le contrôle de leur corps. Je suis tombé sur un de mes cousins. Je lui ai dit : "Que fais-tu ici ?" C'était une question stupide parce qu'il m'a dit : "Je meurs. Je ne veux plus vivre." Parce qu'il savait déjà à ce moment qu'on avait tué sa femme et ses cinq enfants. »³⁵

Mechlowitz attribue sa survie au fait de ne pas avoir été obligé de travailler : « Nous ne faisons que traîner. Nous nous tenions à l'écart des gradés pour ne pas être frappés. Parce que, je vous le dis, nous en avons assez d'être frappés. »

Nicholas Stashko, qui avait rejoint également Ebensee à pied, a trouvé le camp pire que tous les précédents : « Ainsi, notre arrivée à... Ebensee, la même chose sinon pire. »³⁶ Même Theodoros Kokolakis décrit le camp comme le pire : « Après Melk, j'ai été emmené dans un autre enfer, c'était encore pire. »³⁷ Il rapporte que les détenus

ont été poussés dans des baraquements pleins à craquer, que les cadavres étaient transportés chaque matin à l'extérieur et amenés au crématoire ou bien jetés dans des fosses : « Dans cet enfer, dans ces fosses communes, dans cet espace, nous étions au moins mille personnes. Personne n'assurait notre garde. Il y avait environ 600 à 700 cadavres et les 300 autres personnes étaient peut-être encore vivantes. »³⁸

L'hécatombe parmi les détenus conduit Jack Betteil à qualifier Ebensee de camp de la mort : « C'était un véritable camp de la mort... Quand nous sommes arrivés à Ebensee, oh !, quand nous sommes entrés dans le camp, la puanteur, l'odeur, la mort étaient tout autour de nous. »³⁹ Pour survivre, il échangea avec des détenus russes des cigarettes contre de la viande. Sur ce arriva sa pire expérience de toute la déportation, puisqu'on lui proposa de manger de la chair humaine : « Et je l'ai mangé. Et ces deux types étaient assis et riaient. Comme des fous. Alors je lui ai dit :

– De quoi ris-tu ? Le marché avait été conclu...

– Alors, tu sais ce que tu viens de manger ? Tu as mangé un morceau d'un corps mort. Une partie d'un être humain.

Il m'a dit cela. C'est incroyable. Incroyable. Ainsi j'ai mangé ce morceau de viande. Et je me suis senti horriblement mal. Je ne pouvais rien y faire. Il n'y a aucune punition, rien. Rien. Et ça, c'était Ebensee. »⁴⁰

Ebensee se transforma les dernières semaines de la guerre en un véritable mouiroir. Plus de 4 200 détenus moururent du début avril jusqu'à la libération, le 6 mai 1945, soit plus que la moitié de la totalité des morts depuis l'ouverture du camp annexe d'Ebensee. Environ 730 détenus moururent encore après la libération des suites de la détention⁴¹. La situation était identique au camp central de Mauthausen et au camp de détention de Gunskirchen. On ne connaît pas le nombre exact de détenus évacués de Melk parmi ces morts.

33. AMM, MSDP, OH/ZP1/299, témoignage de Maestro.

34. *Ibid.*

35. AMM, MSDP, OH/ZP1/234, témoignage de Mechlowitz.

36. AMM, MSDP, OH/ZP1/447, témoignage de Stashko.

37. AMM, MSDP, OH/ZP1/622, témoignage de Kokolakis.

38. *Ibid.*

39. AMM, MSDP, OH/ZP1/303, témoignage de Betteil.

40. *Ibid.* De nombreux cas de cannibalisme sont mentionnés par de nombreux survivants du système concentrationnaire de Mauthausen. Voir Imke Hansen, Kobi Kabalek, « Narrationen moralischer Grenzüberschreitung. Stehlen und Kannibalismus im Lagerkomplex Mauthausen », in Gerhard Botz, Regina Fritz, Alexander Prenninger (éds), *Europa in Mauthausen*, vol. 2 (en préparation).

41. Sur les nombres, voir Florian Freund, *Die Toten von Ebensee. Analyse und Dokumentation der im KZ Ebensee umgekommenen Häftlinge 1943-1945*, édité par Dokumentationsarchiv des österreichischen Widerstandes, Vienne, Braintrust, 2010, pp. 53-73.

EJ La Suisse et les déportées, 1945-1947 : accueil, témoignage, prise de conscience

Éric MONNIER - Titulaire d'une licence d'histoire, il a été bibliothécaire-responsable dans une école genevoise.

Brigitte EXCHAQUET-MONNIER - Infirmière de formation, elle a enseigné les soins infirmiers et les soins ambulanciers de haut-niveau à Genève. Ses parents et sa nounou furent actifs dans l'accueil des anciennes déportées en Suisse. Les auteurs ont tous les deux la double nationalité française et suisse.

Résumé : De l'été 1945 au printemps 1947, quelque 500 anciennes déportées, la plupart résistantes mais aussi juives, sont venues en convalescence en Suisse à l'initiative de Geneviève de Gaulle. Dans le prolongement du livre qu'ils ont consacré à cette page peu connue de l'après-déportation, les auteurs s'interrogent sur la prise de conscience de la déportation en Suisse, par le biais des témoins et de la presse, sur le témoignage et/ou le silence des déportées, sur l'héritage du traumatisme...

Mots-clés : après-déportation, convalescence en Suisse, femmes, juives versus résistantes, témoignage versus silence, traumatisme générationnel.

Un mois après l'arrivée des 27000¹ à Ravensbrück, soit en mars 1944, une rumeur, selon laquelle les déportées allaient bientôt être dirigées vers la frontière suisse pour y être échangées contre des prisonniers allemands malades, circule dans le camp. Ce rêve dont elles se bercent, cet espoir insensé, sert au moins à alimenter « notre farouche volonté de vivre (...) notre imagination [qui] nous entraînait dans un pays planté de sapins, semé de grands lacs calmes et bleus », comme l'écrira presque deux ans plus tard Anne Fernier, 27399, dans le mensuel féminin suisse *Annabelle*², sous le titre « La frontière suisse ». Las, comme elle en témoigne aussi, plusieurs centaines de déportées moururent au Revier en rêvant à cette inaccessible frontière, tandis que d'autres partaient vers divers *Kommandos* (dont Holleischen pour Anne), où « le mirage recula, s'évanouit dans les brumes germaniques ». Pourtant ce rêve avait quelque chose de prémonitoire.

1. Ce célèbre convoi, de près de 1 000 femmes qui recevront les matricules 27000 à leur arrivée à Ravensbrück dans la nuit du 2 au 3 février 1944, avait quitté Compiègne le 31 janvier. C'est le plus important convoi de femmes dirigé sur Ravensbrück. Geneviève de Gaulle en fait partie. Voir Pierre-Emmanuel Dufayel, *Un convoi de femmes : 1944-1945*, Paris, Vendémiaire, 2012.

2. N° 59, janvier 1946, p. 39.

Dans la soirée du 9 avril 1945 en effet, les 300 premières femmes libérées de Ravensbrück arrivent à Kreuzlingen (sur la rive helvétique du lac de Constance), en échange de 500 internées civiles allemandes. Ces premières revenantes, qui ne font d'ailleurs que traverser la Suisse le lendemain, en direction d'Annemasse, ignorent, à ce moment-là, que le petit groupe de femmes qui leur distribue quelques menus objets de première nécessité sur les quais de gare est déjà en train de préparer des lieux d'accueil en Suisse pour les déportées, à l'instigation de Marika Delmas ; celle-ci est bientôt relayée – ô combien – par Geneviève de Gaulle, laquelle arrive elle aussi en Suisse le 22 avril, rejoignant son père Xavier, consul de France à Genève. Dès juillet 1945, les séjours de convalescence s'organisent, coordonnés depuis le 4 de la rue Guynemer à Paris par l'ADIR (qui prend le relais de l'Amicale des prisonnières de la Résistance) avec l'aide de son Comité d'aide en Suisse, lequel a son siège à Lausanne. Et c'est dans un train qui précisément amène un groupe d'anciennes déportées (dont Anne Fernier)

en Suisse, à l'automne 1945, qu'une de ses camarades lui dira : « Tu vois, on l'a quand même eue la frontière suisse... » Au total, elles seront un peu moins de 500 à bénéficier de cet accueil.

Cette page d'histoire franco-suisse de l'après-déportation, dans laquelle Geneviève de Gaulle joue un rôle essentiel, reste peu connue³. L'accueil de ces déportées a été organisé dans neuf maisons (sises à Crassier, Nyon, Château-d'Oex, le Mont-sur-Lausanne, Villars-sur-Ollon, Les Avants-sur-Montreux, Fribourg, Grandchamp⁴, Montana), et son financement assuré par les multiples conférences de Geneviève de Gaulle, des collectes et une contribution du Don suisse⁵. Les parcours détaillés (Résistance, déportation, convalescence) d'une douzaine d'anciennes déportées sont aujourd'hui retracés au travers de leurs témoignages recueillis directement auprès d'elles ou, pour deux d'entre elles, par le biais de leur fille. Il s'agit de : Gisèle Guillemot, Manou Keller-Bernit, Françoise Robin-Zavadil, Denise Pons-Morin, Henriette Trachta-Docquier, Suzanne Orts-Pic, Marie-Claire Jacob-Huerre, Noëlla Rouget-

3. Voir Éric Monnier, Brigitte Exchaquet-Monnier, *Retour à la vie : l'accueil en Suisse romande d'anciennes déportées françaises de la Résistance, 1945-1947*, Neuchâtel, Alphil, 2013, 411 p. [Diffusion CID-FMSH Diffusion. Tél. 01 53 48 56 30 ou cid@fmsh-paris.fr].

4. Hameau des bords du lac de Neuchâtel où sont installées des sœurs d'une communauté protestante. Dans tous les autres lieux des maisons particulières sont prêtées ou louées au Comité d'aide.

5. Le Don suisse pour les victimes de la guerre est un organisme semi-officiel, créé le 25 février 1944 à l'initiative du Conseil fédéral. Il disposera jusqu'en juin 1948 d'un budget de plus de 200 millions de francs suisses (dont un quart environ provenant de collectes auprès de la population) et participera à ce que l'historien Jean-Claude Favez qualifiera de « rattrapage humanitaire de la Suisse ». Le Don suisse financera à hauteur de 168 000 frs l'action du Comité d'aide en Suisse (de l'ADIR), lequel réunira une somme identique par ses propres actions.

Peaudeau, Anise Postel-Vinay-Girard, Yvonne Curvale-Calvayrac, Paule de Schoulepnikoff-Gouber et Ida Grinspan-Fensterzab, toutes résistantes à l'exception de cette dernière.

D'autres figures peuvent être évoquées, comme France Audoul (qui donne aussi des conférences en projetant ses dessins), Violette Lecoq (une des autres grandes illustratrices de Ravensbrück), Thérèse Rigaud (sans doute l'une des dernières à avoir vu Missak Manouchian vivant à la fin février 1944) et surtout Charlotte Delbo, laquelle publie dans la presse suisse des nouvelles⁶ qui deviendront, vingt ans plus tard, des chapitres de son œuvre littéraire majeure sur la déportation⁷. Et si ce sont principalement des déportées *par mesure de répression* qui sont ainsi accueillies, un certain nombre de déportées *par mesure de persécution* bénéficieront aussi de ces structures d'accueil : Ida Grinspan (déjà mentionnée), Léa Feldblum, présentée comme « éducatrice d'enfants » dans une archive retrouvée au cours de nos recherches et qui est en fait la seule survivante de la rafle d'Izieu et Simone Jacob, plus connue sous le nom de Simone Veil. Cette dernière, venue

à Nyon en été 1945 (grâce à sa sœur Denise Vernay), va garder un souvenir très noir de son séjour au bord du lac Léman. En effet, écrira-t-elle en 2007 dans son autobiographie, « Du début jusqu'à la fin, ce séjour en Suisse demeure [...] un bien désagréable souvenir. »⁸

LES RETOURS DE DÉPORTATION : DES DIFFÉRENCES SIGNIFICATIVES

Au-delà de la personne même de Simone Veil et des maladresses (attitudes et paroles moralisantes) qui ont pu être commises, l'appréciation de la future ministre nous paraît, en filigrane, significative des différences réservées aux retours des déportées juives et résistantes. Si toutes les revenantes se sont heurtées à l'incompréhension face à ce qu'elles avaient vécu *là-bas*, si nombre ont éprouvé de grandes difficultés à retrouver une vie à peu près *normale*, si beaucoup se sont longtemps tues, il y a bel et bien une hiérarchie parmi les déportées, entre celles qui avaient été résistantes et donc des héroïnes (même si elles étaient peut-être considérées comme moins héroïques que les résistants hommes) et celles qui avaient été déportées parce qu'elles étaient juives... ou tsiganes. Ainsi, dans le

6. En particulier dans deux numéros d'*Annabelle* (le même périodique dans lequel Anne Fernier a écrit le texte cité ci-avant), soit « Lily », n° 63, mai 1946 puis « L'ours en peluche », n° 70, décembre 1946, pp. 67, 94.

7. Sa trilogie, *Aucun de nous ne reviendra*, *Une connaissance inutile*, *Mesure de nos jours*, publiée aux éditions de Minuit, est une œuvre admirable et indispensable. Pourtant, et malgré de nombreuses manifestations autour de son centenaire en 2013, Charlotte Delbo reste peu connue du grand public : aussi est-elle absente du *Petit Larousse* (2015), comme Geneviève de Gaulle du reste.

8. *Une vie*, Paris, Stock, 2007, p. 113.

remarquable film de Virginie Linhart *Après les camps, la vie*,⁹ Simone Veil témoigne en ces termes : « On est donc rentrées trois filles dont une¹⁰, personne ne savait qu'elle était juive, sauf de ses très très bonnes amies au camp, et ma sœur aînée et moi. L'intérêt qu'on portait à ma sœur résistante était beaucoup plus important. Ma sœur a été invitée à plusieurs reprises pour faire des conférences. Elle racontait la Résistance aussi, ce n'était pas seulement le camp ce dont elle parlait et à cette époque-là, c'était plus facile que de parler du camp. Nous n'étions pas entendues, ça n'existait pas ! » Dans le livre¹¹ qu'il consacre à Simone Veil, Maurice Szafran écrit qu'elle n'était « pas prête à accepter ce tri entre "bons" et "mauvais" déportés » et elle lui dit avoir « vécu tout cela comme une humiliation permanente ». De son côté, Marceline Loridan-Ivens, déportée à l'âge de 15 ans à Auschwitz, écrit : « Le vrai déporté, c'était le résistant. Le Juif était une victime civile, rien du tout. Nous n'étions même pas

considérés comme des prisonniers politiques. »¹² Or, c'est précisément aux côtés de déportées issues de la Résistance que Simone Veil se retrouve, en été 1945, à la Villa-du-Port de Nyon, ressentant peut-être inconsciemment cette différence, celle d'avoir été déportée du seul fait d'être juive. De deux ans sa cadette, Ida Grinspan-Fensterzab choisira pour sa part de s'identifier à ces résistantes qu'elle rencontre (à Crassier, Montana et au Mont-sur-Lausanne) en portant fièrement une croix de Lorraine, comme elle en témoigne dans son livre *J'ai pas pleuré*¹³. Mais, comme l'écrit Edouard Lynch, « Les déportés formaient une toute petite minorité face à la masse des prisonniers de guerre. Tout le monde connaissait de près ou de loin un prisonnier de guerre. Ce qui n'était pas le cas pour les déportés politiques. Quant aux déportés raciaux, infiniment peu nombreux¹⁴, leur retour est passé presque totalement inaperçu. »¹⁵ On ajoutera que plusieurs témoins, tous déportés juifs, interrogés dans le film

9. Coproduction Cinétévé, INA, 2009. Diffusé sur France 2 en avril 2010.

10. Il s'agit donc de Denise Vernay-Jacob, déportée à Ravensbrück.

11. *Simone Veil : destin*, Paris, Flammarion, 1994.

12. *Ma vie balagan*, Paris, R. Laffont, 2008, p. 141.

13. R. Laffont, 2002, puis Pocket, 2003.

14. Rappelons les chiffres : en France, sur les quelque 76 000 déportés raciaux, 2 500 (3 %) seulement sont rentrés. Des 86 000 (dont 8 800 femmes) déportés par mesure de répression, 49 000 reviennent (55 % des hommes et 75 % des femmes ; sur cette dernière différence, voir Anise Postel-Vinay, « Camps d'hommes, camps de femmes : premières approches, étude d'une ancienne déportée de Ravensbrück », in *Histoire@Politique, Politique, culture, société*, n° 5, mai-août 2008).

15. Marie-Anne Matard-Bonucci, Édouard Lynch (dir.), *La Libération des camps et le retour des déportés*, Bruxelles, Complexe, 1995, p. 126. L'auteur ajoute qu'après les mois d'avril et de mai 1945 l'opinion et la presse se désintéressent des déportés, au moins jusqu'aux premiers procès.

de Virginie Linhart, disent la même réalité : il a fallu du temps pour que leurs souffrances soient reconnues au même titre que les autres – ne serait-ce que sur le plan matériel, les pensions perçues par les Juifs au titre de la déportation ayant été inexistantes jusqu'en 1955, puis longtemps inférieures à celles des résistants. Selon Marceline Loridan-Ivens, ce n'est qu'en « 1972 que Pompidou a instauré la parité des pensions entre Juifs et résistants ». ¹⁶

On notera toutefois que s'est ensuite produit un changement de paradigme dans la perception des déportations par le *grand public*, sans doute grâce à une meilleure connaissance de la Shoah. Toujours est-il que lorsque nous avons commencé notre recherche, à chaque fois que nous parlions de *déportées*, nos interlocuteurs/trices traduisaient automatiquement *Juives*. Nous devions alors préciser que notre travail portait principalement sur des déportées résistantes. Aujourd'hui, ce sont les déportées issues de la Résistance qui se sentent parfois oubliées, consternées de constater que certaines personnes disent ignorer que des résistantes ont été déportées. Est-il utile de préciser que nous ne voulons aucunement opposer les mémoires des unes ou des autres, qui doivent toutes être absolument préservées ?

16. *Ma vie balagan*, p. 141.

17. Voir, en particulier, Florine Quartier-La-Tente, « La libération des camps de concentration et le transit des déportés par la Suisse, vus par les médias romands au cours des premiers mois de 1945 », mémoire présenté à la section d'histoire contemporaine de la faculté des lettres, Lausanne, Université de Lausanne, 2009.

LA PRESSE SUISSE ET LES DÉPORTÉES

Dès la libération des camps, au printemps 1945, la presse suisse commence à rendre compte de la déportation¹⁷, certains journalistes se rendant même dans quelques-uns de ceux-ci. Mais lorsque des convois rapatriant des déportées transitent par la Suisse, les journalistes sont tenus – comme la population du reste – à l'écart de ceux-ci, sous des prétextes sanitaires ; ils ne peuvent rencontrer les pauvres voyageuses de ces trains et se bornent donc à en signaler les passages. Peu à peu, la censure des médias par la division *Presse et radio* s'allège, à compter du 30 mai 1945, avant d'être levée le 18 juin.

La presse helvétique ouvre parallèlement ses colonnes aux ancien(ne)s déporté(e)s séjournant en Suisse ou simplement de passage. Nous avons déjà évoqué Anne Fernier et Charlotte Delbo, mais il y en a d'autres : le *Journal de Genève* du 18 juin 1945 publie, sous le titre « Un médecin au camp de Dora », le substantiel et édifiant témoignage du Dr Louis Girard. Un chapeau précise qu'il « a été interné au camp de Buchenwald depuis le 27 septembre 1943, puis transféré au camp de Dora au début de 1944. Il fut nommé médecin de l'hôpital du camp. Son fils a

été déporté à Buchenwald, une de ses filles à Ravensbrück et sa fille cadette tuée par la Gestapo aux environs de Paris en août 1944 ».¹⁸ Il y détaille les conditions de (sur)vie des déportés, mettant l'accent sur le fait que la plupart des 8500 hommes recensés dans le registre des décès de ce camp souterrain étaient morts d'épuisement. Pierre-Louis Berthaud (1899-1956), journaliste bordelais en poste à Vichy pendant la guerre, par ailleurs membre du réseau Mithridate et déporté à Dachau le 18 juin 1944, signe dans la *Tribune de Lausanne* (dont il était le correspondant) des 21 et 25 juin 1945 un important papier sous le titre « Retour de Dachau ». Dans la *Voix ouvrière*¹⁹ du 25 octobre 1945 paraît également un long article, « Ravensbrück : "Pont des corbeaux" », signé « B. George matricule 27889 »²⁰ ; l'auteure, qui y est restée, comme *Verfügbar*, jusqu'au 22 avril 1945, donne un terrible descriptif du camp (même si le bilan qu'elle dresse de seulement 80 survivantes de son convoi est heureusement erroné, puisque qu'elles sont 77 % à être rentrées). Parmi d'autres articles, ces écrits de témoins directs contribuent à la prise de conscience de la déportation par la population suisse.

Les séjours de convalescence des déportées, à partir de l'été 1945, vont permettre à la presse d'aller à la rencontre de celles-ci et de rapporter leurs témoignages. On notera que ce sont, à quelques exceptions près dont André Marcel, surtout des journalistes femmes, telles Colette Muret, Simone Hauert, Hélène Cingria ou Alice Rivaz, qui vont s'intéresser aux déportées, et ce souvent dans des mensuels ou des hebdomadaires *féminins* (*Annabelle*, *la Semaine de la femme...*) ou dans les pages *féminines* des quotidiens, entre la mode et les recettes de cuisine.

Un premier élément ressort de ces articles, soit la reconnaissance envers ces femmes qui se sont battues, alors que la Suisse a été épargnée par la guerre : ainsi le *Messenger paroissial du Pays-d'Enhaut* salue l'arrivée à Château-d'Oex de « 25 Françaises déportées pour avoir voulu défendre leur pays » et ajoute : « Leur présence nous permettra de mieux saisir ce que signifie par contraste cette conclusion si rapide : "On a échappé". »²¹ Simone Hauert écrit pour sa part dans *Annabelle* : « Nous autres, Suissesses, nous n'oublierons pas que les déportées nous ont sauvées, qu'elles ont élevé un barrage afin de

nous garder nos libertés »²², alors qu'au moment où les dernières déportées de Montana regagnent la France, Colette Muret conclut son compte-rendu dans la *Gazette de Lausanne* du 24 mars 1947 en ces termes : « Ce que la Suisse a pu leur donner est si minime en regard de ce que leur héroïsme nous a épargné. »

Mais ce qui revient beaucoup, c'est la problématique entre les besoins contradictoires d'oublier ET de témoigner. L'oubli, Hélène Cingria, qui rencontre les anciennes déportées séjournant à Crassier et Nyon en septembre 1945, l'évoque en ces termes : « N'y a-t-il pas quelque impudeur [...] à interviewer des êtres qui ne demandent qu'à oublier leurs atroces malheurs ? »²³ Dans *Le Confédéré*²⁴ du 12 octobre 1945, André Marcel écrit quant à lui : « À présent les voilà définitivement à l'abri de leurs bourreaux, comme on les comprend de ne plus guère y songer pour mieux s'adapter à un bonheur possible ! L'oubli définitif ne viendra pas, mais à la longue un brouillard enveloppera ces images de détresse et de mort. » Même opinion chez Antoinette Vy, dans la *Feuille*

d'avis de Lausanne du 14 décembre 1945 : « Ces rescapées des camps d'extermination sont venues chercher santé, repos. L'on voudrait que ce soit l'oubli aussi qu'elles trouvent dans la grande campagne paisible... » Mais elle ajoute : « Et puis soudain besoin de raconter, besoin de dire ce qu'on a sur le cœur. Alors on écoute, le cœur étreint d'angoisse, ces récits toujours semblables et toujours différents. » Et elles évoquent Ravensbrück ou Bergen-Belsen, la faim encore et toujours, la dysenterie, la mort omniprésente, les marches épuisantes...

En mai 1945, un médecin suisse, le Dr Jean-Michel Junod (1916-2010) participe à l'évacuation de certains camps (en particulier ceux autour de Mauthausen) et va publier plusieurs articles dans *L'Impartial* de La Chaux-de-Fonds, ou dans la *Gazette de Lausanne*. Dans ce dernier quotidien, en date du 26 juin 1945, sous le titre « Le silence est-il d'or ? » (précédé de l'avant-titre « Choses vues dans les camps de mort »), il décrit un gigantesque incendie : « C'étaient les vieilles baraques

18. Il s'agit respectivement de François Girard (né en 1924), membre de *Défense de la France*, déporté de Compiègne le 17 août 1944 ; d'Anise Girard, née en 1922, déportée le 21 octobre 1943, grande figure de la déportation, plus connue sous son nom de femme mariée, Postel-Vinay, et de Claire Girard (1921-1944). Louis, leur père, né en 1881 au Béliu, dans le Doubs, à deux pas de la frontière suisse, est décédé en 1947.

19. Quotidien (à l'époque) du Parti suisse du travail (appelé Parti ouvrier et populaire dans certaines sections cantonales), parti né des cendres du Parti communiste suisse, interdit pendant la guerre.

20. Il s'agit en fait d'Elisabeth George (1916-2003). L'initiale « B. » de cet article est soit une coquille, soit celle de l'éventuel surnom de Babette. Nous ne savons pas si elle fait partie des déportées en convalescence en Suisse.

21. N°s 9-10, septembre-octobre 1945.

22. N° 59, janvier 1946.

23. Extrait d'un article paru sous le titre « Sous le ciel helvétique, des déportées recouvrent la santé », dont nous n'avons qu'une photocopie. Malgré d'intenses recherches nous n'avons pu identifier ni le titre, ni le numéro, ni la date de parution précise de ce périodique, que nous pouvons cependant dater de septembre 1945 par son contenu.

24. Tri-hebdomadaire valaisan, paraissant à Martigny. On signalera qu'en été 1942 *Le Confédéré* dénonce le sort fait aux Juifs, en particulier en France, citant la « razzia » de milliers de Juifs à Paris, parqués au « Vélodrome d'hiver », puis « déportés ». Le journal souligne aussi qu'en « France libre une dizaine de milliers de Juifs internés dans des camps de concentration du Midi, ont été expédiés en Allemagne ». Et de poursuivre : « Ainsi s'explique-t-on d'autant mieux maintenant cet afflux de réfugiés à la frontière suisse » avant d'en appeler aux autorités (suisse) de suivre les « traditions d'hospitalité qui furent de tous temps l'honneur de la Suisse », numéro daté du 11 septembre 1942, sous le titre « Le triste sort des Juifs ».

du camp d'extermination de Gusen, auxquelles les Américains avaient mis le feu, après en avoir évacué les habitants. Mesures d'hygiène... Des flammes géantes déchiraient le pied de la colonne de fumée. Ces flammes mangeaient le bois maudit et j'avais l'impression que tous les souvenirs des atrocités commises dans ce camp disparaissaient dans le ciel, avec la fumée. Je me demandais alors si c'était un bienfait, ou si c'était dommage. Le monde doit-il effacer au plus tôt de sa mémoire ce cauchemar nauséabond, ou doit-il au contraire en perpétuer le souvenir ? La réponse paraît facile : oublier, c'est un peu pardonner, or les auteurs de ces atrocités ne méritent pas de pardon ; se souvenir, c'est veiller, c'est prévenir des récidives, c'est en surveiller les auteurs éventuels, ainsi que toute la nation qui n'a pas hésité à laisser faire, à soutenir des spécialistes du crime collectif. Oublier, c'est oublier les morts qui ont droit au souvenir, c'est refuser aux futures victimes une assurance pour l'avenir. [...] Oublier "pour avoir la paix", c'est laisser revenir la guerre. [...] Or chez nous, en Suisse, on entend souvent des gens qui ne sont pas de cet avis. Les uns qui ne veulent pas croire parce qu'ils ont conservé une certaine sympathie pour les régimes totalitaires. Les autres ne veulent pas savoir, parce qu'ils ne supportent pas de savoir que ces horreurs existent, parce qu'elles leur retournent le cœur. [...] Pourtant, lorsque l'on considère la publicité qui

est faite aux camps de concentration, on peut se demander s'il n'est pas malsain d'offrir des photographies atroces dans des journaux de famille, à un public trop étendu. Des enfants et des femmes pourraient être vivement ébranlés, etc. C'est évident, mais il est impossible d'éviter cet écueil. La nausée et les cauchemars s'effaceront, mais le souvenir demeurera, l'avertissement subsistera, qui pourra éviter le retour des régimes brutaux et la complicité active ou passive des pays voisins. » Junod déplore quand même le sensationnalisme de certains films et le fait que ceux-ci rapportent beaucoup d'argent à leurs auteurs sans que ces « "bénéfices de guerre" » ne soient « versés aux œuvres en faveur des victimes des camps... – comme l'a fait, par exemple, Mlle Geneviève de Gaulle ». Puis il ajoute : « Les populations des localités allemandes voisines des camps ont été obligées, par les Alliés, à de sinistres pèlerinages, comme punition d'être demeurées passives. Mais le monde entier est demeuré passif, beaucoup trop longtemps. Donc personne, nulle part, n'a le droit de ne pas savoir. Le silence n'est pas d'or. » L'auteur conclut que quand bien même « aucun récit, aucun moyen de reproduction, images, films, etc., ne pourrait donner une idée suffisante de l'enfer dans lequel [les déportés] avaient vécu », il est essentiel de « rassembler le plus possible de témoignages de leurs martyrs, afin que le monde n'oublie pas ». ²⁵

On voit donc les journalistes, et le public derrière eux, pris entre la nécessité, supposée d'ailleurs, pour les déportées d'oublier les horreurs vécues et le besoin de savoir, ou de ne pas savoir ! Tout de même, ce besoin de savoir fait que l'on se presse aux très nombreuses conférences que les journaux annoncent et dont ils rendent compte, de Geneviève de Gaulle, mais aussi de France Audoul, laquelle était ses mots par ses dessins, réalisés à Ravensbrück (qu'elle a pu miraculeusement rapporter), projetés à l'épidiascope. La *Tribune de Lausanne* du 15 mars 1946 en parle en ces termes : « La voix de celle qui en réchappa, après quelles souffrances, évoque le martyre de tant de ses compagnes connues ou inconnues, tandis que sur l'écran, le crayon accuse les bourreaux, retrace des scènes d'enfer, fait revivre en quelques traits incisifs des visages, des corps de femmes dont la plupart succombèrent au froid, à la faim, aux sévices barbares. » Montrer, comme le dit encore l'article, la « géhenne effroyable » des camps, tel est bien le premier objectif de France Audoul, mais elle veut aussi, poursuit le journal, « lutter contre la campagne d'oubli qui se déchaîne contre ceux qui ont payé de leur personne à l'heure du danger », car les déportées ne peuvent « accepter, et on le comprend sans peine, que le sacrifice qu'elles ont fait à l'humanité soit rendu inutile par l'indifférence si prompt à venir sitôt la tourmente passée ». Et le journaliste d'ajouter : « On ne doit pas oublier, il est

urgent de se souvenir constamment, car le danger subsiste. » On mesure là que les conseils qu'on distille aux rescapées des camps de tirer un trait sur ce qu'elles ont vécu, dans le but avoué de leur permettre *d'aller de l'avant*, cachent des raisons moins avouables, les prémices du négationnisme, mais que très tôt aussi certaines personnes ont conscience qu'occulter les atrocités nazies ne peut que favoriser le retour de tels régimes, car contre *le ventre encore fécond* le témoignage des victimes est indispensable.

LE SILENCE DES FEMMES

Il est intéressant de souligner que c'est lorsque les négationnistes ont sérieusement sévi dans les années 1980, y compris en Suisse, qu'un certain nombre de femmes ont commencé à témoigner. On citera ici l'exemple de Noëlla Rouget-Peaudau²⁶, née à Saumur en 1919, résistante à Angers et déportée à Ravensbrück sous le matricule 27240. Pendant sa convalescence à Château-d'Oex, elle rencontrera son futur mari, André Rouget, et vivra désormais à Genève. Longtemps elle s'est tue sur sa déportation jusqu'à ce qu'une enseignante lausannoise, Mariette Paschoud (par ailleurs juge suppléante au sein de la justice militaire helvétique !), nie publiquement, au côté d'Henri Roques, l'existence des chambres à gaz. Noëlla lui adresse alors une admirable lettre ouverte par le biais de la *Gazette de*

25. Nous citons ici assez longuement cet article, découvert après la publication de notre livre et donc inédit par rapport à celui-ci.

26. Un long chapitre lui est consacré dans notre ouvrage *Retour à la vie...* pour lequel elle nous a offert une émouvante postface.

Lausanne du 20 août 1986, qui se termine pas ces mots : « J'ai le pénible sentiment que par vos négations, mes infortunées camarades sont assassinées une seconde fois. »²⁷ Noëlla Rouget-Peaudéau n'a eu, dès lors, de cesse de témoigner dans les écoles et les paroisses genevoises.

Mais le long silence de beaucoup de femmes sur leurs parcours de résistantes et de déportées tient aussi à autre chose qu'à l'inaudible et qu'aux souvenirs pénibles qui les hantent. Nombre de celles que nous avons rencontrées ne souhaitent pas rendre publics leurs témoignages, même si elles avaient parfois écrit leurs souvenirs à l'intention de leurs proches. Il nous a fallu user d'un peu de persuasion et gagner leur confiance, pour qu'elles nous *confient*, précisément, leur histoire et acceptent donc de la faire connaître : « Je n'ai rien fait d'héroïque, vous savez » : cette modestie des femmes tient au fait qu'elles n'ont, à quelques exceptions près, pas pris les armes, mais accompli toutes ces *petites tâches subalternes* (intendance, courrier, dactylo...) *typiquement féminines*, dont il ne vaut guère la peine de parler. Ainsi, beaucoup de résistantes ont été – et sont restées – des « anonymes dans l'armée des ombres », comme l'a bien dit le président de la République, François Hollande, dans

son discours du 21 février 2014, au Mont-Valérien, dans lequel il a annoncé la prochaine entrée de Germaine Tillion et de Geneviève de Gaulle-Anthonioz au Panthéon.

On commence à peine à prendre conscience du rôle des femmes dans la Résistance et à leur rendre hommage. On le sait, mais il faut le redire, seules six femmes ont été faites compagnons de la Libération, sur un total de mille trente-six. À leur retour des camps, certaines femmes, comme Neus Català, se sont entendu dire qu'il ne leur serait rien arrivé si elles étaient restées à leur place... dans leur cuisine !

LE TRAUMATISME EN HÉRITAGE

Nous voudrions encore traiter ici brièvement d'un autre aspect apparu au cours de notre recherche. Nous avons été amenés à rencontrer plusieurs enfants de déportées et avons compris, peu à peu, que ces enfants portaient, souvent douloureusement, l'héritage traumatique des épreuves de leurs mères. Certains de ces enfants ont eu droit, très tôt, aux souvenirs difficiles, d'autres, qu'on voulait préserver, à des anecdotes plus ou moins drôles, à d'autres, enfin, on n'a rien dit. Mais forcément, les enfants savaient, entendaient des bribes de cauchemars

nocturnes ou de conversations d'adultes et l'imagination, surtout quand on ne leur disait rien, fonctionnait à fond. Et il y avait ces injonctions paternelles : « ne fais pas de peine à ta maman, elle a assez souffert comme ça », ou celles de *finir son assiette*, que tout le monde a plus ou moins connues, sauf que là, en arrière-fond, pesaient la faim lancinante – et organisée ! – des camps, les 32 kilos des mères quand elles étaient rentrées... Par ailleurs, lorsque la déportation résulte d'une trahison, la question du pardon se pose certainement avec plus d'acuité pour les descendants. Malgré la fierté que tous ressentent, à l'évidence, face aux héroïques histoires maternelles, d'aucuns de ces enfants auraient (peut-être ?) préféré avoir une mère *sans histoire*.

CONCLUSION

Les séjours des déportées en Suisse ont permis à celles-ci de recouvrer une meilleure santé physique et peut-être psychique. Elles ont pu retrouver une nature apaisante et non plus hostile, elles dansent en plein air, elles jouent dans la neige, cette neige naguère ennemie des appels interminables. Elles se resocialisent, entre elles d'abord, et avec les personnes qui leur rendent visite ou les convient chez elles.

De son côté, la population de ce pays épargné a pu prendre une (certaine) mesure de la tragédie que ces femmes avaient vécue, par le biais de la presse, des conférences qu'elles donnaient ou en les recevant parfois dans les foyers. Ainsi, une des sœurs de la communauté de Grandchamp résumera-t-elle sans doute assez bien les sentiments des gens, en disant : « Je ne raconterai pas tout ce qu'elles ont vécu, cela remplirait un livre. Très vite elles ont été entourées de beaucoup de marques d'affection. Puis elles ont commencé à faire des conférences à Neuchâtel racontant leur captivité d'une manière si saisissante que tout l'auditoire était ému, et c'était tout du vécu, pas des racontars, toutes de la Résistance, des femmes de grande valeur... »²⁸

Quant aux autorités fédérales qui avaient autorisé l'entrée en Suisse des déportées, si elles ne disent pas vouloir s'en *débarrasser*²⁹ aussi rapidement que possible, elles ne sont certainement pas mécontentes de les voir rentrer en France. Le gouvernement suisse n'avait sans doute que modérément apprécié la lettre que lui adresse une quinzaine d'entre celles qui sont encore à Montana, en date du 21 février 1947, au sujet de l'affaire Carmen Mory, une Suissesse³⁰ qui avait été cheffe du block 10 de Ravensbrück, où sa cruauté l'avait

27. L'intégralité de ce texte est consultable en ligne, dans les archives de la *Gazette de Lausanne*, sur le site du quotidien suisse *Le Temps* : <http://www.letempsarchives.ch/>. En recherche simple, il suffit d'inscrire les mots « noëlla rouget » avec les guillemets pour retrouver ce texte. Il a également été publié dans *Voix et Visages* (n° 201, juillet-octobre 1986), qui consacre toute la page 4 à « L'affaire Paschoud », reproduisant aussi une réaction de Manou Kellerer-Bernit, qui écrit : « Même absurdes, des agressions morales pareilles font très mal ».

28. Voir Marguerite de Beaumont, *Du grain à l'épi : recueil de souvenirs*, Le-Mont-sur-Lausanne, Ouverture, 1995.

29. Pour reprendre la délicate formule du délégué du Conseil fédéral pour les œuvres d'entraide internationale Edouard de Haller à propos de réfugiés et en particulier d'enfants accueillis en Suisse au printemps 1945.

30. Née à Berne en 1906, sa vie est un véritable roman... noir. Elle se suicidera le 9 avril 1947, mettant ainsi fin à l'action de la justice.

fait surnommée *l'ange noir* ; sa condamnation à mort au procès de Hambourg avait suscité une certaine sollicitude diplomatique du Conseil fédéral. En tous cas le Don suisse, qui avait par ailleurs tardé jusqu'en mars 1946 pour verser sa première contribution en faveur des déportées, leur

fait signifier que, tant qu'elles sont en Suisse, elles n'ont qu'à se taire sur cette affaire !

Comme ce fut le cas pendant la guerre elle-même, l'honneur de la Suisse a dans une large mesure mieux été préservé par sa population que par ses autorités.



Joyeuse ronde devant le Chalet-des-Bois, Crassier, été 1945.
Archives François Piot.



Geneviève de Gaulle (au centre)
sur la terrasse du Mont-Paisible,
Montana, été 1945.
Archives Françoise Robin-Zavadil.

Visite de Geneviève de Gaulle
au Chalet La Gumfluh, Château-d'Oex,
septembre 1945.
Archives Irène Gander-Dubuis.



Visite de Geneviève de Gaulle à
Grandchamp, printemps 1946.
Archives Isabelle Gaggini-Anthonioz.

VARIA

EJ Signes avant-coureurs de la terreur nazie Une affaire Dreyfus à l'allemande¹

*Jacques ARON - Architecte, Urbaniste, professeur honoraire d'histoire et théorie de l'architecture.
Chercheur, essayiste sur la condition juive européenne.*

LA RÉPUBLIQUE SE CHERCHE UN PRÉSIDENT

C'est devenu un lieu commun de dire que l'éphémère république de Weimar (1919-1933), cette tentative démocratique entre deux empires, fut une république sans républicains. Incapable de se détacher de l'État monarchique de Guillaume II, qui avait entraîné l'Allemagne dans la Première Guerre mondiale, incapable de mettre en cause, malgré la défaite, la responsabilité de ses élites dirigeantes ou alors, précisément, d'assumer cette défaite et de transformer de fond en comble la politique nationale et internationale du pays. Le 25 février 1925, le premier président de la République – que par inertie on continuait à appeler le « Reich » –, le social-démocrate Friedrich Ebert² décédait inopinément. Ce dernier n'était jamais parvenu à s'imposer et il avait dû mener jusqu'à 173 procès en diffamation. Le choix de son successeur allait se révéler comme une épreuve probatoire, à

tout le moins sur le plan symbolique, et l'on sait le rôle privilégié de tels moments dans l'histoire. Le candidat était élu à la majorité absolue au premier tour ; à défaut, à la majorité relative au second. Le premier tour se déroula le 29 mars. Le candidat des nationalistes conservateurs, Karl Jarres (*Deutsche Volkspartei*), obtint 38,8 % des voix, suivi du candidat socialiste Otto Braun, ministre-président du Land de Prusse, avec 29 %, et de celui du Centre catholique, Wilhelm Marx, avec 14,5 %. Tous ces partis avaient déjà collaboré dans divers gouvernements. Le parti socialiste, se rendant compte que son candidat ne pourrait s'imposer au second tour, appela ses électeurs à reporter leurs voix sur le *Zentrum* de Marx ; le parti libéral démocratique (*Deutsche Demokratische Partei*), qui avait engrangé environ 5,8 %, fit de même. Les voix restantes s'étaient partagées entre le parti communiste (7 %) et la droite bavaroise (3,7 %), le solde, négligeable, s'étant porté sur le candidat nazi Ludendorff, fortement discrédité

1. Cet article accompagne la publication de l'ouvrage de Jacques Aron, *Theodor Lessing, le philosophe assassiné*, L'Harmattan, Paris, 2014, qui comprend aussi une anthologie de textes du philosophe traduits de l'allemand par l'auteur.

2. Ebert, Friedrich (1871-1925), président de la République de 1919 à 1925.

par sa participation au putsch manqué d'Hitler (9 novembre 1923) – et ce, bien que la justice bavaroise n'ait pas osé le condamner. Du côté des partis de droite, Karl Jarres, qui avait été ministre et même vice-chancelier pendant plus d'un an, paraissait avoir fait le plein des voix au premier tour ; ses chances de l'emporter au second semblaient donc minces. On se résolut alors à tenter à droite un grand coup de dé : présenter aux suffrages le seul représentant de l'ancien régime dont la popularité était demeurée intacte, le maréchal Paul von Hindenburg. Pour convaincre le vieil homme de 78 ans de quitter sa retraite et la culture des roses de son jardin, on dépêcha chez lui un homme de sa caste, le grand-amiral Alfred von Tirpitz, créateur de la marine de guerre, représentant de l'aile nationaliste la plus hostile aux réparations de guerre, le parti national du peuple allemand (*Deutschnationale Volkspartei*).

Les hasards de l'histoire, plus qu'un talent quelconque, avaient hissé Hindenburg à la hauteur d'un mythe national. Le vieil homme incarnait – ô paradoxe – le militarisme prussien sous des dehors grand-paternels. S'étant porté volontaire pour reprendre du service actif en 1914, il avait couvert de son autorité la victoire préparée par ses subordonnés et remportée sur l'armée russe entre le 27 et le 29 août 1914, quelques semaines à peine après l'ouverture des hostilités. La légende dorée du chef invincible et libérateur de la Prusse orientale se répandit rapidement. On

prête au général Ludendorff, le véritable stratège de la bataille, d'avoir immédiatement associé ce succès au nom de l'un des villages avoisinants, à proximité duquel les chevaliers teutoniques avaient été vaincus en 1410 par les armées polonaise et lithuanienne. Cette revanche moderne, prélude à la reconquête d'un espace vital à l'est, entra alors avec fracas dans l'histoire allemande sous le nom de bataille de Tannenberg. Je reviendrai plus loin sur le destin exceptionnel – un véritable cas d'école – de ce symbole savamment construit, entretenu et habilement exploité ultérieurement par le « petit caporal » qui se hissa sur les épaules du « grand maréchal ». Sept mois avant qu'Hindenburg ne se présente à l'élection présidentielle, il venait, pour le dixième anniversaire de la bataille, de poser la première pierre d'un gigantesque mémorial national, résultat d'un concours auquel avaient pris part 385 architectes dont les projets furent exposés au musée des universités techniques de Berlin. En découvrant le projet des lauréats, le maréchal se serait contenté de leur dire : « Votre travail est excellent ! », pour évoquer ensuite devant eux ses souvenirs de Solferino (voir note 10). Mais revenons à notre propos. Au second tour de l'élection présidentielle, le 26 avril, la droite gagna son pari : Hindenburg obtenait 48,3 % des suffrages contre 45,3 % au candidat des partis socialiste, démocratique et du centre. L'« effet Hindenburg » avait porté ses fruits. Des historiens (voir note 3) accusent aujourd'hui l'« aveuglement » politique du parti communiste qui avait

maintenu son candidat au second tour (6,4 %). Cette vision rétrospective mécaniste ne tient aucun compte du déroulement des événements depuis la fin de la guerre ni du fossé profond que cette dernière avait creusé entre les partis ouvriers. Elle ignore pour le surplus que le second tour avait mobilisé 3,5 millions d'électeurs supplémentaires et que rien ne permet de préjuger du comportement des électeurs communistes si un mot d'ordre bien improbable de ralliement à l'adversaire d'Hindenburg leur avait été adressé. Que l'élection du maréchal ait été un cinglant échec pour la république ne fait pas l'ombre d'un doute. L'influent rédacteur en chef et éditorialiste du *Berliner Tageblatt*, Theodor Wolff, écrivit au lendemain de l'événement : « Que peut-on bien faire d'un peuple qui n'apprend rien de ses malheurs et qui se laisse toujours à nouveau, pour la dixième ou douzième fois, mettre le licou et mener par les mêmes ? »³

DE DREYFUS À LESSING

Comment un homme solitaire se retrouve-t-il soudain au cœur de l'actualité, dans l'œil d'un cyclone politique, obligé de jouer un rôle que seuls ses adversaires l'ont contraint à assumer ? On s'est souvent posé la question au terme de l'affaire Dreyfus⁴. L'homme fut-il à la hauteur des enjeux dont il était devenu malgré lui le

symbole ? Sans comparer leurs deux personnalités ni les circonstances qui les ont forgées, la même interrogation s'applique à Theodor Lessing, chargé de cours de philosophie à l'université technique de Hanovre, poussé soudainement sur le devant de la scène par l'exploitation politique sans scrupule de son opposition publique à la candidature d'Hindenburg, son compatriote qu'il connaît bien, et dont son père a été occasionnellement le médecin. Lessing se rappellera d'autant plus naturellement l'affaire Dreyfus que celle-ci appartient désormais à l'histoire européenne ; dans la France victorieuse en 1918 elle appartient au passé et le capitaine réhabilité est nommé lieutenant-colonel. L'affaire Lessing commence. L'homme ne connaîtra heureusement jamais le sort tragique des années de bagne de Dreyfus ni l'interminable combat pour son honneur bafoué. Mais l'histoire qui n'est jamais avare de contradictions fera de la cabale montée contre Lessing le prélude à son assassinat ; lâchement abattu en août 1933 par de petits nervis nazis, il meurt deux ans avant celui qui avait avant-guerre scindé en deux blocs inconciliables la société française.

Les ravages de l'antisémitisme rapprochent inévitablement les deux cas. Une bonne décennie de mensonges et de calomnies avaient rendu plausible aux yeux de l'opinion française

3. Cité dans Hagen Schulze, *Weimar, Deutschland 1917-1933*, Berlin, Siedler Verlag, 1982, p. 296.

4. Voir notamment Jean Denis Bredin, *L'Affaire*, Julliard, Paris, 1983. La comparaison de « l'affaire Lessing » avec son homologue français s'est imposée par la manière dont elle avait également clivé le pays.

la dégradation pour trahison du capitaine Dreyfus. L'antisémitisme politique allemand, né vers 1880, ravivé durant la guerre et surtout après la défaite, allait faire le lit du cas Lessing. Celui-ci est né à Hanovre en 1872 dans une famille juive aisée et intégrée de longue date dans cette ville rattachée depuis peu à la Prusse. Là, même un Juif de bonne famille bourgeoise assimilée n'aurait pu, comme Dreyfus, devenir officier ; la carrière militaire, comme l'administration ou l'enseignement restent des privilèges jalousement gardés. Les jeunes Juifs de bonne famille se précipitent d'autant plus volontiers dans toutes les professions « modernes », ouvertes, même si leurs débouchés sont hasardeux et la concurrence féroce pour s'y tailler une place. En rébellion contre les siens autant que contre la discipline d'une Prusse conformiste et militarisée, Lessing mettra longtemps à trouver sa voie entre médecine, psychologie, littérature, pédagogie nouvelle, critique et journalisme, jusqu'à ce que la Première Guerre mondiale ébranle toutes ses convictions et le précipite, en contestataire pacifiste, socialiste et anarchiste dans une remise en cause fondamentale de cette société capitaliste moderne dont il est indirectement le produit. Prend forme alors cette philosophie « en tant qu'action », engagée mais sceptique, qu'il développera vers la cinquantaine, mûri par l'expérience de la guerre et du chaos qui la prolonge. Sa situation de chargé de cours dans une université technique que la philosophie intéresse peu demeure précaire. Il écrit, donne

des conférences et fournit la presse en feuillets littéraires. Une affaire criminelle hors du commun, dont il rend compte dans un grand quotidien tchèque de langue allemande, le *Prager Tagblatt*, lui vaut de premiers ennuis au sein de son université : est-il digne de sa fonction et de sa mission d'éducateur de s'occuper de la lie de la société et surtout de s'immiscer de façon critique dans le travail de la police et de la justice ? L'affaire en question n'est pas banale, et tellement révélatrice du climat social de l'après-guerre et de l'inflation, que notre philosophe et psychologue l'a érigée en exemple et s'insurge contre la manière dont elle est menée. Fritz Haarmann, pervers sexuel, et son complice Hans Grans se voient accusés d'au moins 27 assassinats de jeunes gens disparus, dont il apparaîtra qu'ils ont été tués et dépecés entre janvier 1923 et juin 1924. L'enquête révèle rapidement les défaillances de l'appareil policier qui employait Haarmann comme mouchard et indicateur dans les milieux interlopes du quartier de la gare : prostitution et trafics en tous genres, de viande notamment, ce qui dissimulera pour un temps l'activité macabre du meurtrier. Durant le procès, Lessing se voit retirer son accréditation de presse pour avoir critiqué le tribunal et les experts appelés à la barre ; il soupçonne au surplus les magistrats de vouloir apaiser l'opinion en faisant exécuter rapidement les accusés. L'université, sous la pression des professeurs et étudiants de droite, entame une procédure disciplinaire en vue de sanctionner son attitude. C'est sur ces

entrefaites que paraît dans le même journal pragois le portrait psychologique qu'il dresse du maréchal à la veille de son élection. De ce singulier rapprochement va naître un véritable complot aux dimensions nationales. L'intellectuel juif Lessing, critique des valeurs les plus sacrées de la nation allemande, y servira de bouc émissaire idéal. Résumons ici les traits essentiels de cette étude de caractère particulièrement pertinente.

UN CRIME DE LÈSE-MAJESTÉ

Avec le recul dont nous disposons, l'article du fin psychologue Lessing anticipe le rôle politique que l'entourage du futur président lui fera jouer. « Bismarck a eu sur lui-même, écrit Lessing, cette belle expression : "Je suis parfaitement conscient d'en être resté à un certain stade de mon évolution." Hindenburg n'avait pas besoin de cela. La nature l'a conçu si simple, si droit et si évident qu'il ne restait plus rien à développer ; sauf le déploiement innocent de préjugés innés. Allemand, Prussien, chrétien, monarchiste, soldat, camarade, appartenant selon le mode de vie et l'allure à la couche sociale nette et de bon aloi qui trouve ses normes dans le "Petit Gotha" et dans le "Protocole du Rang", tout cela de manière aussi naturelle et incontestable que tout homme qui ne le sentirait pas apparaîtrait comme un Chinois ou un adorateur de

Bouddha. [...] Quel homme conviendrait mieux comme fétiche, comme statue, comme symbole ? Quand le Hanovre était encore un royaume dont le monarque résidait en permanence en Angleterre, son trône vide le représentait à la Cour, et pendant des générations la noblesse *welche* venait défilier chaque dimanche et faire sa révérence devant son siège inoccupé. On n'y plaçait même pas une poupée symbolique... »⁵

Lessing, qui fut un temps enseignant intérimaire, rappelle ensuite comment, à l'occasion de l'anniversaire de la bataille de Tannenberg, la jeunesse des écoles défilait devant le maréchal : « Je donnerais beaucoup pour revivre cet instant ; ce mélange de sentiments, de comique et d'émotion, de solitude complète et de fusion avec tous les enfants, cette folle exubérance et cette déférence sacrée ; et surtout ma stupeur, car je n'aurais jamais cru possible un tel degré d'infantilisme. Hindenburg (nous étions les yeux dans les yeux) disait avec conviction : "L'Allemagne se trouve dans un marasme profond. Les temps splendides de l'empereur et de ses héros ne sont plus. Mais les enfants qui chantent ici le *Deutschland über alles*, ces enfants sont appelés à renouveler le Reich ancien. Ils vaincront le monstre, la révolution. Ils verront le retour du temps glorieux, des grandes guerres victorieuses. Et vous, Messieurs les Maîtres, vous portez la belle mission

5. *Prager Tagblatt*, n° 97, 25 avril 1925, p. 3. Traduction : J. Aron. Ce journal, digitalisé, est accessible sur le site de la Bibliothèque nationale d'Autriche (ÖNB) : <http://anno.onb.ac.at/cgi-content/anno?aid=aid=ptb&datum=prager>

d'éduquer les enfants dans ce sens." (Les garnements me poussaient et ricanèrent.) "Et vous, mes chers élèves, vous entrerez comme vos ancêtres victorieux dans Paris. Je ne vivrai plus ce moment. Je serai alors près de Dieu. Mais du ciel, je jetterai mon regard sur vous, je me réjouirai de vos exploits et je vous bénirai." » On citerait volontiers le texte entier de Lessing, mais venons-en à l'essentiel, sa conclusion prémonitoire.

« L'observateur des choses humaines découvre dans ce phénomène toute la joie que s'autorise cette vie enfermée dans ses limites étroites et naïvement assumées. Une nature transparente, foncièrement honnête et fiable, sans fausseté ni questionnement. Et c'est aussi ainsi qu'il apparaît au miroir de ses "Souvenirs". Mais l'on se gardera bien de ce jugement : voici un homme d'un seul tenant. Je ne parlerai pas de l'inhumanité et de l'égoïsme d'une si naïve fatuité. Car à partir du moment où le plus apolitique de tous les hommes est utilisé politiquement, c'est de bien autre chose qu'il s'agit : cet homme est l'image même de "l'homme au service de". Il n'y a pas chez lui la moindre amorce d'une personnalité qui pense, juge et décide par elle-même. L'essentiel chez lui est toujours le règlement, la tradition, le consensus, "que l'on doit quand même bien", "que l'on ne peut quand même pas". Un bon et "fidèle

saint-bernard", un "fidèle Eckart", "un bon gardien", mais seulement tant qu'un homme sage est là pour le tenir à son service et le dresser à rapporter ; laissé en liberté, il deviendrait un loup égaré. Une nature comme celle d'Hindenburg demandera jusqu'au bout : où puis-je servir ? Il est certainement bouleversant et touchant que pendant la guerre mondiale l'une des pires et des plus maléfiques natures de l'histoire universelle ait pu utiliser au service de son ambition personnelle et de sa volonté de pouvoir un homme parmi les plus simples et les plus crédules, tout cela sous le drapeau de l'idée nationale. »

Nous voici donc parvenus au cœur de la mise en garde du philosophe : qui et quels intérêts se tiennent-ils derrière ce trône vide, derrière ce symbole fait tout entier de naïve apparence ? Le lecteur du moment ne pouvait s'y méprendre : Ludendorff ! L'histoire, cependant, nous réservait Hitler, contre lequel – ironie suprême – Ludendorff mit en garde le vieux maréchal dans une lettre demeurée célèbre⁶. Même s'il s'était trompé sur la personne du futur dictateur, Lessing avait justement conclu : « Selon Platon, les philosophes devraient guider les peuples. Mais ce n'est pas un philosophe qui montera sur le trône en la personne de Hindenburg. Rien qu'un symbole représentatif, un point d'interrogation, un zéro. On pourrait se dire : "Mieux

vaut un zéro tout rond qu'un Néron." Mais l'histoire nous enseigne, hélas, que derrière un zéro tout rond se cache toujours un futur Néron. »

Le lendemain du second tour, Oskar, fils du maréchal, éveilla son père à sept heures du matin pour lui annoncer son succès. « Si c'est tout ce que tu as à me dire, pourquoi me réveilles-tu si tôt ? À huit heures le résultat aurait été le même. » Et il se rendormit ?⁷ Dès que la victoire électorale d'Hindenburg fut connue, un cortège aux flambeaux parcourut sa ville de résidence, auquel participa tout ce que Hanovre compte de notables, de partis, de corporations, d'organisations sportives et militaires de droite, qui se sont mobilisés pour l'accueillir en triomphe. Le nouveau président est fait docteur *honoris causa* de l'université dans laquelle Lessing enseigne. Un journal reproduit l'article trouvé dans le *Prager Tagblatt*. Un « comité de lutte contre Lessing » se forme pour obtenir son renvoi. Ses cours sont boycottés. Pressions et menaces physiques aboutissent à une suspension de fait de son enseignement, pendant laquelle s'engage une épreuve de force politique : Lessing, bien décidé à assurer sa défense, est soutenu par ceux des socialistes ou des intellectuels qui ont bien saisi l'enjeu du conflit : la liberté d'opinion et d'expression. Une année scolaire ne suffit pas à apaiser la tension. À la reprise des cours en mai 1926, quatre à cinq cents étudiants

armés de bâtons empêchent l'accès à son enseignement. Le 8 juin, un train spécial – réservé selon toute vraisemblance par le magnat de la presse et président du parti national du peuple allemand (*Deutschnationale Volkspartei*), Alfred Hugenberg – attend les étudiants pour se rendre à Braunschweig, où ils menacent de s'inscrire dans une université dont le rectorat les soutient. Il s'agit de faire plier le gouvernement socialiste du Land de Prusse, pouvoir de tutelle de l'université de Hanovre. Le 19 juin, un compromis jugé honorable par l'intéressé transforme sa charge de cours en mandat de chercheur. S'il lui permet de reprendre une activité en mettant fin à l'épreuve qui l'a profondément affecté physiquement et moralement, il ne clôt pas l'« affaire Lessing ». Les nazis ne l'ont pas effacé de leur arsenal de propagande. Après la crise de 1929, quand ils repartent à l'assaut du pouvoir, Goebbels, accusé à son tour de diffamation du président de la République, forgea le lien imaginaire que Lessing aurait tissé entre le criminel Haarmann et Hindenburg ; il aurait ainsi déclaré pour sa propre défense : « L'historien juif, le professeur Lessing, a comparé dans la presse étrangère Monsieur le Président du Reich au meurtrier en série Haarmann, ce dont les étudiants nationalistes l'ont châtié, mais qui a été récompensé par un contrat de chercheur signé par un ministère marxiste. » Ce que Lessing contesta publiquement

6. Ludendorff à Hindenburg, le 1^{er} février 1933 : « En nommant Hitler chancelier du Reich, vous avez livré notre sainte patrie allemande à l'un des plus grands démagogues de tous les temps. Je vous prédis solennellement que cet homme néfaste précipitera notre empire dans l'abîme et notre nation dans une incroyable misère. Les générations à venir vous maudiront pour cela dans votre tombe. » In Hagen Schulze, *Weimar...*, op. cit., p. 410.

7. L'anecdote est tellement significative que de nombreux historiens l'ont rapportée, dont Hagen Schulze, *Weimar...*, op. cit., p. 296.

en détail, terminant sa réponse dans une importante revue culturelle par cette remarque pertinente : « Imaginez maintenant ce qui risque de se passer : dans l'histoire culturelle, dans celle des religions et des opinions, on trouve de nombreux clichés historiques, l'image de Socrate, par exemple, résumée en quelques lignes transmises par des contemporains. Qui nous garantit qu'il n'en ira pas de même avec la transmission d'une pelote d'associations comme celle que j'évoquais plus haut ? S'il devait arriver que rien ne subsiste de moi que cette phrase du discours du Dr Goebbels, comme il n'est rien resté d'autre de Catalina que le discours de Cicéron, quelle horreur ! Et dire que certains combattent encore le scepticisme de mon livre : "L'histoire, ou donner du sens à ce qui n'en a pas". »⁸

L'assassinat de Lessing s'inscrit dans la longue liste des actes criminels qui ont accompagné l'arrivée des nazis au pouvoir. C'est dans l'entourage de Hindenburg et sous son patronage qu'ils entrent dans la politique allemande qu'ils investiront progressivement et pour douze ans. Le 2 mars 1933, Lessing et sa fille Ruth parviennent à gagner la Tchécoslovaquie. Il

assiste le 23 août, à Prague, à l'ouverture du 18^e congrès sioniste. Le 25 août, il est officiellement déchu de sa nationalité allemande. Sa tête est mise à prix. La maison de Marienbad dans laquelle il s'est installé est surveillée par des Sudètes nazis ; le 30 août au soir, il y est assassiné de deux balles dans la tête. Les meurtriers passent la frontière proche. Dans la Journée du parti de septembre 1933, la première depuis la prise de pouvoir, Goebbels fit une allusion à ces gens dont il n'est pas étonnant que la Révolution allemande doive se débarrasser. Rosenberg, rééditant un portrait qu'il avait tracé de Lessing en 1927, se contenta d'une lâche note en bas de page : « En 1933, Lessing s'enfuit à Prague et continua à exciter l'opinion contre le Reich allemand. Il fut abattu chez lui par des auteurs inconnus. »⁹

TANNENBERG, CE SYMBOLE

L'architecte que je fus ne résiste pas à l'interprétation de ce monumental symbole du culte de Hindenburg que devint le mémorial de Tannenberg. C'est à présent en tant que président de la République qu'il l'inaugure le 18 septembre 1927 par un discours dont le texte sera coulé dans une

plaque de bronze : « L'accusation, selon laquelle l'Allemagne serait la cause de la plus grande de toutes les guerres, nous la rejetons, le peuple allemand dans toutes ses composantes la rejette unanimement. Ni l'envie, ni la haine ni la soif de conquêtes ne nous ont mis les armes à la main. Bien au contraire, la guerre fut ce moyen ultime de nous affirmer au prix de lourds sacrifices face à un monde d'ennemis. C'est le cœur pur que nous sommes partis pour la défense de la patrie, et c'est avec des mains pures que l'armée a tenu l'épée. L'Allemagne est disposée à tout instant à en apporter la preuve devant des juges impartiaux. » Le premier anniversaire de la bataille après la nomination d'Hitler comme chancelier, le 27 août 1933, un vibrant hommage au maréchal lui fut évidemment rendu par le nouveau régime. Hindenburg meurt le 2 août 1934 et il est inhumé le 7 à l'intérieur du mémorial. De gigantesques travaux de transformation de la cour intérieure s'entament alors, sous la supervision d'Hitler, toujours féru d'architecture et de grandiose mise en scène. À leur achèvement, le 2 octobre 1935, un nouveau sarcophage est placé dans la crypte. Hitler y prend la parole devant les troupes des différentes armes :

« L'ensevelissement de ce grand Allemand dans les murailles de ce puissant monument à la bataille lui donne un sacre particulier et l'élève en un lieu saint de la nation. »¹⁰

Ce mémorial qui devait consacrer la naissance du Reich de mille ans concrétise assez bien l'idéologie de cette « révolution conservatrice ». Au-dessus de l'entrée de la crypte du maréchal fut placé un gigantesque bloc de granit – « Car seule la pierre la plus dure venue des origines devrait trouver son application dans un monument conçu pour l'éternité. » (G. Buchheit, voir note 10). Le colosse fut donc extrait par les moyens les plus modernes d'une carrière de Prusse orientale. Mais l'éternité ne devait pas être accordée au mémorial ; il ne subsista que dix-huit ans. En janvier 1945, l'armée en déroute organisa l'évacuation des dépouilles de Hindenburg et de sa femme et fit sauter certaines des huit tours de la construction. Le reste fut ultérieurement dynamité par l'armée polonaise. Le site reprit son nom polonais : Olsztynek. Un nouveau monument fut érigé sur cet emplacement, un rappel de la victoire de 1410 sur les chevaliers teutoniques. Éternel balancier de l'histoire ? Jusques à quand ?¹¹

8. Theodor Lessing, « À propos d'une déclaration du Dr Goebbels », in *Das Tagebuch*, 11^e année, cahier 42/1930, p. 1692. Comme la plupart des feuillets de Lessing, ce texte est repris dans les recueils suivants : Theodor Lessing, *Ich warf eine Flaschenpost ins Eismeer der Geschichte*, Essays und Feuilletons herausgegeben und eingeleitet von Rainer Marwedel, Munich, Luchterhand, 1986 ; Theodor Lessing, *Wortmeldungen eines Unerschrockenen*, Leipzig, Weimar, Gustav Kiepenheuer, 1987 ; Theodor Lessing, *Wir machen nicht mit!*, *Schriften gegen den Nationalismus und zur Judenfrage*, Brême, Donat, 1997. La bibliographie de Lessing étant trop abondante, nous renvoyons ici à celle établie par l'université de Potsdam : www.uni-potsdam.de/db/lessing/material.html

9. Alfred Rosenberg, *Novemberköpfe*, Berlin, 1939.

10. Reproduit dans l'ouvrage illustré que publie l'un des historiens officiels du régime, Gert Buchheit, *Das Reichsdenkmal Tannenberg, seine Entstehung, seine endgültige Gestaltung und seine Einzelkunstwerke*, Munich, Verlag Knorr & Hirth, 1936.

11. L'état actuel du lieu est visible sur le site www.ordensland.de/Tannenberg/tannenberg.html



Hommage national au maréchal von Hindenburg.
Mémorial de Tannenberg, 2 octobre 1935.

CHRONIQUE DES ENJEUX D'HISTOIRE SCOLAIRE

Laurence De Cock et Charles Heimberg

EJ La Journée de la mémoire et ses pratiques scolaires. Une évocation critique

Laurence DE COCK - Professeur agrégée au lycée Joliot Curie de Nanterre, chargée de cours à l'université Paris VII, associée au laboratoire ECP, université Lyon II.

Charles HEIMBERG - Professeur de didactique de l'histoire et citoyenneté, université de Genève.

« Que la mémoire ne soit pas une donnée stabilisée, qu'elle ne corresponde en aucun cas à un savoir qui puisse être considéré comme établi une fois pour toutes, c'est une évidence pour toute personne qui s'en occupe de différents points de vue, mais cela ne va pas de soi pour la plupart des gens. Les réthoriques publiques qui ont constitué une sorte d'obligation de se remémorer, considérée à tort comme le meilleur moyen d'empêcher que se reproduisent les tragédies du passé, paraissent condamnées, tout compte fait, à révéler irrémédiablement leur dangereuse inconsistance. C'est d'autant plus vrai quand elles présentent l'aspect d'une pédagogie collective pédante, dotée d'une connotation prescriptive, parfois empathique, édulcorée et ritualisée, mais surtout étrangère à la dynamique de son temps. De ce point de vue, cette attitude risque de se révéler comme un chapitre supplémentaire de la tendance générale à la perte de l'intelligibilité du passé alors même qu'elle a été conçue en fonction d'objectifs tout à fait opposés. [...]

Survivants et Oubliés

[...] Il y a lieu de penser que, tout compte fait, pour beaucoup, une forme de dépendance, et donc de subordination, est nécessaire pour donner un horizon à sa propre existence. Après quoi, dès lors qu'il existe une mémoire morte, il en surgit d'autres qui, elles, ont toute la force de l'existence, étant issues de récits de vie. À bien considérer la mémoire de la déportation, qui est une écriture collective de la résistance aux mécanismes de destruction institutionnelle des corps et des pensées, elle a d'emblée été caractérisée par son antagonisme à l'égard de la muséalisation et du processus d'anesthésie opéré par les rhétoriques des nationalismes, et aujourd'hui des localismes. C'est sans doute pour cela qu'elle a eu une trajectoire si difficile, qu'elle est quasiment passée par des catacombes, qu'elle a en tout cas été régulièrement mise en difficulté. »

Cet extrait d'un texte de l'historien Claudio Vercelli¹ provient d'une recension d'un récent ouvrage de Bruno Maida, *Il mestiere della memoria. Storia dell'Associazione nazionale ex deportati politici, 1945-2010*². Il a été notamment publié sur le site de la Fondation Fossoli ex-Campo³ pour annoncer la première séance d'un cycle de formation d'enseignants se préparant à un voyage de mémoire à Auschwitz en 2015 avec des élèves⁴, première séance dédiée justement à une présentation-discussion du livre de Bruno Maida⁵.

Dans cet exemple, le voyage de mémoire est prévu sur plusieurs jours et implique une formation préalable obligatoire des enseignants qui l'encadreront. Et c'est bien une réflexion critique sur les mécanismes de la mémoire et les limites des pratiques prescriptives en la matière qui leur est proposée. C'est aussi, en quelque sorte, une mise à distance du concept réducteur de « devoir de mémoire »⁶ qui est ainsi opérée à juste titre.

Depuis 2004, la date du 27 janvier, en souvenir de l'arrivée de l'armée Rouge dans les camps d'Auschwitz le 27 janvier 1945, a été progressivement instituée en Journée de la mémoire des génocides et de la prévention des crimes contre l'humanité dans plusieurs pays comme la France, l'Allemagne, l'Italie ou la Suisse, alors que d'autres pays ont opté pour d'autres dates. Comme toute commémoration, la Journée de la mémoire est une bonne occasion pour faire de l'histoire dans la classe ou dans l'espace public. Toutefois, son existence officielle suscite deux types de questionnements, le premier sur les liens souhaitables ou non entre commémoration et institution scolaire, le second autour de la focalisation discutable sur une date de « libération » qui, en réalité, ne marqua pas la fin de toutes les souffrances, comme le montre le dossier proposé dans ce volume.

Sur le premier aspect, il est intéressant de se référer au site officiel de

l'éducation nationale française pour voir dans quels termes « la communauté éducative [est invitée] à engager une réflexion avec les élèves sur l'Holocauste et les génocides reconnus, en liaison avec les programmes scolaires⁷ :

« Une journée européenne pour se souvenir

Les ministres européens de l'éducation ont adopté, le 18 octobre 2002, la déclaration qui institue une journée de mémoire de l'Holocauste et de prévention des crimes contre l'humanité. La date a été laissée libre de choix à chaque pays. La France et l'Allemagne ont choisi le 27 janvier. Il s'agit d'une **date symbolique car elle correspond à l'anniversaire de la libération du camp d'Auschwitz-Birkenau.**

Le travail de mémoire et de commémoration doit passer par les enfants et les adolescents. Cette journée de souvenir est l'occasion d'engager une réflexion sur la Shoah et les génocides et de rappeler les valeurs humanistes qui fondent la démocratie.

Une journée de commémoration à l'école

La communauté éducative est invitée à s'associer à cette commémoration. Lors de cette journée, la réflexion permet d'aborder les valeurs fondatrices de l'humanisme : la dignité de la personne ou le respect de la vie d'autrui. Le rôle crucial de tous ceux qui ont contribué à protéger, et

parfois sauver, les persécutés est valorisé.

Dans les établissements, **des manifestations ou activités spécifiques sont organisées** : ateliers pédagogiques, rencontres avec des témoins, débats autour d'un film, expositions, représentations artistiques, visites d'un musée ou d'un lieu de mémoire, etc.

Un travail interdisciplinaire (histoire, lettres, enseignement artistique, philosophie, éducation civique, etc.) **peut être effectué.**

Les personnels pédagogiques ont accès à **différentes ressources pédagogiques** pour les accompagner dans leur démarche de sensibilisation des élèves. »

Dans ces lignes, il apparaît que le travail de mémoire et la commémoration sont confondus au service des « valeurs humanistes qui fondent la démocratie ». En se référant à la fois à la Shoah et aux génocides, la formule opère un premier brouillage : celui de dissocier la Shoah des autres génocides qui, de la sorte, se trouvent privés de qualification ; un constat qui semble traduire un refus de pénétrer le terrain parfois sensible de la caractérisation des génocides, mais qui, ce faisant, opère une minorisation des génocides reconnus comme tels (des Arméniens ou des tutsis). Les contenus prescrits pour cette journée sont pour leur part assez précisément définis : « valeurs

1. « *Il mestiere della memoria*, di Bruno Maida, per ombre corte. Il ruolo dell'Associazione nazionale ex deportati politici in una storia di deportazione ritenuta, a torto, marginale », première publication dans le quotidien *Il Manifesto*, 4 août 2014.

2. *[Le métier de la mémoire. Histoire de l'Association des ex-déportés politiques, 1945-2000]*, Vérone, Ombre corte, 2014.

3. Le camp de Fossoli, près de Modène, a fonctionné de l'automne 1943 à l'été 1944 comme camp de regroupement et de transit pour la déportation vers les camps nazis.

4. « Un treno per Auschwitz. Andata e ritorno » [« Un train pour Auschwitz. Aller et retour »], un voyage avec des élèves du secondaire supérieur de la région de Modène qui se déroulera du 12 au 17 mars 2015 : http://www.fondazionefossoli.org/it/progetti_view.php?id=20. Tous les sites mentionnés dans cette chronique ont été consultés et vérifiés le 21 novembre 2014.

5. http://www.fondazionefossoli.org/it/progetti_view.php?id=21.

6. Voir Olivier Laliou, « L'invention du "devoir de mémoire" », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 69, janvier-mars 2001, pp. 83-94 ; Sébastien Ledoux, *Le « Devoir de mémoire à l'école ». Essai d'écriture d'un nouveau roman national*, Sarrebruck, Éditions universitaires européennes, 2011.

7. <http://www.education.gouv.fr/cid50448/27-janvier-journee-de-la-memoire-des-genocides-et-de-la-prevention-des-crimes-contre-l-humanite.html>.

fondatrices de l'humanisme », « respect de la vie », mais aussi le « rôle crucial » de ceux qui ont « contribué à protéger, et parfois sauver, les persécutés ». Ici, la figure des Justes s'impose d'emblée⁸, mais il est à espérer que celle de la Résistance puisse aussi y être intégrée. Enfin, diverses activités sont évoquées qui ont en commun leur caractère ponctuel, inscrit dans les limites d'une « journée », sans qu'un prolongement ou des activités d'apprentissage de plus longue durée ne soient ni suggérés ni évoqués.

En Suisse romande, un site⁹ propose à tous les enseignants un guide pédagogique et cite des moyens d'enseignement qui sont majoritairement centrés sur l'histoire de la destruction des juifs d'Europe vue depuis la Suisse. Le guide mentionne le fait que l'Organisation des Nations unies a adopté de son côté en 2005 le principe d'une journée de la mémoire de l'Holocauste¹⁰ et il indique que la Journée de la mémoire porte sur des contenus qui peuvent être différents d'un pays à l'autre :

« S'agissant du contenu d'une telle Journée, il varie selon les pays. Dans certains États, l'accent est mis sur

l'accueil des réfugiés et les efforts de la population pour protéger les Juifs de l'extermination (Andorre, Bulgarie, Finlande, Grèce, Turquie). Dans d'autres, la Journée est aussi un moment de réflexion plus générale sur la tolérance, les droits de l'homme et la lutte contre le racisme (Belgique, France). En Allemagne, l'enseignement de l'Holocauste constitue une matière obligatoire qui dépasse largement le cadre d'une seule journée. De son côté, le Conseil de l'Europe a intitulé le programme à ce sujet : "Enseigner la mémoire. Éducation à la prévention des crimes contre l'humanité". »

Le site suisse romand « Educa » contient également un lien avec celui de l'organisation internationale qui a été instaurée pour promouvoir l'enseignement de la destruction des juifs d'Europe, des autres génocides et de la prévention des crimes contre l'humanité¹¹, l'*International Holocaust Remembrance Alliance* (IHRA). Ce site de l'IHRA propose ainsi de son côté des conseils pédagogiques qui portent respectivement sur *Pourquoi enseigner la Shoah* ?¹², *Qu'enseigner sur la Shoah* ?¹³ et *Comment enseigner la*

Shoah à l'école ?¹⁴ Il ne nous est pas possible ici de commenter de manière critique l'ensemble de ces directives et propositions. Elles posent toutefois centralement la question du statut et de la nature des apprentissages effectifs qui sont associés à cette Journée de la mémoire. Ainsi, le terme même d'*Holocaust Education*, d'Éducation à l'Holocauste, ne manque pas d'ambiguïté et pourrait suggérer des pratiques davantage portées aux « leçons » morales du passé qu'à un véritable travail historique.

Un autre problème concerne le sens de la date du 27 janvier qui ne marque pas seulement la découverte des camps d'Auschwitz par l'armée Rouge, et par conséquent leur libération, mais aussi, pour les victimes, le début d'un long processus de retour des camps dont il n'est étonnamment guère question dans les directives susmentionnées. En effet, le symbole du 27 janvier est représenté dans ces textes, sans doute à tort, comme évoquant la destruction des juifs d'Europe tout entière ; il n'est ni contextualisé, ni situé dans le processus global de la criminalité de masse du national-socialisme. Il désigne l'ensemble et l'issue de cette criminalité de masse, non sans une approche téléologique où la catastrophe finale prend le pas sur tous les processus qui l'ont rendue possible

et forgée. Ainsi, au-delà de ce repère du 27 janvier, il y a lieu d'inciter au travail d'histoire, d'entendre les paroles des survivants, ce qu'ils ont vécu en amont, mais aussi après les camps, de retour dans leur pays¹⁵. Il est par conséquent très important que cette référence au 27 janvier soit le point de départ d'un travail d'histoire et de mémoire qui la connecte à l'histoire des sociétés européennes dans lesquelles elle apparaît, ainsi qu'aux mécanismes de la criminalité de masse à laquelle elle correspond.

Enfin, l'expérience spécifique des journées de la mémoire organisées dans le canton de Genève nous inspire encore une dernière interrogation, celle de l'inscription du travail d'histoire et de mémoire dans la durée, et dans le régulier renouvellement chaque année d'élèves qui vivent tous dans le même monde et qui ont tous droit à la même information et à la même sensibilisation. À Genève, cette journée a bien été mise sur pied dès janvier 2004 par l'autorité scolaire, en association avec un lieu culturel de la ville, le Théâtre Saint-Gervais. Elle a proposé des activités pour les classes du secondaire, des événements culturels et une soirée grand public, souvent autour d'un film et d'une rencontre avec des témoins ou des historiens. Elle a porté alternativement sur la thématique de

8. C'est en effet le fruit d'un travail, d'une entreprise de politique publique de la mémoire, comme l'a montré Sarah Gensburger dans *Les Justes de France, politique publique de la mémoire, presses de sciences politiques*, Paris, Presses de Sciences-Po, 2010.

9. <http://guides.educa.ch/fr/journee-de-memoire-de-l-holocauste>.

10. Selon le terme régulièrement employé en anglais, bien que son caractère biblique ne le rende pas très pertinent.

11. <http://www.holocaustremembrance.com/>

12. <http://www.holocaustremembrance.com/fr/educate-teaching-guidelines-why-teach-about-holocaust/pourquoi-enseigner-la-shoah>.

13. <http://www.holocaustremembrance.com/fr/educate-teaching-guidelines-what-teach-about-holocaust/quenseigner-sur-la-shoah>.

14. <http://www.holocaustremembrance.com/fr/educate-teaching-guidelines-how-teach-about-holocaust-schools/comment-enseigner-la-shoah-a-l-ecole>.

15. Voir notamment sur le site de la Fondation pour la mémoire de la déportation quelques témoignages qui portent sur le retour à Paris : <https://fondationdeportation.wordpress.com/2014/10/16/6-temoignages-le-retour-des-deportes-a-paris-hotel-lutetia-printemps-1945/>. Voir aussi d'autres témoignages proposés par la FMD (http://www.bddm.org/aud/index_aud.php) et par le Mémorial de la Shoah (www.memorialdelashoah.org/index.php/fr/archives-et-documentations/temoigner/temoignages-video).

la destruction des juifs d'Europe et sur celle d'autres génocides ou d'autres crimes contre l'humanité. Elle a parfois donné lieu à la diffusion d'un dossier pédagogique visant à suggérer des activités dans les classes au cours de la même semaine ou ultérieurement. La mise sur pied régulière de ces journées s'explique largement par le fait qu'il y a eu conjonction d'un double engagement, d'en bas et d'en haut : celui d'un groupe d'enseignants qui souhaitent développer cette problématique mémorielle et celui de l'autorité scolaire qui a d'emblée clairement soutenu, encouragé et financé cette démarche. Toutefois, ce mode de faire montre aujourd'hui ses limites et il n'est pas certain, faute de soutien budgétaire et politique suffisant mais faute aussi d'une continuité dans l'engagement des acteurs concernés, qu'il se poursuive sous cette forme dans les années à venir.

En réalité, les pratiques concrètes en la matière sont très diversifiées et les engagements les plus forts parfois ponctuels. Il n'existe d'ailleurs pas d'enquête sur les formes et l'importance des dispositifs de commémoration mis

en place dans les différents établissements scolaires. Intuitivement, le nombre de courriels de rappels envoyés la veille des journées commémoratives par les inspections régionales en France incite à penser qu'elles ne font pas l'objet d'une véritable appropriation. Souvent pensées sans aucune forme de cohérence avec les progressions pédagogiques, émanant en outre de textes distincts des prescriptions officielles (programmes d'histoire), ces moments de commémoration semblent s'ajouter aux différents dispositifs de brouillage dont est parfois friande l'institution scolaire. Ils viennent épaissir le mille-feuille de tâches enseignantes de plus en plus touchées par des directives « métacurriculaires »¹⁶. Parmi elles, les « éducations à »¹⁷ ont de plus en plus d'importance dans le système éducatif. Les circulaires commémoratives peuvent aussi se lire dans ce cadre comme des « éducations aux souvenirs ». De la sorte, elles interfèrent, sur le principe, avec le cours d'histoire qui, lui, apprend à regarder, comprendre et écrire le passé. Ces deux modes de conscientisation historique¹⁸ ne sont pas forcément

antinomiques, comme le clament souvent les partisans d'un cloisonnement très net entre histoire et mémoire. Mais ils doivent cheminer conjointement dans le processus d'intelligibilité du passé afin de tenir ensemble affects et rationalisation sans que ni les uns ni l'autre ne viennent se brouiller mutuellement, avec le risque de rendre opaque le caractère sensible de la question ; ou, à l'inverse, de ne laisser les élèves qu'en suspension dans un pathos qui n'est pas l'affaire de l'école. La tension entre l'éducation au souvenir et l'apprentissage du passé relève d'une approche épistémologique de la discipline mais n'est jamais travaillée comme telle par les décideurs institutionnels.

Ces journées de commémorations, lorsqu'elles sont mises en pratique, se réduisent souvent à des rituels asséchés et déshistoricisés. Relayées ensuite par voie hiérarchique, elles relèvent ainsi d'un « devoir accompli », bouclant donc la question pour un an et reléguant à d'autres lieux (cieux) l'opportunité de questionner l'événement de manière critique. Le rituel commémoratif opère donc une naturalisation du savoir historique totalement contraire à ce que l'on devrait attendre d'une didactique critique de l'histoire qui assume le caractère construit et situé des savoirs. La commémoration empêche la multiplicité des interprétations et, de ce point de vue, s'insère dans le cadre acritique de l'école qui préfère le paradigme du consentement à celui du doute.

Le jeu est donc facilement biaisé si l'on n'y prend garde, et le caractère coercitif des circulaires agit davantage que leur appel à faire de l'histoire autrement.

Est-ce à dire pour autant qu'il faudrait se passer de ces commémorations ?

Pour soutenir les acteurs enseignants les plus motivés, et pour que le plus grand nombre d'élèves possible soit touché par ces apprentissages, sans doute vaudrait-il mieux mettre d'abord l'accent sur des formations continues et sur la production de ressources didactiques destinées aux enseignants, y compris pour aborder en classe tout ce que les passeurs de mémoire réalisent à toutes sortes de niveaux des productions humaines dans l'espace public. Et sans doute s'agit-il de rendre compte en priorité des travaux des historiens. Ce qui est justement ce par quoi commencent les collègues de Fossoli.

L'affaire demande aussi du temps et de la confiance à l'égard des enseignants susceptibles d'inventer des formes scolaires permettant de nouer histoire(s) et mémoire(s). Le travail de mémoire ne peut se limiter à une journée ou date singulière, il doit agir comme une grille de lecture, lente, présente, qui appelle à s'emparer de la question commémorative. À cet égard, l'actuelle commémoration de la Grande Guerre et le travail fait par la Mission du centenaire a déjà provoqué des centaines d'initiatives dans les établissements, inventoriées, collectées et mutualisées¹⁹. Beaucoup de ces projets témoignent d'une véritable

16. Nous entendons par ce néologisme les tâches dévolues aux enseignants qui ne s'inscrivent pas dans le dispositif curriculaire officiel mais qui s'ajoutent aux prescriptions sous la forme d'avenants.

17. Qui découlent directement de demandes politiques, mais qui se définissent sans lien suffisant avec les savoirs propres aux disciplines scolaires, risquant ainsi de déboucher sur des pratiques de classe prescriptives.

18. Des chercheurs canadiens anglophones parlent de « historical thinking » (voir <http://historicalthinking.ca>), ce qui est traduit en français par la formule « pensée historique » (voir <http://penseehistorique.ca>) ; à propos des modes de pensée historiens, voir aussi Robert Martineau, *L'Histoire à l'école. Matière à penser...* Paris, Montréal, L'Harmattan, 1999 ; Mostafa Hassani Idrissi, *Pensée historienne et apprentissage de l'histoire*, Paris, L'Harmattan, 2005 ; Charles Heimberg et al., « L'intelligibilité du passé face à la tyrannie de la doxa : un problème majeur pour l'histoire à l'école », in Jean-Luc Dorier et al. (éds), *Didactique en construction, construction des didactiques, Raisons éducatives*, Bruxelles, De Boeck, 2013, pp. 147-162.

19. Beaucoup sont visibles ici : <http://centenaire.org/fr/espace-pedagogique>.

inventivité et d'une réappropriation, par les élèves et les enseignants, de l'injonction commémorative. Ce sont des projets d'histoire transformés par la vocation mémorielle.

Par contre, on le voit, la journée du 27 janvier n'emprunte pas ces chemins. Encore trop désindexée des progressions annuelles, et bien trop ponctuelle, elle apparaît comme le résultat d'un compromis politique destiné à « descendre » dans les classes sans pouvoir s'installer véritablement dans les consciences.

D'une manière plus générale, nous n'ignorons pas que des intentions légitimes sont généralement présentes dans les incitations mémorielles qui s'adressent à l'école. Nous savons en même temps qu'une posture trop systématiquement critique à leur égard découragerait des bonnes volontés et finirait par favoriser de fait la

pire des histoires scolaires, celle qui, neutralisée et désincarnée, ferait totalement l'impasse sur les enjeux de mémoires de notre présent. Et pourtant, si les injonctions mémorielles ne donnent apparemment pas les résultats escomptés, c'est sans doute l'effet d'un manque de moyens – en termes de formations, ressources diverses, temps à disposition ; mais c'est probablement lié aussi, surtout pour la destruction des juifs d'Europe, à des incitations formulées d'une manière essentialiste, déconnectée des conditions historiques qui ont mené en amont à rendre possibles tous ces crimes. En même temps qu'il importe de promouvoir le travail d'histoire et de mémoire dans les classes, une réflexion paraît donc nécessaire sur les risques de dérive et d'impasse d'une « éducation à la Shoah » qui le négligerait.

COMPTE RENDU

**LA LUTTE DES CLASSES ?
UN ESSAI SUR LES INTELLECTUELS
COMBATTANTS ET LE PEUPLE
PENDANT LA PREMIÈRE GUERRE
MONDIALE**

Nicolas Mariot, *Tous unis dans la tranchée ? 1914-1918, les intellectuels rencontrent le peuple*, Paris, Seuil, 2013, 496 p.

Dans l'impressionnante production livresque en lien avec la commémoration du centenaire du début de la Première Guerre mondiale, l'essai de Nicolas Mariot, chercheur au CNRS, se distingue par sa volonté d'affronter un sujet neuf. Issu d'un mémoire d'habilitation à diriger les recherches, ce livre pose en effet la question des comportements et des représentations des intellectuels au front. On sait que l'histoire des intellectuels est un des champs historiographiques les plus féconds de ces trente dernières années. Pourtant, on suit l'auteur lorsque celui-ci affirme que l'histoire des intellectuels combattants restait à écrire. Les spécialistes d'histoire des intellectuels s'étaient jusque-là principalement intéressés aux prises de position de nature politique des clercs pendant la guerre¹, sans aborder le problème spécifique de ces intellectuels au front.

Pour cette enquête, Nicolas Mariot s'appuie sur le cas de 42 témoignages d'intellectuels, sélectionnés selon

trois critères. Ne sont très logiquement retenus que les intellectuels ayant effectivement été présents sur le front. Ensuite, le chercheur n'intègre à son corpus que des documents préalablement publiés, parmi lesquels une large majorité de correspondances. Enfin, il ne s'intéresse qu'aux intellectuels dont il a pu établir la biographie afin de mener à bien l'indispensable travail d'analyse sociologique du groupe ainsi constitué. Ces deuxième et troisième critères appellent quelques commentaires. Dans sa volonté de montrer les limites voire les apories des travaux précédents sur l'expérience combattante, Nicolas Mariot assume réutiliser afin de les réinterpréter ce qu'il qualifie de « sources les plus communes ou canoniques » (p. 405), soit un corpus déjà accessible et connu. Mais en quoi ce choix entraînait-il d'exclure d'intégrer au corpus des documents inédits, tirés des nombreux fonds d'archives où sont conservées des lettres de combattants ?² Certes, Nicolas Mariot explique que cette limitation à 42 témoignages autorise une analyse intégrale de leur contenu et que la prise en compte d'autres documents ne modifierait probablement les résultats de la recherche que de manière marginale. Mais le problème de la limitation à ces livres déjà publiés est le sentiment de retomber une fois de plus sur les « grands » intellectuels, en tout

1. Voir notamment Christophe Prochasson, Anne Rasmussen, *Au nom de la patrie : les intellectuels et la Première Guerre mondiale, 1910-1919*, Paris, La Découverte, 1996.

2. Un exemple : le fonds Maurice Prou (qui devient directeur de l'École des chartes en 1916), conservé à la bibliothèque municipale de Sens, regroupe de très nombreuses lettres inédites envoyées par des chartistes.

cas sur des témoins dont la vision de la guerre est déjà connue ; l'éditeur n'hésite d'ailleurs pas à mettre en avant la notoriété des témoins dans le prière d'insérer en quatrième de couverture : « Guillaume Apollinaire, Henri Barbusse, Marc Bloch, Maurice Genevoix, Georges Duhamel ou Léon Werth : les intellectuels combattants ont laissé à la postérité des textes où la guerre est superbement décrite et analysée ». Peut-être faudrait-il se résoudre, en histoire des intellectuels comme il est couramment d'usage dans les recherches de sociologie, à anonymiser les témoins, en précisant seulement leurs propriétés sociales, de manière à échapper aux poids de la notoriété et de l'autorité symbolique de ces grands noms. Enfin, en ce qui concerne la possibilité d'établir la biographie des témoins, on regrette – mais l'auteur n'est probablement pour rien dans ce choix – que l'ouvrage ne comporte pas un bref dictionnaire biographique des témoins mobilisés ; peut-être est-ce là une observation contradictoire avec leur notoriété précédemment notée, mais nul lecteur ne peut connaître toutes les informations décisives pour la compréhension, telles que l'âge, les origines sociales ou la position sociale du témoin. L'absence de cette rubrique³ qui aurait rendu la lecture du livre plus aisée est d'autant plus étonnante que, nous y reviendrons, l'éditeur a pris soin de publier en fin d'ouvrage un chapitre

conséquent sur les « échafaudages » de la recherche de Nicolas Mariot.

Destiné à « un grand public éclairé », le livre de Nicolas Mariot possède d'incontestables qualités de clarté dans la rédaction et dans la présentation de la recherche. Le plan proposé est simple à suivre et s'organise en trois parties, après un long et nécessaire prologue dans lequel l'auteur présente les caractéristiques sociologiques des témoins retenus. Dans la première partie, « La matérialité d'une rencontre », Nicolas Mariot s'attache à interroger la spécificité de la situation des intellectuels au front, analysant les logiques de distinction qui ont été à l'œuvre dans ce contexte si particulier : aisance matérielle généralement supérieure, traduite par les colis reçus, confort amélioré pour ceux des intellectuels suivis qui sont gradés, etc. La deuxième partie « Le savant et le populaire, *in vivo* » adopte une démarche de type anthropologique, afin de saisir au plus près la perception de l'expérience de guerre des intellectuels. Le chapitre consacré au corps attire particulièrement l'attention, en ce que la question physique met pour une fois les intellectuels en position dominée, la plupart des témoins rapportant leurs difficultés à s'adapter au niveau de « performance » exigé dans le cadre des combats. On lit aussi avec un fort intérêt les considérations, apparemment très nombreuses, des témoins sur les comportements des

soldats issus des classes populaires. Le regard manque très généralement d'empathie et les intellectuels se plaignent très majoritairement de la promiscuité subie avec des hommes dont les centres d'intérêt (bricoler, s'imbiber consciencieusement et jouer aux cartes, pour simplifier) sont très généralement vilipendés. Cette deuxième partie, qui s'appuie sur des lectures précises des travaux de sociologues, de Jean-Claude Passeron et Claude Grignon – d'où le titre – à Philippe Coulangeon (excellents développements sur la tendance actuelle à l'omnivoreté en matière de pratiques culturelles), est particulièrement convaincante. Mais c'est nettement dans la troisième partie (« Corps et âmes ») que l'auteur avance les analyses les plus fortes. Son objectif est d'affronter de manière renouvelée la question fort classique : comment-ont-ils tenu, « ils » désignant ici les témoins et les soldats issus des classes populaires qu'ils observent ? Les réponses fournies insistent sur le caractère sociologiquement inscrit du patriotisme, Nicolas Mariot multipliant les preuves des différences entre « ses » intellectuels qui ont totalement intériorisé la dimension patriotique de leur « sacrifice » et des soldats issus des catégories populaires qui, selon les témoins, ne font généralement preuve d'aucune ferveur patriotique particulière. Autre élément essentiel de cette troisième partie, Nicolas Mariot observe la manière par laquelle les

intellectuels étudiés se font « instituteurs de guerre », à savoir qu'ils mettent leurs qualités pédagogiques au service d'une diffusion de la cause.

Il arrive que les enjeux scientifiques d'une recherche ne soient pas directement perceptibles pour le lecteur. C'est une grande qualité du travail de Nicolas Mariot que d'afficher clairement ses objectifs, dès l'introduction et surtout dans la postface « Échafaudages », dont on ne saurait trop saluer la publication dans un ouvrage publié à destination d'un public non forcément spécialiste. De manière explicite, Nicolas Mariot situe son étude dans une perspective de discussion des travaux ayant abordé l'expérience combattante depuis une vingtaine d'années, dans le cadre de l'école de Péronne (notamment *14-18, Retrouver la guerre* de Stéphane Audoin-Rouzeau et Annette Becker), expliquant la ténacité des soldats par un consentement dû à la haine de l'ennemi et au patriotisme. Nicolas Mariot juge la démonstration « circulaire » : « l'existence d'une culture de haine est prouvée par les violences, elles-mêmes étant provoquées par cette culture » (p. 389). L'auteur veut redonner une « épaisseur sociale » à l'étude de la ténacité combattante, remarquant le manque d'études sur la composition sociale de l'armée française. Son travail s'inscrit donc dans un programme de recherche sur les différenciations sociales⁴, qui aboutit à une profonde remise en cause de schémas d'analyse

3. Le lecteur peut certes se référer au très utile dictionnaire biographique des témoins de la Grande Guerre, sur le site du Collectif de recherche international et de débat sur la Guerre de 1914-1918 (CRID) dont Nicolas Mariot est l'un des principaux animateurs : <http://www.crid1418.org/temoins/>

4. François Bouloc, Rémy Cazals et André Loez (dir.), *Identités troublées. Les appartenances sociales et nationales à l'épreuve de la guerre 1914-1918*, Toulouse, Privat, 2011.

dominants conférant au patriotisme une valeur d'explication excessive – et surtout peu prouvée. En quelque sorte, Nicolas Mariot rend aux élites ce qui leur appartient : un discours spécifique que l'on a souvent trop rapidement considéré comme l'expression d'une représentation commune. Son ouvrage constitue une contribution décisive à l'historiographie sociale de la Première Guerre mondiale. On saluera le ton avec lequel Nicolas Mariot livre ses conclusions, restant toujours dans le cadre de la controverse scientifique, sans céder à la tentation facile de la polémique, notamment sur le plan politique.

Mais Nicolas Mariot ne s'est pas limité à mettre en évidence le fossé entre les élites et les catégories populaires. Il aurait pu, suivant en cela les travaux de Christophe Charle dont il reconnaît s'être particulièrement inspiré, proposer une étude sur « les élites de la République⁵ dans les tranchées ». Bien des observations correspondent d'ailleurs à cette confrontation entre élites et classes populaires, à cette véritable « lutte des classes » (titre originel du mémoire d'habilitation dont est tiré l'ouvrage). Cependant, et sans réellement expliquer ce choix⁶, Nicolas Mariot a à la fois restreint son groupe et élargi ses perspectives en se consacrant à cette étude des intellectuels au front. Et son œuvre constitue une très intéressante expérience d'histoire de l'intellectualité en milieu

hostile. Rares sont en effet les travaux qui abordent l'intellectuel dans toutes ses dimensions, au-delà de ses gestes distinctifs que sont la prise de parole, la pétition ou le manifeste. Cette approche de « l'intellectualité comme manière d'être quotidienne, socialement constituée et reconnue » (p. 22) apporte beaucoup à notre connaissance de ce groupe social, au-delà du simple contexte de la Première Guerre mondiale. Nicolas Mariot note, à rebours d'une représentation courante qui absolutise les différences sociales, politiques et religieuses (combien d'ouvrages sur les intellectuels catholiques, communistes, etc. ?), que « ces distinctions internes seront de peu de poids face à la découverte du peuple des tranchées » (p. 49). Globalement, quelles que soient leurs appartenances et propriétés, les intellectuels partagent une même distance vis-à-vis de leurs « camarades » et expriment en général leur déception vis-à-vis d'un peuple français peu patriote. On est frappé par le peu de considération exprimé à l'égard de ces soldats des classes populaires, à de très rares exceptions près – notamment le sociologue durkheimien Robert Hertz, tué en 1915. Ce dernier est un des seuls intellectuels étudiés à faire le lien entre ses préoccupations intellectuelles et scientifiques et son expérience de la guerre, ainsi lorsqu'il écrit : « Les journées sont longues – mais je ne suis pas de ceux

qui s'ennuient, d'abord je lis un peu – et puis je trouve toujours de l'intérêt à écouter les hommes causer entre eux. Parfois je recueille des bribes de folklore argonnais ou lorrain et cela me fait penser aux enquêtes menées dans ta compagnie, chère femme. Et leurs propos sont toujours savoureux et instructifs » (p. 258). Toujours dans cette idée de définir l'intellectualité, on note sans réelle surprise que lire, écrire et donner des leçons de hauteur morale constituent les *conatus* principaux des intellectuels. Sur ce dernier point, Nicolas Mariot note d'ailleurs qu'il y a maintien de la condition intellectuelle au front ne signe plus de pétition, et certainement pas contre l'action du gouvernement, mais il est celui qui, plus que jamais, distribue ses avis, toujours et à tout propos » (p. 381).

Il est des points que Nicolas Mariot aborde, mais un peu rapidement, du moins dans cette version publiée de sa recherche. Ainsi, dans son objectif de montrer que l'intellectualité est une qualité socialement reconnue, l'auteur n'ignore pas les témoignages émanant d'autres acteurs que les intellectuels. Mais ce recours reste assez limité : Nicolas Mariot ne « retourne le miroir » que pour évoquer la question de la ténacité, principalement avec les carnets et correspondances de Joseph Astier, Antoine Martin et Marcel Papillon ; or, ces témoins n'évoquent que les gradés – on retrouve ici la problématique des élites –, mais pas spécifiquement les intellectuels. « Le combattant intellectuel voit nécessairement des hommes du peuple autour de lui ;

l'inverse n'est pas vrai » (p. 14), écrit rapidement l'auteur. L'information est essentielle et aurait pu donner lieu à davantage de développements : l'intellectuel n'est ainsi pas perçu comme tel, si ce n'est par lui-même (à destination de ses correspondants, qui sont soit des intellectuels eux-mêmes, soit des membres de sa famille soucieux du maintien de l'identité de leur frère, fils ou mari) et par ses semblables. De même, Nicolas Mariot n'aborde que de manière incidente la question de la mémoire du combat chez les intellectuels. Le problème de la comparaison entre le témoignage contemporain des événements (dans les lettres et les carnets) et les écrits ultérieurs aurait pu être développé, le cas d'Henri Barbusse semblant particulièrement intéressant. Enfin, l'auteur, qui n'a « trouvé nulle trace d'amitiés entre soldats d'origines diverses qui aient survécu au conflit » (p. 379), exprime là une réalité qui aurait mérité de plus amples développements.

Néanmoins, un excellent critère d'évaluation d'une recherche réside dans les perspectives qu'elle ouvre. De ce point de vue, l'ouvrage de Nicolas Mariot s'avère particulièrement fécond. L'auteur estime avec raison que ses préoccupations peuvent et doivent rejoindre celles de chercheurs travaillant sur d'autres espaces, d'autres thèmes ou d'autres périodes. S'il insiste sur l'intérêt d'une comparaison synchrone à l'échelle européenne (les intellectuels italiens ou allemands ont-ils observé le même comportement que leurs pairs français ?),

5. Christophe Charle, *Les Élités de la République, 1880-1900*, Paris, Fayard, 1987.

6. L'auteur note cependant qu'un tel intérêt pour l'histoire des intellectuels dans un milieu social inconnu correspond peut-être à son expérience personnelle d'« intello de service » lorsqu'il était en internat au lycée.

Nicolas Mariot cite d'autres expériences extrêmes traversées par des intellectuels au XX^e siècle : la Résistance – il note que, sur ce point, les remarquables pistes de recherche énoncées notamment par Antoine Prost et François Marcot⁷ n'ont pas souvent été suivies –, l'immersion des prêtres-ouvriers, l'établissement en usine des années 1968, l'expérience concentrationnaire. Pour avoir abordé cette dernière expérience dans le cadre d'une recherche doctorale sur l'intellectuel Michel de Boüard, historien déporté à Mauthausen, il semble en effet qu'il y a là une possibilité d'enquête intéressante. Si l'on ne saurait se prononcer après l'étude d'un seul cas et si les sources sont probablement différentes – dans le cas de Michel de Boüard, il n'existe pas de document contemporain de son séjour à Mauthausen mais, en revanche, les lettres envoyées à son épouse depuis le camp de Compiègne

ont été conservées –, il apparaît que les études de la représentation des co-détenus issus des classes populaires et du maintien de l'intellectualité (ce que Louis Martin-Chauffier, lui-même détenu à Compiègne, appela « rentrer dans [son] ordre »⁸) pendant la détention puissent être menées à bien. Certes, il est toujours délicat d'envisager une véritable comparaison des comportements entre des situations très différentes, mais la démarche suivie par Nicolas Mariot peut *a minima* servir de modèle⁹.

Revenons à notre observation initiale. Dans la précédente livraison de cette revue, Nicolas Mariot constatait que, parmi les nombreux livres sur la Grande Guerre publiés depuis juin 2013, il y avait « peu de livres marquants », « du point de vue des enquêtes neuves ou originales »¹⁰. Son livre s'inscrit incontestablement dans cette petite catégorie.

Bertrand Hamelin

7. Antoine Prost (dir.), *La Résistance, une histoire sociale*, Paris, L'Atelier, 1997.

8. Louis Martin-Chauffier, *L'Homme et la bête*, Paris, Gallimard, 1947, p. 75 : « Je redoutais que, parmi les distractions du camp, ne figurassent les conférences. Je me sentais bien incapable de m'astreindre à un travail qui me fit rentrer dans mon ordre. »

9. On notera une autre portée de l'ouvrage dans le cadre de l'interrogation sur la nature et la réalité du patriotisme comme sentiment partagé. Si l'auteur évite soigneusement tout parallèle entre la situation de 1914-1918 et les injonctions contemporaines au patriotisme (économique ou autre), la sociologue Julie Pagis s'appuie sur l'ouvrage de Nicolas Mariot pour étayer son argumentation contre l'idée d'un patriotisme universellement partagé. Julie Pagis, « Non, le patriotisme n'a rien d'universel ! », *Libération*, 25-26 octobre 2014.

10. Julien Mary et Yannis Thanassekos, « D'une historiographie à l'autre, 14-18/39-45 : jeux de miroir et perspectives croisées. Entretien avec André Loez et Nicolas Mariot », *En jeu. Histoire et mémoires vivantes*, n° 3, juin 2014, pp. 21-45, ici p. 22.

VIE ASSOCIATIVE

Nouvelles du monde associatif de la déportation

Fondation pour la mémoire de la déportation

Les actions prioritaires de la Fondation pour la mémoire de la déportation (FMD) au cours des dernières semaines ont été orientées vers la préparation du dossier du Concours national de la Résistance et de la Déportation, son lancement et son animation, ainsi que vers la préparation du 70^e anniversaire de la libération des camps en 2015 avec le monde associatif et les pouvoirs publics.

Concernant le Concours national de la Résistance et de la Déportation, la Fondation a diffusé le dossier pédagogique de préparation fin septembre. Ce dossier est également en ligne sur le site de la Fondation et celui de la Fondation de la Résistance. Il devrait être mis en ligne sur le site du CRDP de Créteil.

Deux séances de lancement du thème 2015 ont été organisées, l'une à l'occasion des Rendez-vous de l'histoire à Blois, le 11 octobre 2014, l'autre, le 24 novembre après-midi, au grand amphithéâtre de la Sorbonne. Ces deux séances ont fait salle comble.

D'ici mars 2015, la Fondation répondra à de nombreuses demandes d'inspecteurs pédagogiques régionaux, d'enseignants ou d'associations, qui la sollicitent.

Pour ce qui concerne les commémorations de 2015, il est encore tôt pour dire quelles décisions seront prises concrètement au niveau de l'État. Le souhait quasi unanime des associations serait que le président de la République préside un rassemblement des derniers

survivants de la déportation à Paris et leur rende l'hommage (attendu depuis longtemps !) de la République, pour leur rôle et leur engagement dans la société française depuis 1945. Puisse ce vœu être entendu pour un anniversaire décennal, qui pourrait être l'ultime pour beaucoup de ceux qui sont rentrés vivants de l'épreuve concentrationnaire.

La Fondation organisera le 13 avril 2015 un « concert de la Liberté » au théâtre du Châtelet. Le projet est en cours de montage.

30, bd des Invalides

75007 PARIS.

www.fmd.asso.fr

Tél. : 01 47 05 81 50 ou 01 47 05 81 27

Communiqué de Michel Fabréguet, historien, professeur à l'IEP de Strasbourg et membre du conseil scientifique de la Fondation

Jacques Bariéty (1930-2014) est décédé le 20 novembre dernier à l'hôpital militaire du Val de Grâce.

Au début des années 1980, alors qu'il venait d'être élu en Sorbonne, Jacques Bariéty accepta la proposition que lui avait soumise la commission d'histoire de l'amicale de Mauthausen, à l'initiative de Jean Gavard et de Pierre Saint-Macary, de diriger une thèse sur l'histoire du camp central de Mauthausen. C'est ainsi qu'après la soutenance d'un DEA en décembre 1983, je fus amené à inscrire un sujet de doctorat d'État au fichier central des thèses en avril 1984. Il s'agissait alors d'une recherche pionnière, à une époque où l'université française demeurait encore très en retrait des grands courants de

la recherche internationale qui allaient considérablement renouveler l'historiographie du système concentrationnaire et du nazisme au cours de la décennie suivante.

Très impliqué dans la lutte contre le négationnisme, Jacques Bariéty devait jouer un rôle important, mais discret, en 1986 au moment de l'affaire Roques, en faisant en sorte que la soutenance de cette thèse ne puisse se dérouler en Sorbonne. En 1993, il fut choisi à Vienne comme président du comité scientifique international pour l'histoire du camp de Mauthausen. La soutenance de la thèse sur Mauthausen intervint en janvier 1995, devant un jury présidé par Pierre Ayçoberry, qui devait diriger quelques années plus tard à Strasbourg la thèse de Robert Steegmann sur le camp de Natzweiler-Struthof, avant de devenir le premier président du conseil scientifique de la FMD. Deux mois après la soutenance en Sorbonne, Jacques Bariéty organisa un colloque consacré aux nouvelles recherches sur l'univers concentrationnaire au cours duquel Jean Gavard, Pierre Saint-Macary et Pierre Serge Choumoff purent apporter leurs témoignages.

La collaboration entre l'université et la commission d'histoire de l'amicale de Mauthausen semblait alors fructueuse et pleinement aboutie, mais il allait bientôt apparaître que l'histoire et la mémoire restaient difficilement conciliables. La publication de la thèse sur Mauthausen fut rendue difficile par le désengagement des Presses universitaires de France à l'hiver 1996-1997, face à l'opposition déclarée

de Pierre Serge Choumoff et à la suite de plusieurs entrevues pénibles avec Michel Prigent. Ce n'est finalement qu'au printemps 1999 que l'ouvrage put paraître chez Honoré Champion, avec un avant-propos de Jean Gavard et une préface de Jacques Bariéty. Jacques Bariéty choisit alors de s'effacer, tandis que l'amicale, avec une direction renouvelée, allait désormais s'investir exclusivement dans le domaine de la mémoire.

Mais l'initiative scientifique pionnière du début des années 1980, que Jacques Bariéty avait rendue possible dans l'université, n'est fort heureusement pas restée sans suites. Elle s'est prolongée et amplifiée dans le conseil scientifique de la FMD.

Association des Amis de la Fondation pour la mémoire de la déportation

L'Association des Amis de la Fondation a renouvelé ses instances dirigeantes en 2014 et porté à sa présidence Michèle Gabert, professeure agrégée d'histoire (retraîtée), secrétaire générale, remplacée dans cette fonction par Éric Brossard, lui-même professeur agrégé d'histoire (en exercice).

Dynamiser l'association et obtenir un collectif plus soudé est l'objectif de cette équipe.

De nombreuses initiatives sont engagées dans la perspective des commémorations de 2015 au niveau des villes et départements où sont actives des délégations d'Amis de la Fondation. Elles s'inscrivent dans le tissu associatif environnant et s'appuient

souvent sur les initiatives des exécutifs territoriaux, qu'elles stimulent et accompagnent. La plupart des délégations ont entrepris l'élaboration de mémoriaux récapitulant les noms de tous les déportés de leur département. Ces mémoriaux seront mis en ligne, publiés ou déposés aux archives départementales selon les cas.

Elles organisent de nombreuses rencontres de la mémoire accompagnées de conférences, de spectacles scénarisant des écrits de déporté(e)s, d'expositions, de projection de films ; elles entreprennent de nouveaux enregistrements de témoins et prévoient, lorsqu'elles le peuvent, des voyages sur les sites concentrationnaires avec des élèves d'établissements scolaires voisins. Enfin, elles se préparent à participer activement aux commémorations du 70^e anniversaire de la libération des camps et à la Journée nationale du souvenir de la Déportation du 26 avril 2015.

Bien intégrées désormais dans les jurys départementaux du Concours national de la Résistance et de la Déportation, les délégations participent à la préparation des candidats au concours en lien avec le monde enseignant, dont bien des responsables sont eux-mêmes issus.

Elles sauront aussi être présentes aux cérémonies du 8 mai et, pour certaines, s'investissent également dans la préparation de la Journée nationale de la Résistance du 27 mai 2015.

Parallèlement, un important travail de réflexion s'effectue en commission sur la transmission de la mémoire, le travail d'histoire et l'évolution

nécessaire des structures et modes de fonctionnement de l'association, pour tenir compte aussi des restructurations territoriales en perspective. Le brassage d'idées qui en résulte atteste du dynamisme interne et de la bonne santé morale de l'association.

L'effort pour donner du fond à la publication périodique de l'association *Mémoire et Vigilance* est notable. On lira avec intérêt l'excellent article d'Olivier Sorlin, « Controverse autour du fascisme français », paru dans le numéro 67 de juin 2014, qui étudie comment l'idée d'une matrice française du fascisme, développée par l'historien Zeev Sternhell, a suscité des débats et controverses entre historiens français puis débouché sur une instrumentalisation politique entre extrême droite et gauches françaises, les unes et les autres se renvoyant l'accusation de « fascisme », servant d'une certaine manière la dédramatisation de l'extrême droite.

Sous la plume de l'historienne Monique Heddebaut, on trouvera un article évoquant le sort des Tsiganes de France et de Belgique, qui souligne les lacunes de l'historiographie actuelle sur le traitement des Tsiganes d'Europe par le régime nazi.

François Amoudruz signe un article sur l'université de Strasbourg, cible immédiate de l'occupant nazi en Alsace, mais dont étudiants et enseignants avaient été repliés à Clermont-Ferrand dès septembre 1939, par mesure de précaution, et où ils constitueront une pépinière de résistants.

La délégation des Amis de la Fondation et l'ADIRP de la Sarthe ont organisé

une exposition des dessins de Camille Delétang, résistant manceau de 1940, l'un des responsables de l'OCM et de l'AS, arrêté en février 1944 et déporté en août au camp d'Holzen, annexe de Buchenwald. Lors de son évacuation en train vers Bergen-Belsen en avril 1945, il tente de s'évader avec un camarade à la faveur d'un bombardement et lance sa sacoche-musette par-dessus la ridelle du wagon avant de sauter. Mais un détenu la lui dérobe avant, constate qu'il n'y a rien à manger et jette à son tour la musette avec ses précieux dessins dans le jardin d'une Allemande qui la retrouve et la cache dans son grenier, puis l'oublie. À 90 ans, elle décide de remettre le contenu au mémorial de Dora, lequel en fait l'expertise, identifie l'auteur et les portraits, recherche si Delétang (décédé sans savoir que ses dessins avaient été sauvés) avait une famille et des descendants. La fille de Delétang est retrouvée. Elle habite au Mans. Ce contact permet l'organisation d'une exposition itinérante remarquable, présentée du 11 octobre au 15 janvier 2015 aux archives départementales de la Sarthe.

Mémoire et Vigilance, n° 67, juin 2014

31, bd Saint-Germain

75005 Paris

www.afmd.asso.fr

Tél. : 01 43 25 84 98

I FNDIRP

Dans son éditorial d'octobre 2014 du *Patriote résistant*, la secrétaire générale de la FNDIRP, Anita Baudoin dresse un bilan satisfaisant du

fonctionnement de la Fédération depuis sa réorganisation, mais livre ses inquiétudes devant la progression électorale de l'extrême droite et rappelle les raisons historiques de l'action mémorielle de sa fédération et de la nécessité de sa poursuite. Elle trace les grandes axes des anniversaires importants de l'année 2015 (70^e anniversaire de la capitulation nazie, et 70^e anniversaire de la création de la Fédération) et annonce un congrès (en préparation) pour octobre 2015.

Dans ce même numéro du *Patriote Résistant*, Serge Wourgaft jette un regard d'actualité sur les conventions de Genève, en rappelle l'origine et la raison d'être, ainsi que les engagements pris par les États signataires (194 pays). Ces conventions, piliers du Droit international humanitaire, prohibent notamment dans les conflits armés les traitements cruels, tortures, supplices et toutes les atteintes à la dignité des personnes, et prévoient le renforcement de la protection des populations civiles par des protocoles additionnels. Les conflits actuels et les actions terroristes montrent qu'il y a encore du chemin avant que ces conventions soient respectées et les populations civiles épargnées ; l'implication croissante des ONG dans l'assistance aux victimes innocentes des violences constitue toutefois un facteur d'espoir.

Jean-Luc Bellanger est l'auteur d'une chronique tirée de l'ouvrage de deux historiens allemands, Martin Jungius et Wolfgang Seibel, sur « les fonctionnaires du nazisme », ces bourgeois sans armes, criminels de bureau,

dont le rôle a été déterminant dans « l'aryanisation » des biens juifs en France, et dans les politiques de répression et de persécutions des autorités d'occupation et du gouvernement de Vichy. Il y analyse en particulier le rôle clé d'un juriste allemand, Kurt Blanke, désigné en septembre 1940 par l'administration militaire allemande à Paris. Responsable de la section Aryanisation à partir de la mi-octobre 1940, ce dernier pesa sur les mesures antijuives adoptées par le régime de Vichy.

Le Patriote Résistant, n° 890, oct. 2014
10, rue Leroux
75116 Paris
www.fndirp.asso.fr
Tél. : 01 44 17 37 38

■ UNADIF-FNDIR

Le numéro de juillet 2014 du *Déporté* rend compte de la publication du livre de Michel Claverie, *Une mémoire philatélique des camps*, qui a découvert la richesse de collections de timbres évoquant l'histoire et la mémoire de la déportation et décidé de la faire mieux connaître et apprécier. Une œuvre en tous points, réussie et digne d'intérêt.

On peut y lire également une interview de René Baumann, natif du sud de l'Alsace qui retrace son passé singulier d'alsacien sous le Reich. À la réception de son ordre d'incorporation dans la Wehrmacht, il décide de passer clandestinement en France non occupée et entre en résistance en 1942. Arrêté par suite d'une dénonciation, il est déporté à Mauthausen,

puis à Natzweiler, Dachau, à nouveau à Mauthausen, puis à Melk et, pour finir, Ebensee où il sera libéré par les troupes américaines.

La revue *Le Déporté* rend compte du congrès de la FNDIR-UNADIF qui s'est déroulé du 12 au 17 juin à Caen.

Le rapport d'activité du vice-président délégué rappelle à ses membres l'impérieux devoir de la deuxième génération de s'investir dans le travail de transmission de la mémoire des drames vécus par la génération précédente.

Il lance un appel à la fidélité des adhérents à leur tradition, à leur soutien financier et à leur engagement dans la vie de leurs fédérations, dans le respect des idéaux de la Résistance, de la déportation et de la mémoire familiale.

Parmi les projets mémoriels et pédagogiques, notons la création d'un guide où seront développés huit thèmes : la montée du nazisme, le commencement de la Seconde Guerre mondiale, l'occupation en France, la Résistance, la répression et les massacres, la déportation, vers la victoire, le souvenir. Un neuvième thème pourrait aborder l'avenir de la mémoire.

Dans le domaine du travail de mémoire, le congrès décide de créer un label « la mémoire a un avenir » pour pérenniser la mémoire de la Résistance et de la déportation au-delà des acteurs et témoins et en faire une mémoire en mouvement, à but éducatif.

L'UNADIF compte actuellement 75 ADIF départementales dont les projets visent à garantir et animer la transmission de la mémoire de la Résistance de la déportation. Un guide

pratique diffusé à toutes les ADIF garantit l'unité et la conformité des pratiques associatives. Un plan de formation de cadres bénévoles est mis sur pied en vue de « l'appropriation des valeurs et des techniques de gestion » par les responsables départementaux. Une culture d'échange s'y instaure pour favoriser le sentiment d'appartenance à une famille rassemblée.

Les résolutions finales rendent hommage aux forces alliées, aux FFL, à la Résistance française et aux victimes civiles des bombardements liés aux combats de la Libération, expriment leur préoccupation à l'égard de propos mettant en cause la « cohésion nationale » et réaffirment leur volonté filiale de transmission de la mémoire et de fidélité aux serments des déportés.

Le Déporté, n° 580, juillet 2014
49, rue du Faubourg du Temple
75010 Paris
Tél. : 01 53 70 47 00
www.unadif.fr

■ Union des déportés d'Auschwitz (UDA)

Le numéro d'octobre 2014 de la revue *Après Auschwitz* reproduit l'intégralité des discours prononcés pour la circonstance, le dimanche 20 juillet 2014, par le président de l'UDA, Raphaël Esrail, et le Premier ministre, Manuel Valls, lors du 72^e anniversaire de la rafle du Vel' d'Hiv.

La rubrique Actualités de la revue annonce la future publication d'un ouvrage monumental de 16 tomes, intitulé *Die Verfolgung und Ermordung*

der europäischen Juden durch das nationalsozialistische Deutschland 1933 1945 (la persécution et l'extermination des juifs européens par l'Allemagne nazie, 1933 1945), coordonné par l'historienne Suzanne Heim (par ailleurs coauteur avec Götz Ali de l'ouvrage *Les Architectes de l'extermination*).

On lira aussi dans ce numéro le récit d'une ancienne déportée d'Auschwitz-Birkenau, Ida Grinspan, qui évoque son retour. Ce témoignage est d'autant plus intéressant qu'il s'inscrit dans la thématique du Concours national de la Résistance et de la Déportation 2015.

L'UDA fait connaître par ailleurs qu'elle organisera, avec le soutien de la mairie, le 1^{er} février 2015, à l'hôtel de ville de Paris, un grand événement lié à la commémoration de la libération d'Auschwitz.

Après Auschwitz, n° 331, octobre 2014
39, bd Beaumarchais
75003 Paris
Tél. : 01 49 96 48 48
www.cercleshoah.org

■ Association française Buchenwald Dora et Kommandos

L'association rend compte du colloque organisé le 7 octobre 2013 à Compiègne sur l'année 1943 et les convois de déportation qui l'ont jalonnée, dans le numéro 352 de sa revue *Le Serment*, où l'on pourra lire une analyse de Corinne Benestroff, historienne, sur l'attitude des habitants de Compiègne au passage des colonnes de détenus cheminant du camp vers la gare d'où partaient les trains de la

déportation, ainsi qu'une réflexion de Jean-Pierre Thiercelin, comédien et écrivain, auteur de la pièce *De l'enfer à la lune*, sur les rapports entre mémoire, création et transmission.

Le numéro suivant rend compte des cérémonies et prises de parole qui ont marqué le 69^e anniversaire de la libération de Buchenwald. Il s'ouvre sur un éditorial de mise en garde et d'alerte du président de l'Association, Dominique Durand, face à la poussée électorale des extrêmes droites et des fanatismes religieux.

Deux historiens, Olivier Lalieu et Harry Stein, évoquent le camp sous des approches différentes. L'un rappelle les conditions de la naissance du noyau français de résistance clandestine, ou Comité des intérêts français, les enjeux auxquels il était confronté et le rôle qui fut le sien, l'autre élargit la réflexion à l'ensemble de la population concentrationnaire et introduit le concept de « survie sociale », hors duquel toute survie était impossible et dont l'organisation clandestine de résistance était un volet, l'autre étant celui de la solidarité nécessaire entre les détenus.

Le Serment, n° 353, juin, juillet, août 2014
BP 170 - 75921 Paris 19 PDC
www.buchenwald-dora.fr

Amicale de Flossenbürg et Kommandos

Le combat de l'Amicale de Flossenbürg en vue de la remise en place des piliers du portail du camp de Flossenbürg à leur emplacement d'origine se poursuit et s'amplifie. La responsabilité

du Gedenstätte, de la Fondation des Mémoriaux de Bavière et des autorités du Land de Bavière est évidente dans l'échec du projet qui, en 2008, avait été approuvé par un premier comité consultatif scientifique, modifié dans sa composition l'année suivante pour faire adopter en 2009 une position contraire, conforme en particulier aux vues du maire de Flossenbürg. La Fondation est engagée dans ce combat aux côtés de l'Amicale et l'ensemble des Comités internationaux, réunis à Paris fin 2013, a pris position et adopté une résolution de soutien à l'Amicale française.

30, bd des Invalides
75007 PARIS

Amicale de Mauthausen

L'Amicale de Mauthausen tiendra son 45^e congrès à Strasbourg, les 27 et 28 septembre 2015 en parallèle avec l'Association française Buchenwald-Dora. En l'annonçant dans le bulletin de l'Association, Daniel Simon, président de l'Amicale, voit un lien symbolique entre le choix du lieu (Strasbourg) et la naissance de l'idée européenne : « La mémoire des camps nazis, écrit-il, a, de façons multiples, rencontré l'idée européenne. Quelques grandes voix politiques d'anciens déportés s'en sont fait les thuriféraires, de Christian Pineau à Pierre Sudreau et Simone Veil, ou pour Mauthausen de Pierre Daix à Pierre Saint-Macary. » Il poursuit : « Le travail de mémoire que nous accomplissons depuis des décennies, en particulier en direction des jeunes, s'inscrit naturellement dans le vaste

mouvement, politiquement divers (mais central) qui a voulu la réconciliation franco-allemande comme creuset d'une Europe nouvelle pacifique et démocratique. »

Les cérémonies commémoratives du 69^e anniversaire de la libération des camps d'Autriche, qui se sont déroulées dans les anciennes annexes de Mauthausen, à Wiener-Neustadt, Zipf, Ebensee, Gusen, Melk, Steyr sont évoquées dans le bulletin de l'Amicale et complétées par un bref rappel historique sur ces camps annexes. Les cérémonies ont été par ailleurs l'occasion de rencontre et de fraternisation entre délégations française et espagnole.

Mauthausen, n° 337, juillet 2014

Le bulletin suivant est consacré à la préparation des événements qui marqueront le 70^e anniversaire de la libération de Mauthausen et de ses annexes. Illustrations et commentaires font un retour sur le passé commémoratif de ces lieux de souffrances et de mort.

On y lira en particulier le compte rendu des commémorations de juin 2014 sur le site du tunnel du Loibl, et le cri d'alarme de Patrice Lafaurie sur le devenir du site de Wiener-Neustadt, dont l'ancien hangar, ou *Serbenhalle*, dans lequel des détenus travaillèrent à assembler des V2, devient un lieu de concert et de galas !

Mauthausen, n° 338, octobre 2014

31, bd Saint-Germain
75005 Paris
mauthausen@orange.fr
www.campmauthausen.org

Amicale de Neuengamme

L'Amicale de Neuengamme vient de renouveler son conseil d'administration et de porter à sa présidence, Jean-Michel Clère, dont le premier éditorial figure dans le bulletin d'octobre 2014. Le nouveau président rend hommage à l'action de la présidente sortante, Janine Grassin, dont il dresse le bilan éminent, et lance un appel en vue d'une participation exceptionnelle des familles aux commémorations du 70^e anniversaire de la libération du camp en 2015, qui auront lieu du 2 au 5 mai à Hambourg, Lübeck et Neuengamme.

Les activités passées de l'Amicale sont ensuite présentées : participation aux Rendez-vous de l'histoire à Blois, 34^e congrès à Caen, du 27 au 29 septembre 2014, mise à jour du *Livre Mémorial de Neuengamme*, poursuite du travail de constitution de la collection des dossiers traitant des différents Kommandos, dont sont déjà aboutis ceux de Ahlem, Misburg, Stöcken, Bremen-Blumenthal, Bremen-Farge, Bremen-Riesport, Husum, et à venir ceux de Watenstedt et Schandelah.

Jean-Michel Gausso, secrétaire général, évoque enfin la coopération avec les autres Amicales, les relations avec la Fondation, l'avenir de la FNDIRP, le projet de mémorial du fort de Romainville, la rénovation du site Internet de l'Amicale, la mise à jour du mémorial de l'Amicale, la modification des statuts et du règlement intérieur, enfin, les perspectives de pèlerinage pour 2015.

N'oublions jamais, n° 224, octobre 2014
25, rue Marius Lacroix
17000 La Rochelle

I Amicale de Ravensbrück

L'Amicale de Ravensbrück a tenu ses rencontres annuelles les 17 et 18 octobre 2014, au siège de la Fondation. Parmi les sujets abordés au cours de cette journée figurait la réussite de l'opération « 1 000 rosiers pour Ravensbrück », entreprise de longue date, voulue comme symbole de la Résistance et de la déportation sur le camp de Ravensbrück. Les rosiers ont été plantés devant le mur des Nations et le long de l'avenue du mémorial Ravensbrück.

Il est mentionné également que l'UFAC, dont l'Amicale est adhérente, a adopté deux résolutions importantes les 8 et 9 octobre derniers, l'une sur le devenir du fort de Romainville exprimant le vœu que ce fort soit classé et devienne un haut lieu de mémoire nationale de la déportation, et l'autre exprimant l'indignation de l'UFAC devant les décisions récentes de quelques conseils municipaux de changer les noms de rues, de places ou d'écoles, baptisés aux noms d'anciens combattants et déportés à la suite du changement de certaines équipes municipales.

Ravensbrück, n° 187, 2^e semestre 2014
10, rue Leroux
75116 Paris

I Amicale d'Oranienburg-Sachsenhausen

L'Amicale du camp d'Oranienburg-Sachsenhausen a tenu son 68^e congrès national à Bordeaux du 19 au 21 septembre 2014. Il en est rendu compte

de façon détaillée dans la revue de l'Association de septembre 2014. En voici quelques points forts :

- d'abord le rappel du Bordeaux de la guerre et de l'Occupation, qui a été marqué par une Résistance multiformes, à proximité de la côte Atlantique, de la ligne de démarcation, de la frontière espagnole. Un tribu lourd au bout du compte, la répression exercée aboutissant (hors déportation des Juifs) à 2 037 arrestations, 565 fusillés et massacrés, 1 061 déportés (dont beaucoup vers Sachsenhausen) et plus de 500 morts en camp de concentration,

- ensuite la performance accomplie par l'un des membres de l'Amicale, Guy Patin, petit-fils d'un mineur déporté en 1941 à Sachsenhausen, qui a relevé le défi peu ordinaire de parcourir en fauteuil roulant les 1 200 km séparant la ville d'Avion, près d'Arras, du camp de Sachsenhausen,

- l'opportunité offerte pour la première fois par la direction du Gedenkstätte à des membres de l'association, de participer à un stage de formation d'une semaine organisé à Sachsenhausen,

- l'implication de l'Amicale dans le choix d'un monument à la mémoire des fusillés du 11 octobre 1944 (sur ces événements voir *Mémoire vivante*, n° 34, p. 13, téléchargeable sur le site de la Fondation : www.fmd.asso, onglet *Mémoire vivante*),

- enfin, dans le domaine de la transmission de la mémoire, l'Amicale a mis en place une exposition à la mairie du 18^e arrondissement de Paris pendant quelques semaines et s'est associée au travail entrepris autour de

l'UDA, en vue de la réalisation d'un site Internet commun à un groupe d'amicales, destiné à évoquer l'histoire de leur camp par le témoignage.

Quelques perspectives sont retenues pour l'année 2015, dont un marathon en région parisienne, pouvant servir de support à l'évocation du 70^e anniversaire de la libération des camps, et celui d'une marche pour la Vie, empruntant le parcours d'une marche de la mort de détenus évacués du camp de Sachsenhausen au printemps 1945.

Oranienburg-Sachsenhausen, n° 211, septembre 2014

77, av. Jean Jaurès

75019 Paris

Tél. : 01 42 45 74 88

www.campsachsenhausen.org

I Commission Dora-Ellrich

En partenariat avec la Coupole, la Fondation et le Gedenkstätte de Dora, le projet d'un dictionnaire biographique des déportés de France à Dora et dans ses Kommandos est relancé depuis 2013 sous la direction de Laurent Thiery, historien du centre de La Coupole. Ce mémorial, rendant hommage aux 9 000 déportés français à Dora retrouvés à partir de recherches effectuées dans des archives de différents pays d'Europe, intégrera les biographies les plus complètes possibles de chacun d'eux.

L'exposition « Nos champs de solitude », financée par la commission Dora-Ellrich, a été présentée à Peenemünde, grand centre allemand de recherche spatiale, ouvert dès 1936, où, sous

l'encadrement de SS, travaillèrent des prisonniers de guerre, des travailleurs civils forcés et des détenus des camps de concentration.

Le bombardement du site par la Royal Air Force, les 17 et 18 août 1943, entraîna la création de nouvelles installations enterrées dans le massif du Konstein, qui devinrent le complexe d'usines souterraines de Dora, à proximité de Nordhausen.

L'exposition également présentée au lycée allemand de Göttingen en janvier 2014 a connu un vif succès et suscité un intérêt soutenu des élèves.

La commission Dora-Ellrich s'inscrit dans les démarches de l'association Mémoire vive des convois des « 45000 » et des « 31000 » en faveur du classement et de la préservation de la mémoire au fort de Romainville.

Louis Garnier, ancien déporté à Dora (décédé le 16 novembre dernier), rend compte des décisions prises lors de la réunion du Beirat (comité consultatif des détenus) de Dora-Ellrich, où il représentait la France. Sont prévus :

- un aménagement de l'espace du crématoire,

- des travaux d'assainissement des pentes et de l'entrée du tunnel de Dora,

- la réalisation d'un film rappelant l'histoire du camp Dora,

- et, enfin, la débaptisation de deux établissements scolaires qui portaient le nom de Wernher von Braun.

Dora-Lien, juin 2014

30, bd des Invalides

75007 Paris

Tél. : 01 47 05 27 30

www.dora-ellrich.fr

I Amicale du camp de Gurs

Les éditoriaux d'André Laufer, président de l'Amicale, sont toujours enrichissants par la qualité de leurs réflexions. Celui de septembre 2014 n'échappe pas à la règle dans sa tentative d'explication de la progression du Front national dans l'électorat français (25 % de Français adhérent à ses idées populistes et nationalistes), établit un parallèle avec la prolifération des violences verbales qui visent tantôt les juifs, tantôt les musulmans tantôt les homosexuels, et conclut à la pertinence et à l'importance du projet pédagogique de l'Amicale dans la démarche d'apprentissage à la tolérance et d'ouverture à l'Autre qu'elle mène en direction de la jeunesse.

La publication du texte rédigé par le Dr Ludwig Mann, du groupe des juifs expulsés du Pays de Bade internés à Gurs, où il devint médecin des internés et assista au départ des convois vers Drancy de l'été 1942, récemment traduit de l'allemand par Henri Moos, constitue un document d'une exceptionnelle richesse, pour la connaissance et la compréhension de ce qui a été vécu à Gurs cette année là.

On trouvera aussi une lettre écrite le 30 juin 1939 par un Portugais brigadiste interné au camp de Gurs en avril 1939 (Vasco de Castro) qui décrit son état, et une autre du Dr Pollak, médecin interné, arrêté à Bruxelles en mai 1940 et interné à Gurs en octobre 1940, qui s'adresse au médecin-chef du camp pour demander

un régime spécial et la mise au repos d'un interné atteint de diverses affections.

Gurs souvenez-vous, n° 136, sept. 2014
www.campgurs.com

Mémoire vive des convois des « 45000 » et des « 31000 »

Rappelant les cris d'alarmes visionnaires de Jean Jaurès sur la catastrophe à laquelle conduirait la guerre en 1914, *Mémoire vive* met en garde contre le regain d'audience du discours nationaliste qui a noyé l'Europe du siècle dernier dans le sang de ses fils sacrifiés.

Plusieurs cérémonies ont par ailleurs rythmé le travail de mémoire mené par l'association Mémoire vive et ses partenaires en 2014 :

- à Montreuil où le nouveau maire, dans son allocution du 26 avril 2014, lors d'une cérémonie à la mémoire des déportés des convois politiques de juillet 1942 et janvier 1943 pour Auschwitz, s'est interrogé sur la connaissance et la conscience qu'ont encore ses concitoyens de ce passé lourd de sens,

- à Epinay-sur-Seine, où l'association a, le 27 avril 2014, appelé à une prise de conscience de la nécessaire complémentarité entre mémoire juive et mémoire politique et résistante,

- à Caen, en mémoire des victimes de la répression allemande contre la guerre du rail, qui aboutit à des prises d'otages et à des déportations parmi les communistes identifiés de la région, envoyés à Auschwitz par le convoi de juillet 1942. Une rue de Caen

a été baptisée du nom de l'un d'entre eux, Marcel Cimier.

L'association s'est associée aux initiatives prises à l'occasion de la Journée nationale de la Résistance, le 27 mai 2014, à l'hôtel de ville de Paris et était également présente à la réunion des association organisée à Compiègne, le 29 juin 2014, par la délégation de l'Oise des Amis de la Fondation et l'ADIRP.
Mémoire vive, n° 56, octobre 2014

Chez Josette Marti
10, square Etienne Martin
77680 Roissy-en-Brie

Association Ceux de Rawa-Ruska et leurs descendants

Le congrès national de l'association Ceux de Rawa-Ruska a eu lieu le 31 octobre 2014 à la mairie de Paris. Il avait été précédé d'une réunion du conseil national, accueilli le samedi 22 mars à la Fondation. Jean Artoux, président en exercice, ne souhaitant pas renouveler

son mandat a demandé à passer le relais, mais reste dans l'attente de l'élection de son successeur.

Ont été abordés et discutés :

- les propositions du conseil représentatif de la mémoire de la déportation (CRMD) dans la perspective des commémorations de 2015,

- le fonctionnement du conseil scientifique de l'association, conjuguant les réflexions du conseil national, celles du professeur François Marcot et d'universitaires réunis au siège parisien en novembre 2013.

Le conseil national étudie par ailleurs une possibilité de soutien financier en faveur d'une doctorante qui s'engagerait à faire une thèse sur Rawa-Ruska, projet que la Fondation encourage et soutiendrait aussi s'il prend forme.

Envols

17, rue des Petits-Hôtels
75010 Paris

Tél. : 01 42 46 75 54

Comment se procurer la revue

ABONNEMENT ANNUEL - 2 NUMÉROS

Prix (frais de port inclus) : **30 €**

Règlement :

- **par virement direct** en indiquant l'objet : «ABONNEMENT REVUE EN JEU »

Compte La Banque Postale

Code IBAN : FR82 2004 1000 0119 5002 3W02 060

Code BIC : PSSTFRPPPAR

ou

- **par chèque**, à l'ordre de la Fondation pour la mémoire de la déportation.

ACHAT À L'UNITÉ

Prix au numéro : **17 €**

La revue *En Jeu* est désormais disponible en librairie.

Diffusion : PUS - Distribution : SODIS.

Fondation pour la mémoire de la déportation

30, bd des Invalides - 75007 Paris

email : revue.en.jeu@gmail.com - tél. : 01 47 05 81 50.

Contribuer à la revue

Articles

La revue prendra en compte et pourra publier des articles sur des sujets autres que ceux des dossiers thématiques, à condition qu'ils s'inscrivent dans le champ d'étude des grands conflits contemporains (de la répression et de massacres de masse, notamment) et de leurs enjeux interprétatifs sur le plan historiographique et des sciences sociales.

Pour plus de précisions, vous pouvez vous rapporter à la plateforme éditoriale de la revue publiée dans le premier numéro, paru en juin 2013. La plateforme est consultable sur internet, à l'adresse suivante :

<http://fondationdeportation.wordpress.com>

Comptes rendus de lecture

Vous pouvez également nous faire parvenir le compte rendu critique d'un ouvrage (15 000 à 20 000 signes) dont la thématique est en lien avec la plateforme éditoriale. Après expertise, il pourra être intégré dans la rubrique « Comptes rendus » de la revue.

La charte rédactionnelle est également consultable sur internet.